



3 1936 00081 1230

**PROPOSED SPECIES AT RISK ACT
CONSULTATION DRAFT
JUNE 2008**

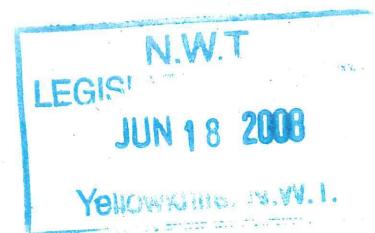
**AVANT-PROJET DE LOI SUR
LES ESPÈCES EN PÉRIL
POUR CONSULTATION
JUIN 2008**

Summary

This proposed Act establishes an integrated and cooperative system for the conservation of species at risk to prevent species from becoming extirpated or extinct.

Résumé

Le présent avant-projet de loi élabore un système intégré et coopératif de conservation des espèces en péril afin d'éviter leur disparition ou leur extinction.



SPECIES AT RISK ACT

TABLE OF CONTENTS

PART 1 INTERPRETATION AND APPLICATION

Definitions	1	(1)	Définitions
Reference to "assess" includes "reassess"		(2)	Référence à «évaluer» et à «réévaluation»
Information public		(3)	Renseignements à la disposition du public
Aboriginal and treaty rights	2		Droits ancestraux ou issus de traités
Decisions under land claims agreement	3		Décisions en vertu d'un accord sur des revendications territoriales
Actions and land claims agreement	4		Actes conformes à un accord sur des revendications territoriales
Conflict, inconsistency with another Act	5	(1)	Incompatibilité
Conflict, inconsistency with land claims agreement		(2)	Incompatibilité
Emergency action	6		Intervention d'urgence
Species to which Act applies	7	(1)	Espèces non visées par la loi
Native species		(2)	Espèces indigènes
Species to which Act does not apply		(3)	Espèces non visées par la loi
Government bound	8		Gouvernement lié
Lack of full scientific certainty	9		Manque de certitude scientifique
Purpose	10		Objet

PART 2 COOPERATIVE CONSERVATION OF SPECIES AT RISK

Conference of Management Authorities on Species at Risk			
Establishment	11	(1)	Constitution
Management Authorities		(2)	Autorités de gestion
Purpose of the Conference	12		Objectif de la Conférence
Participation of Management Authorities	13	(1)	Participation des autorités de gestion
Consideration of particular species		(2)	Étude d'une espèce donnée
Number of representatives		(3)	Nombre de représentants
Observers	14		Observateurs
Rules	15	(1)	Règles
Not statutory instruments		(2)	Textes non réglementaires
Annual report	16	(1)	Rapport annuel
Laying report before Legislative Assembly		(2)	Dépôt devant l'Assemblée législative

Species at Risk Committee

Establishment	17	(1)	Constitution
Functions based on best available information		(2)	Critères
Composition of SARC	18	(1)	Composition du CEP
Chairperson		(2)	Président

LOI SUR LES ESPÈCES EN PÉRIL

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 DÉFINITIONS ET OBJET

Definitions	1	(1)	Définitions
Reference à «évaluer» et à «réévaluation»		(2)	Référence à «évaluer» et à «réévaluation»
Renseignements à la disposition du public		(3)	Renseignements à la disposition du public
Droits ancestraux ou issus de traités	2		Droits ancestraux ou issus de traités
Décisions en vertu d'un accord sur des revendications territoriales	3		Décisions en vertu d'un accord sur des revendications territoriales
Actes conformes à un accord sur des revendications territoriales	4		Actes conformes à un accord sur des revendications territoriales
Incompatibilité	5	(1)	Incompatibilité
Incompatibilité		(2)	Incompatibilité
Intervention d'urgence	6		Intervention d'urgence
Espèces non visées par la loi	7	(1)	Espèces non visées par la loi
Espèces indigènes		(2)	Espèces indigènes
Espèces non visées par la loi		(3)	Espèces non visées par la loi
Gouvernement lié	8		Gouvernement lié
Manque de certitude scientifique	9		Manque de certitude scientifique
Objet	10		Objet

PARTIE 2 CONSERVATION COOPÉRATIVE DES ESPÈCES EN PÉRIL

Conférence des autorités de gestion sur les espèces en péril

Conférence des autorités de gestion sur les espèces en péril			
Establishment	11	(1)	Constitution
Autorités de gestion		(2)	Autorités de gestion
Objectif de la Conférence	12		Objectif de la Conférence
Participation des autorités de gestion	13	(1)	Participation des autorités de gestion
Étude d'une espèce donnée		(2)	Étude d'une espèce donnée
Nombre de représentants		(3)	Nombre de représentants
Observateurs	14		Observateurs
Règles	15	(1)	Règles
Textes non réglementaires		(2)	Textes non réglementaires
Rapport annuel	16	(1)	Rapport annuel
Dépôt devant l'Assemblée législative		(2)	Dépôt devant l'Assemblée législative

Comité sur les espèces en péril

Establishment	17	(1)	Constitution
Critères		(2)	Critères
Composition du CEP	18	(1)	Composition du CEP
Président		(2)	Président

Appointment of members	19	(1) Nomination des membres
Discussion on proposed appointment		(2) Discussion préalable
Advice from Aboriginal organizations		(3) Avis des organisations autochtones
Qualifications		(4) Compétences
Terms of appointment		(5) Mandat
Reappointment		(6) Renouvellement de mandat
Vacancy		(7) Vacance
Exercise of member's discretion	20	(1) Exercice des fonctions
Honorarium, expenses		(2) Honoraires et dépenses
Observers	21	Observateurs
Rules	22	(1) Règles
Not statutory instruments		(2) Textes non réglementaires
Annual report	23	(1) Rapport annuel
Required information		(2) Renseignements obligatoires
Legislative Assembly and public		(3) Dépôt devant l'Assemblée législative et disponibilité au public

Secretariat

Secrétariat

Secretariat established	24	(1) Constitution du secrétariat
Public service		(2) Fonction publique
Assistance to Conference and SARC		(3) Assistance fournie à la Conférence et au CEP
Consultation requirement		(4) Consultation
Development of guidelines		(5) Établissement de lignes directrices
Direction		(6) Directives

PART 3
ASSESSMENT
AND LISTING OF SPECIES

Assessment of Species by SARC

Requirement to assess species	25	(1) Évaluation obligatoire
Species that may be assessed		(2) Évaluation facultative
Referral for assessment	26	(1) Renvoi aux fins d'évaluation
Identifying another distinct population		(2) Identification d'une population distince
Reasons public		(3) Motifs à la disposition du public
Application for assessment	27	Demande d'évaluation
Development and review of criteria, information	28	(1) Élaboration et révision des critères
Criteria and information public		(2) Critères et information à la disposition du public
Assessment schedule	29	(1) Échéancier d'évaluation
Annual review and approval		(2) Révision annuelle et approbation
Revisions		(3) Révisions
Assessment schedule public		(4) Échéancier d'évaluation à la disposition du public
Species status report	30	(1) Rapport de situation de l'espèce
Preparation of species status report		(2) Élaboration du rapport de situation de l'espèce
Guidelines		(3) Lignes directrices
Information to be included		(4) Renseignements obligatoires
Review and comments on species status report		(5) Révision et commentaires sur le rapport de situation de l'espèce
Extension		(6) Prolongation
Approval by SARC		(7) Approbation par le CEP

PARTIE 3
ÉVALUATION ET INSCRIPTION
DES ESPÈCES

Évaluation des espèces par le CEP

Criteria for assessment	31	(1) Critères d'évaluation
Factors not to be considered		(2) Facteurs à exclure
Time for completing assessment		(3) Échéancier d'achèvement de l'évaluation
Extension		(4) Prolongation
SARC's assessment	32	Évaluation du CEP
Assessment provided to Management Authorities	33	(1) Évaluation remise aux autorités de gestion
Assessment public		(2) Évaluation à la disposition du public
Request for written clarification	34	(1) Demande de précisions écrites
Time for providing clarification		(2) Précisions
Clarification public		(3) Précisions à la disposition du public
 Consensus Agreement On Listing		
Discussion and time frame	35	Accord de consensus sur l'inscription
Public involvement		(1) Discussion et échéancier
Advice to Conference		(2) Participation du public
Consensus agreement on listing	36	(3) Conseils à la Conférence
Considerations		(1) Accord de consensus sur l'inscription
Required content		(2) Fondement
Consensus agreement provided to Minister		(3) Contenu obligatoire
Consistency with assessment	37	(4) Remise de l'accord de consensus au ministre
Notice of no consensus agreement	38	Compatibilité
No extension		(1) Avis d'absence d'accord de consensus
		(2) Prolongation interdite
 Listing of Species		
Listing species if consensus agreement	39	Inscription des espèces
Consensus agreement public	40	Inscription de l'espèce en présence d'un accord de consensus
Reasons for inconsistency		(1) Accord de consensus à la disposition du public
Minister's decision if no consensus agreement	41	(2) Motifs de l'incompatibilité
Considerations		(1) Décision du ministre en l'absence d'un accord de consensus
Consistency		(2) Fondement
Listing species	42	(3) Compatibilité
Decision and reasons public	43	Inscription de l'espèce
Reasons for inconsistency		(1) Décision et motifs à la disposition du public
		(2) Motifs à l'appui de l'incompatibilité
 Term of Listing		
Term of listing	44	Durée de l'inscription
Extending term		(1) Durée d'inscription
Category change		(2) Prolongation de la durée d'inscription
No limit on adding new terms		(3) Changement de catégorie
		(4) Prolongation multiple

Consensus Agreement on Adding 10-Year Term Without Reassessment		Accord de consensus à l'effet de prolonger de 10 ans la durée d'inscription sans réévaluation
Consensus agreement on adding 10-year term	45	(1) Accord de consensus quant à une prolongation de 10 ans
Procedure		(2) Procédure
Requirements for consensus agreement		(3) Contenu obligatoire
Provision to Minister		(4) Remise au ministre
Adding 10-year term	46	(1) Prolongation de dix ans
Consensus agreement public		(2) Accord de consensus à la disposition du public
Reassessment		
Requirement to reassess listed species	47	Réévaluation d'une espèce inscrite
Listed species that may be reassessed		(2) Réévaluation facultative d'une espèce inscrite
Requirement to reassess data deficient species, species not at risk		(3) Réévaluation, espèce pour laquelle les données sont insuffisantes ou espèce non en péril
Data deficient species, species not at risk that may be reassessed		(4) Réévaluation facultative, espèce pour laquelle les données sont insuffisantes ou espèce non en péril
Referral for reassessment	48	Renvoi aux fins de réévaluation
Application for reassessment	49	Demande de réévaluation
Reassessment	50	Réévaluation
Removal from List of reassessed species		(1) Enlèvement de la liste d'une espèce réévaluée
Required content of consensus agreement		(2) Contenu obligatoire
Listing changes if consensus agreement	51	Modification de l'inscription en présence d'un accord de consensus
Consensus agreement public	52	Accord de consensus à la disposition du public
Reasons for inconsistency		(2) Motifs à l'appui de l'incompatibilité
Minister's decision if no consensus agreement	53	(1) Décision du ministre en l'absence d'un accord de consensus
Considerations		(2) Fondement
Consistency		(3) Compatibilité
Listing species	54	Inscription de l'espèce
Decision and reasons public	55	Décision et motifs à la disposition du public
Reasons for inconsistency		(2) Motifs à l'appui de l'incompatibilité

PART 4
CONSERVATION OF SPECIES
AND HABITAT

Consensus Agreements Respecting Conservation of Pre-listed Species, Listed Species and Habitat	
Consensus agreements respecting conservation	56
Procedure	
Considerations	
Restriction on designating habitat	
Owner's consent	

PARTIE 4
CONSERVATION DES ESPÈCES ET
DE LEUR HABITAT

Accords de consensus sur la conservation des espèces pré-inscrites, des espèces inscrites et de leur habitat	
Accords de consensus concernant la conservation	(1)
Procédure	(2)
Fondement	(3)
Restrictions applicables à la désignation d'un habitat	(4)
Consentement du propriétaire	(5)

Consensus agreement public	57	Accord de consensus à la disposition du public
Management Plans and Recovery Strategies		Plans de gestion et programmes de rétablissement
Definitions	58	Définitions
Management Plan for Conservation of Species of Special Concern		Conservation des espèces préoccupantes - plan de gestion
Species of special concern	59	(1) Espèce préoccupante
Completion date beyond two years		(2) Report de la date d'achèvement
Dates and reasons to public		(3) Dates et motifs à la disposition du public
Recovery Strategy for Threatened, Endangered or Extirpated Species		Programme de rétablissement des espèces pour les espèces menacées, les espèces en voie de disparition et les espèces disparues
Threatened or endangered species	60	(1) Espèces menacées ou espèces en voie de disparition
Completion date beyond two years		(2) Report de la date d'achèvement
Extirpated species		(3) Espèces disparues
Dates and reasons public		(4) Dates et motifs à la disposition du public
Preparation of Management Plan and Recovery Strategy		Élaboration du plan de gestion et du programme de rétablissement
Preparation and completion	61	(1) Élaboration et achèvement
Preparation process		(2) Processus d'élaboration
Minister's responsibility		(3) Responsabilité du ministre
Delegation and involvement in preparation		(4) Délégation et participation à l'élaboration
Recommendations		(5) Recommandations
Considerations		(6) Fondement
Review of regulations		(7) Révision des règlements
Approach		(8) Approche
Contents of management plan, recovery strategy		(9) Contenu du plan de gestion ou du programme de rétablissement
Contents if recovery not feasible		(10) Rétablissement non faisable
Guidelines	62	Lignes directrices
Use of existing plan, strategy	63	Plan ou programme actuel
Proposed plan or strategy to Management Authorities	64	Ébauche remise aux autorités de gestion
Consensus Agreement on Accepting Management Plan or Recovery Strategy		Accord de consensus sur l'acceptation du plan de gestion ou du programme de rétablissement
Discussion and time frame	65	(1) Discussion de l'ébauche
Public involvement		(2) Participation du public
Advice to the Conference		(3) Conseils à la Conférence

Consensus agreement on accepting plan or strategy	66	(1) Accord de consensus sur l'acceptation d'un plan ou d'un programme (2) Fondement (3) Contenu obligatoire (4) Remise de l'accord de consensus au ministre
Considerations		
Required content		
Consensus agreement to Minister	67	Avis d'absence d'accord de consensus
Notice of no consensus agreement		
Completion of Management Plan or Recovery Strategy		Achèvement du plan de gestion ou du programme de rétablissement
Minister's duties - if consensus agreement	68	Obligation du ministre en présence d'un accord de consensus
Minister's duties - if no consensus agreement	69	Obligation du ministre en l'absence d'un accord de consensus
Consensus Agreements Respecting Implementation of Management Plans and Recovery Strategy		Accords de consensus concernant la mise en oeuvre des plans de gestion et des programmes de rétablissement
Consensus agreements respecting implementation	70	Accords de consensus sur la mise en oeuvre
Procedure		Procédure
Considerations		Fondement
Restriction on designating habitat		Restrictions applicables à la désignation d'un habitat
Owner's consent		Consentement du propriétaire
Consensus agreement public	71	Accord de consensus à la disposition du public
Implementation of Management Plan or Recovery Strategy by Minister		Mise en oeuvre du plan de gestion ou du programme de rétablissement par le ministre
Minister's statement	72	Déclaration du ministre
Effect on consensus agreements		Effet sur des accords de consensus
Progress Reports, Reviews and Amendment		Rapports provisoires, révisions et modifications
Progress report	73	(1) Rapport provisoire
Report public		(2) Rapport à la disposition du public
Review of management plan, recovery strategy	74	Révision
Amending management plan, recovery strategy	75	Procédure de modification
Minister's Submission on Proposed Developments and Applications		Représentations du ministre relatives aux propositions de mise en valeur et aux demandes
Submission to development authorities	76	Représentation relative à une proposition de mise en valeur
Submission to land and water authorities	77	Représentation à l'intention des autorités saisis
Submission to land use authorities	78	Représentation à l'intention des autorités d'aménagement des terres

Agreement Respecting Habitat Conservation		Entente sur la conservation de l'habitat
Agreement on habitat conservation	79	(1) Entente sur la conservation de l'habitat
Consideration of consensus agreement		(2) Prise en considération des accords de consensus
Order exempting activities		(3) Exemption de certaines activités par arrêté
Requirement for compliance		(4) Respect de l'entente
Preconditions		(5) Préconditions
Considerations		(6) Fondement
Terms and conditions		(7) Conditions
Annual list of agreements		(8) Liste annuelle des ententes
Designated Habitat		Habitat désigné
Prohibition	80	Interdiction
Agreement if designated habitat on private lands	81	(1) Habitat désigné situé sur un territoire privé
Contents		(2) Contenu
Compensation		(3) Compensation
Exemptions and Permits		Exemptions et permis
Exemptions for certain activities	82	(1) Exemptions applicables à certaines activités
Duties of person undertaking activity		(2) Obligations
Exemptions for possession	83	Exemptions applicables à la possession
Powers of Minister regarding permits	84	(1) Pouvoirs du ministre
Consideration of consensus agreement		(2) Fondement
Purpose, preconditions		(3) Activités visées
Considerations		(4) Fondement
Terms and conditions		(5) Conditions
Requirement for compliance		(6) Respect des conditions
Revocation or amendment		(7) Révocation ou modification
Annual list of permits		(8) Liste annuelle des permis
Restrictions on permits	85	Restrictions applicables au permis
Exception for existing authorization	86	(1) Exception pour les autorisations existantes
Restrictions		(2) Limites
Period of exception		(3) Période d'exemption
Consideration of consensus agreement		(4) Prise en considération des accords de consensus
PART 5 ENFORCEMENT		PARTIE 5 EXÉCUTION
Definitions	87	Définitions
Officers and Guardians		Agents et gardiens
Officers	88	(1) Agents
Classes of persons as officers		(2) Catégories de personnes à titre d'agents
Agreement with other government		(3) Accord préalable d'un autre gouvernement
Peace officer	89	(1) Agent de la paix
Oaths and affirmations		(2) Serments et affirmations solennelles
Oath or affirmation of office		(3) Serment ou affirmation professionnel

Guardians	90	(1) Gardiens
Eligibility		(2) Conditions de nomination
Regions		(3) Régions
Production of certificate	91	(1) Présentation du certificat
Officer certificate		(2) Certificat d'agent
Guardian certificate		(3) Certificat de gardien
Production of log books	92	(1) Production de livres de bord
Commercial flights		(2) Vols commerciaux
Stopping vehicles	93	(1) Arrêt de véhicules
Signals to stop		(2) Indication d'arrêter
Aircraft		(3) Aéronef
Inspection	94	(1) Inspection
Powers on inspection		(2) Pouvoirs lors de l'inspection
Data and records		(3) Données et registres
Return of documents or things		(4) Restitution de documents ou de choses
Inspection of dwelling place		(5) Lieu d'habitation
Warrant to inspect dwelling place	95	(1) Mandat d'inspection
Endorsement on warrant		(2) Visa d'un mandat
Search with a warrant	96	(1) Perquisition avec mandat
Endorsement on warrant		(2) Visa d'un mandat
Data and records		(3) Données et registres
Expiry of warrant	97	(1) Date d'expiration du mandat
Time of execution of warrant		(2) Heures d'exécution du mandat
Search without a warrant	98	(1) Perquisition sans mandat
Definition of "exigent circumstances"		(2) Situation d'urgence
Dwelling place		(3) Lieu d'habitation
Duty to co-operate	99	Devoir de coopération
Warrant to use technique, device	100	(1) Mandat
Section 487.01 of <i>Criminal Code</i>		(2) Articles 487.01 du <i>Code criminel</i>
Endorsement on warrant		(3) Visa d'un mandat
Telewarrant	101	(1) Télémandat
Section 487.1 of <i>Criminal Code</i>		(2) Article 487.1 du <i>Code criminel</i>
Endorsement		(3) Visa d'un mandat
Use of force	102	(1) Usage de la force
Warrant to use force		(2) Mandat pour usage de la force
Seizure without a warrant	103	(1) Saisie sans mandat
Seizure when entry pursuant to warrant		(2) Saisie
Samples of seized individuals	104	Échantillons
Samples forfeited	105	Confiscation des échantillons
Diseased individual	106	Individu mort
Procedure following seizure	107	(1) Procédure à la suite d'une saisie
Custody of thing seized		(2) Garde des choses saisies
Preservation of individual		(3) Préservation d'un individu
Disposition of thing seized	108	(1) Disposition d'une chose saisie
Forfeiture of dead individual, part or derivative		(2) Confiscation d'individus morts, de parties ou de produits
Forfeiture of live individual		(3) Confiscation d'individus vivants
Hardship		(4) Préjudice
Perishable items		(5) Chose périssable
Return of thing seized	109	(1) Remise des choses saisies
Detention of thing seized		(2) Détention de choses saisies
Further detention of thing seized		(3) Prolongement de la détention
Cumulative period of detention of thing seized		(4) Cumul de la durée de détention

Court application	110	(1) Demande de remise
Return or release of thing		(2) Remise ou libération des choses saisies
Abandonment	111	(1) Abandon
Directions for disposition		(2) Directives pour la disposition
Disposition of proceeds		(3) Disposition du produit
Forfeiture if possession is an offence	112	(1) Confiscation en cas d'infraction
Application of subsection (1)		(2) Application du paragraphe (1)
False statements, obstruction	113	Fausse déclaration, entrave
Production of licence	114	Production de permis
Arrest without warrant	115	(1) Arrestation sans mandat
Timely release		(2) Mise en liberté
Appearance before a justice		(3) Comparution devant un juge de paix
Necessary force		(4) Force nécessaire
Right to retain counsel	116	Droit à un avocat
Entry on land	117	(1) Droit d'accès
Liability for damages		(2) Responsabilité
Limitation of liability	118	Limite de responsabilité
Offences and Punishment		Infractions et peines
Offence and punishment	119	(1) Infractions et peines
Commercial purpose		(2) Infraction commise à des fins commerciales
Subsequent offence		(3) Récidive
Continuing offence		(4) Infraction continue
Calculation of fine		(5) Calcul des amendes
Additional fine		(6) Amende supplémentaire
Attempts	120	Tentatives
Officers of corporations	121	Dirigeants de personnes morales
Offences by employees or agents	122	Infraction commise par un employé ou un mandataire
Offences by client and guide	123	Infractions commises par un client et un guide
Defences	124	Défenses
Forfeiture following conviction	125	(1) Confiscation après la condamnation
Return to owner		(2) Remise au propriétaire
Retention and sale of thing seized	126	Rétention ou vente
Minister's expenses	127	Frais du ministre
Additional order	128	Ordonnances supplémentaires
Application for variation	129	(1) Requête en modification
Notice		(2) Avis
Order		(3) Ordonnance
Leave of the court for further application		(4) Autorisation du tribunal pour une nouvelle requête
Orders under suspended sentence	130	Ordonnance dans le cas de sursis de sentence
Failure to comply		(2) Défaut de se conformer
Cancellation of licence	131	(1) Annulation automatique
Application		(2) Application
Order not to obtain licence	132	(1) Ordonnance de ne pas obtenir une licence
Order for cancellation		(2) Ordonnance d'annulation
Surrender of licence or permit	133	Remise de la licence ou du permis
Costs of seizure and disposition	134	Frais découlant de la saisie et la disposition
Limitation period	135	Prescription

Proof regarding permit, licence	136	(1) Preuve de documents officiels
Proof of statement		(2) Preuve de déclarations
Burden of proving exception	137	(1) Preuve de l'exception
Burden of proving permit, licence		(2) Preuve de permis ou de licence
PART 6 GENERAL		
Administration		Application
Minister	138	(1) Ministre
Agreements		(2) Ententes
Delegation		(3) Délégation
Limitations		(4) Restrictions
Extension of time periods	139	Prolongation des délais
Consensus Agreements		
Consensus agreement in writing	140	Accord de consensus fait par écrit
Requirement for consistency with consensus agreement	141	Respect obligatoire d'un accord de consensus
Requirement to report and review	142	Rapport et révision obligatoires
Northwest Territories		Liste des espèces en péril
List of Species at Risk		des Territoires du Nord-Ouest
Duty to establish, maintain and revise list	143	Élaboration, tenue et révision de la liste
Agreement with Government of Canada on Fish, Marine Plants and Migratory Birds		Entente avec le gouvernement du Canada concernant les poissons, les plantes marines et les oiseaux migrateurs
Definitions	144	(1) Définitions
Agreements		(2) Ententes
Assessment process		(3) Processus d'évaluation
Consultation	145	Consultation
Disclosure of Information		
When information not to be disclosed	146	Divulgation de renseignements
Review of Act		
Review of Act	147	Divulgation de renseignements
Regulations		Révision de la Loi
Definition of "federal land"	148	Révision de la Loi
Definition of "substance"		Règlements
Considerations if no consensus agreement	149	(1) Territoire domanial
Other information		(2) Définition de «substance»
		(1) Fondement en l'absence d'un accord de consensus
		(2) Autres renseignements
PARTIE 6 DISPOSITIONS GÉNÉRALES		
Administration		Application

Consultation regarding private lands	150	(1) Consultation quant à un territoire privé
Consultation regarding federal land		(2) Consultation quant à un territoire domanial
Species conservation	151	(1) Conservation des espèces
Deeming provision		(2) Présomption
Habitat conservation	152	Conservation de l'habitat
Designating habitat	153	(1) Désignation d'habitat
Restriction on designating habitat		(2) Recommandations en l'absence d'accord de consensus
Owner's request		(3) Demande du propriétaire
Designated habitat	154	Habitat désigné
Management plans and recovery strategies	155	Plans de gestion et programmes de rétablissement
Miscellaneous	156	Règlements divers
Scope of regulations	157	Portée des règlements
Retroactive repeal	158	Abrogation rétroactive

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

<i>Environmental Rights Act</i>	159
---------------------------------	-----

COMMENCEMENT

Coming into force	160
-------------------	-----

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

<i>Loi sur les droits en matière d'environnement</i>
--

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

PROPOSED

SPECIES AT RISK ACT

Whereas the rich biological diversity of the Northwest Territories is a legacy to be preserved;

And whereas all people have a responsibility for stewardship of biological resources;

And whereas most species and habitat can be effectively managed through stewardship and regular conservation processes, but some species may need special protection and conservation measures to prevent them from becoming extirpated or extinct and to help them to recover;

And whereas the conservation of species at risk should use the best available information, including Aboriginal traditional knowledge, community knowledge and scientific knowledge, and be based on an ecological approach;

And whereas the Government of the Northwest Territories, as a signatory to the *Accord for the Protection of Species at Risk*, has committed to a national approach for the protection of species at risk;

And whereas the Government of the Northwest Territories recognizes the Aboriginal and treaty rights of Aboriginal peoples and recognizes its constitutional duty to consult with Aboriginal peoples;

And whereas land claims agreements set out rights of beneficiaries and processes for the management and conservation of species in settled claim areas;

And whereas the Government of the Northwest Territories and the land claims organizations recognize the importance of cooperation and coordination to conserve species at risk and their habitat, and have worked together to create a legislative framework that integrates the principles of co-management and recognizes the roles and responsibilities of authorities responsible for species conservation;

AVANT-PROJET DE LOI

LOI SUR LES ESPÈCES EN PÉRIL

Attendu que la riche diversité biologique des Territoires du Nord-Ouest est un héritage à préserver;

et attendu qu'il revient à tous de bien gérer les ressources biologiques;

et attendu que la plupart des espèces et des habitats peuvent être gérés de façon efficace au moyen d'activités d'intendance et de processus réguliers de conservation de la faune mais qu'il peut arriver que certaines espèces aient besoin de mesures spéciales de protection et de conservation afin d'éviter leur disparition ou leur extinction et de favoriser leur rétablissement;

et attendu que la meilleure information disponible, dont les connaissances traditionnelles autochtones, les connaissances communautaires et les connaissances d'experts, devrait être prise en compte dans la conservation des espèces en péril et qu'une approche écologique devrait servir de fondement;

et attendu que le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, en tant que signataire de l'*Accord pour la protection des espèces en péril*, s'est engagé envers une approche nationale pour la protection des espèces en péril;

et attendu que le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest prend acte des droits ancestraux et issus de traités des peuples autochtones et de son obligation constitutionnelle de consulter les peuples autochtones;

et attendu que les accords sur des revendications territoriales énoncent les droits des bénéficiaires et les processus de gestion et de conservation des espèces dans les régions faisant l'objet de règlement;

et attendu que le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et les organisations de revendications territoriales constatent l'importance de leur collaboration et de leur coordination afin de conserver les espèces en péril et leur habitat et qu'ils ont élaboré ensemble un cadre législatif qui intègre les principes de cogestion et qui reconnaît les rôles et les responsabilités des autorités responsables de la conservation des espèces;

The Commissioner of the Northwest Territories, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly, enacts as follows:

PART 1 INTERPRETATION AND APPLICATION

Definitions

1. (1) In this Act,

"assessment" means an assessment of the status of a species by SARC; (*évaluation*)

"category", in respect of listed species, means one of the following categories:

- (a) species of special concern;
- (b) threatened species;
- (c) endangered species;
- (d) extirpated species;
- (e) extinct species; (*catégorie*)

"co-management board" means a board or other body established by or under a land claims agreement that has co-management authority for the management of species in an area of the Northwest Territories; (*conseil de cogestion*)

"Conference" means the Conference of Management Authorities on Species at Risk established by subsection 11(1), as constituted

- (a) by the Management Authorities referred to in subsection 11(2) that participate in the Conference in accordance with subsection 13(1), or
- (b) in circumstances where a particular species is under consideration, by the Management Authorities that participate in the Conference in accordance with subsection 13(2); (*Conférence*)

"consensus agreement" means a consensus agreement developed by the Conference under section 36, 45, 56, 66 or 70; (*accord de consensus*)

"conservation" means the management and protection of species and habitat, and their use in a manner that promotes their continued survival and maintains ecosystem integrity; (*conservation*)

"data deficient species" means a species in respect of which SARC does not have sufficient information to categorize under subparagraphs 32(a)(ii) to (vii); (*espèce pour laquelle les données sont insuffisantes*)

"designated habitat" means habitat, or a component or

Le commissaire des Territoires du Nord-Ouest, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative, édicte :

PARTIE 1 DÉFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION

1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la Définitions présente loi.

«accord de consensus» Accord de consensus élaboré par la Conférence en vertu de l'article 36, 45, 56, 66 ou 70. (*consensus agreement*)

«accord sur des revendications territoriales» Accord sur des revendications territoriales au sens de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*. (*land claims agreement*)

«autorité de gestion» Conseil de cogestion ou gouvernement visé au paragraphe 11(2) qui participe à la Conférence :

- a) soit conformément au paragraphe 13(1);
- b) soit, lorsqu'une espèce donnée est à l'étude, conformément au paragraphe 13(2). (*Management Authority*)

«catégorie» À l'égard d'une espèce inscrite, l'une des catégories suivantes :

- a) une espèce préoccupante;
- b) une espèce menacée;
- c) une espèce en voie de disparition;
- d) une espèce disparue;
- e) une espèce éteinte. (*category*)

«CEP» Le Comité sur les espèces en péril, constitué en application du paragraphe 17(1). (*SARC*)

«Conférence» La Conférence des autorités de gestion sur les espèces en péril constituée en vertu du paragraphe 11(1), les autorités de gestion étant les suivantes, selon le cas :

- a) les autorités de gestion visées au paragraphe 11(2) qui participent à la Conférence conformément au paragraphe 13(1);
- b) lorsqu'une espèce donnée est à l'étude, les autorités de gestion qui participent à la Conférence conformément au paragraphe 13(2). (*Conference*)

«conseil de cogestion» Conseil ou organisme, constitué en application d'un accord sur des

combination of components of habitat, that is designated by regulation made under section 153; (*habitat désigné*)

"distinct population" means a geographically, genetically or biologically distinct population of a species, or a distinct population identified by the Conference under subsection 26(2); (*population distincte*)

"endangered species" means a species that is facing imminent extirpation from the Northwest Territories or extinction; (*espèce en voie de disparition*)

"extinct species" means a species that no longer exists anywhere in the world; (*espèce éteinte*)

"extirpated species" means a species that no longer exists in the wild in the Northwest Territories but exists in the wild outside the Northwest Territories; (*espèce disparue*)

"habitat"

- (a) means the area or type of site where an individual or species
 - (i) naturally occurs or on which it depends, directly or indirectly, to carry out its life processes, or
 - (ii) formerly occurred and has the potential to be reintroduced, and
- (b) includes, in the absence of a contrary intention, designated habitat; (*habitat*)

"individual" means an individual of a species, whether living or dead, at any developmental stage, and includes larvae, embryos, eggs, sperm, seeds, pollen, spores and asexual propagules; (*individu*)

"land claims agreement" means a land claims agreement within the meaning of section 35 of the *Constitution Act, 1982*; (*accord sur des revendications territoriales*)

"List" means the Northwest Territories List of Species at Risk referred to in section 143; (*liste*)

"listed" means listed on the List; (*inscrire*)

"Management Authority" means a co-management board or government referred to in subsection 11(2) that is participating in the Conference

- (a) in accordance with subsection 13(1), or
- (b) in circumstances where a particular species is under consideration, in

revendications territoriales, qui est habilité à exercer ses attributions à l'égard d'espèces dans une région des Territoires du Nord-Ouest. (*co-management board*)

«conservation» La gestion et la protection des espèces et des habitats, et leur utilisation d'une manière qui encourage leur survie continue et qui maintient l'intégrité de l'écosystème; (*conservation*)

«espèce» Espèce, sous-espèce et population distincte visées par la présente loi, tel qu'énoncées à l'article 7. (*species*)

«espèce disparue» Espèce qu'on ne trouve plus à l'état sauvage aux Territoires du Nord-Ouest, mais qui existe à l'état sauvage à l'extérieur des Territoires du Nord-Ouest. (*extirpated species*)

«espèce en voie de disparition» Espèce qui, de façon imminente, est exposée à une disparition des Territoires du Nord-Ouest ou à l'extinction. (*endangered species*)

«espèce éteinte» Espèce qui a complètement disparue de la surface de la terre. (*extinct species*)

«espèce menacée» Espèce susceptible de devenir une espèce en voie de disparition aux Territoires du Nord-Ouest si les facteurs contribuant à sa disparition ou à son extinction ne sont pas inversés. (*threatened species*)

«espèce pour laquelle les données sont insuffisantes» Espèce pour laquelle le CEP ne dispose pas de données suffisantes pour en faire la classification en vertu des sous-alinéas 32a)(ii) à (vii). (*data deficient species*)

«espèce pré-inscrite» Espèce à l'exception des poissons, plantes marines ou oiseaux migrateurs au sens des alinéas 7(3)b), c) et d), classée, lors d'une évaluation, comme espèce préoccupante, espèce menacée, espèce en voie de disparition, espèce disparue ou espèce éteinte qui n'a pas été inscrite et qui n'a pas cessé d'être une espèce pré-inscrite au sens de l'alinea 158a) ou b). (*pre-listed species*)

«espèce préoccupante» Espèce qui peut devenir une espèce menacée ou une espèce en voie de disparition aux Territoires du Nord-Ouest par l'effet cumulatif de ses caractéristiques biologiques et des menaces signalées à son égard. (*species of special concern*)

«évaluation» Évaluation de la situation d'une espèce

accordance with subsection 13(2); (*autorité de gestion*)

"management plan" means a management plan for a species of special concern referred to in section 59, as amended; (*plan de gestion*)

"pre-listed species" means a species, other than a fish, marine plant or migratory bird as defined in paragraphs 7(3)(b), (c) and (d), that is categorized in an assessment as a species of special concern, a threatened species, an endangered species, an extirpated species or an extinct species, which has not been listed and has not ceased to be a pre-listed species as described in paragraphs 158(a) or (b); (*espèce pré-inscrite*)

"private lands" includes,

- (a) except in subsection 150(1), lands owned by a body established by or under a land claims agreement, and
- (b) lands owned by a body established for the purpose of holding title to lands granted under the *Sahtu Dene and Métis Comprehensive Land Claim Agreement* entered into between Her Majesty the Queen in right of Canada and the Dene of Colville Lake, Délı̨ne, Fort Good Hope and Fort Norman and the Métis of Fort Good Hope, Fort Norman and Norman Wells, as represented by the Sahtu Tribal Council, on September 6, 1993, as amended; (*territoire privé*)

"reassessment" means a reassessment of the status of a species by SARC; (*réévaluation*)

"recovery strategy" means a recovery strategy referred to in section 60, as amended, for a threatened species, an endangered species or an extirpated species; (*programme de rétablissement*)

"reserve" means a reserve as defined in subsection 2(1) of the *Indian Act* (Canada); (*réservé*)

"SARC" means the Species at Risk Committee established by subsection 17(1); (*CEP*)

"species" means the species, subspecies and distinct populations to which this Act applies, as set out in section 7; (*espèce*)

"species of special concern" means a species that may become threatened or endangered in the Northwest

faite par le CEP. (*assessment*)

«habitat» À la fois :

- a) la région ou le type d'endroit où un individu ou l'espèce :
 - (i) se trouve, ou dont sa survie dépend directement ou indirectement,
 - (ii) s'est déjà trouvé et où il est possible de le réintroduire;
- b) en l'absence d'indication contraire, s'entend notamment de l'habitat désigné. (*habitat*)

«habitat désigné» Habitat, ou composante ou combinaison de composantes d'un habitat, désigné par règlement en vertu de l'article 153. (*designated habitat*)

«individu» Individu d'une espèce, vivant ou mort, à toute étape de son développement. La présente définition vise également les larves, les embryons, les œufs, le sperme, les semences, le pollen, les spores et les propagules asexuées. (*individual*)

«inscrite» Toute espèce qui est inscrite sur la liste. (*listed*)

«liste» Liste réglementaire des espèces en péril des Territoires du Nord-Ouest visée à l'article 143. (*List*)

«plan de gestion» Plan de gestion pour une espèce préoccupante visé à l'article 59, dans sa version à jour. (*management plan*)

«population distincte» Population d'une espèce géographiquement, génétiquement ou biologiquement distincte, ou une population distincte identifiée par la Conférence en vertu du paragraphe 26(2). (*distinct population*)

«programme de rétablissement» Programme de rétablissement visé à l'article 60 pour une espèce menacée, une espèce en voie de disparition ou une espèce disparue, dans sa version à jour. (*recovery strategy*)

«rapport de situation de l'espèce» Rapport sur la situation d'une espèce visé à l'article 30. (*species status report*)

«réévaluation» Réévaluation de la situation d'une espèce faite par le CEP. (*reassessment*)

«réservé» Une réserve au sens du paragraphe 2(1) de

Territories because of a combination of biological characteristics and identified threats; (*espèce préoccupante*)

"species status report" means a report on the status of a species referred to in section 30; (*rappor de situation de l'espèce*)

"threatened species" means a species that is likely to become endangered in the Northwest Territories if nothing is done to reverse the factors leading to its extirpation or extinction; (*espèce menacée*)

la *Loi sur les Indiens* (Canada). (*reserve*)

«territoire privé» S'entend :

- a) d'une part, sauf au paragraphe 145(1), du territoire qui appartient à un organisme établi par un accord sur des revendications territoriales;
- b) d'autre part, du territoire qui appartient à un organisme établi aux fins de détenir le titre du territoire octroyé par l'*Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et Métis du Sahtu* conclue entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada et les Dénés de Colville Lake, Délıne, Fort Good Hope et Fort Norman et les Métis de Fort Good Hope, Fort Norman et Norman Wells, représentés par le Conseil tribal du Sahtu, le 6 septembre 1993, dans sa version à jour. (*territoire privé*)

(2) Dans la présente loi, «réévaluer» et «réévaluation» sont assimilés à «évaluer» et à «évaluation», sauf aux endroits suivants :

- a) dans la définition de «espèce pré-inscrite» au paragraphe (1);
- b) aux articles 25 à 27.

(3) Sous réserve des règlements, lorsque la présente loi exige d'une personne ou d'un organisme qu'il mette à la disposition du public des renseignements, notamment une évaluation ou un échancier d'évaluation, un accord de consensus, une décision, un plan de gestion, un programme de rétablissement ou un rapport, ou des critères, un avis ou des motifs, la personne ou l'organisme peut le faire de la façon et en la forme qu'il juge appropriées.

2. Il est entendu que la présente loi ne porte pas atteinte à la protection des droits ancestraux ou issus de traités des peuples autochtones du Canada au titre de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.

3. Il est entendu que, malgré toute autre disposition de la présente loi, une décision — notamment une décision, un avis, une autorisation ou une recommandation — peut être rendue en tout temps par un conseil de cogestion relativement aux mesures de conservation d'une espèce et de son habitat, ou de la région immédiate ou périphérique de celui-ci conformément à la procédure prévue dans l'accord sur des revendications territoriales applicable.

Reference to
"assess"
includes
"reassess"

(2) In this Act, "assess" and "assessment" include "reassess" and "reassessment", except

- (a) in the definition "pre-listed species" in subsection (1); and
- (b) in sections 25 to 27.

Information
public

(3) Subject to the regulations, where this Act requires a person or body to make available to the public an assessment or assessment schedule, a consensus agreement, decision, management plan, recovery strategy or report, or criteria, notice, reasons or other information, the person or body may do so in the manner and form the person or body considers appropriate.

Aboriginal
and treaty
rights

2. For greater certainty, nothing in this Act shall be construed so as to abrogate or derogate from Aboriginal or treaty rights of the Aboriginal peoples of Canada under section 35 of the *Constitution Act, 1982*.

Decisions
under land
claims
agreement

3. For greater certainty, notwithstanding anything in this Act, a decision, whether it be in the form of a decision, advice, an approval, a recommendation or otherwise, may be made by a co-management board at any time respecting measures to conserve a species and its habitat or the area in which the habitat is located or the surrounding area, in accordance with the applicable procedure in its land claims agreement.

Référence à
«évaluer» et à
«réévaluation»

Renseigne-
ments à la
disposition du
public

Droits
ancestraux ou
issus de traités

Décisions en
vertu d'un
accord sur des
revendications
territoriales

Actions and land claims agreement	4. Any action or thing authorized by this Act must be carried out in accordance with any applicable land claims agreement to the extent that the action or thing applies to an area that is subject to a land claims agreement.	4. Tout acte ou toute chose qu'autorise la présente loi doit être exécuté conformément aux accords sur des revendications territoriales applicables dans la mesure où l'acte ou la chose s'applique à une région visée par de tels accords.	Actes conformes à un accord sur des revendications territoriales
Conflict, inconsistency with another Act	5. (1) If there is a conflict or an inconsistency between a provision of this Act and a provision of another Act, the provision of this Act prevails to the extent of the conflict or inconsistency unless the other Act expressly provides that it, or a provision of it, prevails notwithstanding this Act.	5. (1) Sauf disposition contraire d'une autre loi, les dispositions de la présente loi l'emportent sur les dispositions incompatibles d'une autre loi.	Incompatibilité
Conflict, inconsistency with land claims agreement	(2) If there is a conflict or an inconsistency between a provision of this Act or the regulations and a provision of a land claims agreement or any legislation approving, giving effect to and declaring valid a land claims agreement, the provision of the land claims agreement or legislation prevails to the extent of the conflict or inconsistency.	(2) Les dispositions d'un accord sur des revendications territoriales ou d'une législation qui ratifient, rendent exécutoire et déclarent valide un tel accord l'emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi ou de ses règlements.	Incompatibilité
Emergency action	6. For greater certainty, nothing in this Act shall be construed to prevent a Management Authority or the Minister from acting in a manner, not identified in a consensus agreement, to conserve a pre-listed species or a listed species that is facing an imminent threat to its survival or recovery.	6. Il est entendu qu'aucune disposition de la présente loi ne peut être interprétée de façon à empêcher une autorité de gestion ou le ministre d'intervenir rapidement, autrement que ce qui est prévu dans un accord de consensus, afin de conserver une espèce pré-inscrite ou une espèce inscrite dont la survie ou le rétablissement est en danger imminent.	Intervention d'urgence
Species to which Act applies	7. (1) This Act applies to every species, subspecies and distinct population of animal, plant or other organism that is wild by nature and <ul style="list-style-type: none"> (a) is native to the Northwest Territories; or (b) has extended its range into the Northwest Territories without human intervention and has been present in the Northwest Territories <ul style="list-style-type: none"> (i) for at least 50 years, or (ii) for less than 50 years, if by or under legislation of Canada, Alberta, British Columbia, Manitoba, Nunavut, Saskatchewan or Yukon, the species is a threatened species, an endangered species or an extirpated species as defined in or within the meaning of such legislation. 	7. (1) La présente loi s'applique à toute espèce, sous-espèce et population distincte d'animaux, de végétaux ou d'autres organismes d'origine sauvage qui, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a) est indigène des Territoires du Nord-Ouest; b) s'est propagée aux Territoires du Nord-Ouest sans intervention humaine et y est présente : <ul style="list-style-type: none"> (i) depuis au moins 50 ans, (ii) depuis moins de 50 ans si elle est classée comme espèce menacée, espèce en voie d'extinction ou espèce disparue dans un texte législatif du Canada, de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, du Manitoba, du Nunavut, de la Saskatchewan ou du Yukon. 	Espèces non visées par la loi
Native species	(2) For the purposes of paragraph (1)(a), a species is native to the Northwest Territories notwithstanding that it is an extirpated species.	(2) Pour l'application de l'alinéa (1)a), une espèce est indigène des Territoires du Nord-Ouest même si elle est une espèce disparue.	Espèces indigènes

Species to which Act does not apply	(3) Subject to section 144, this Act does not apply to (a) a bacterium, virus or single-celled organism; (b) a fish as defined in section 2 of the <i>Fisheries Act</i> (Canada); (c) a marine plant as defined in section 47 of the <i>Fisheries Act</i> (Canada); or (d) a migratory bird as defined in subsection 2(1) of the <i>Migratory Birds Convention Act, 1994</i> (Canada).	(3) Sous réserve de l'article 144, la présente loi ne s'applique pas : a) aux bactéries, aux virus ou à tout autre organisme unicellulaire; b) aux poissons au sens de l'article 2 de la <i>Loi sur les pêches</i> (Canada); c) aux plantes marines au sens de l'article 47 de la <i>Loi sur les pêches</i> (Canada); d) aux oiseaux migrateurs au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs</i> (Canada).	Espèces non visées par la loi
Government bound	8. This Act binds the Government of the Northwest Territories.	8. La présente loi lie le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.	Gouvernement lié
Lack of full scientific certainty	9. Where a species at risk or its habitat appears to be under threat of serious or irreversible damage, a person or body exercising powers or performing duties under this Act shall not use a lack of full scientific certainty as a reason to postpone measures to alleviate the threat.	9. Lorsqu'il semble qu'une espèce en péril ou son habitat soit menacé d'atteinte grave ou irréversible, une personne ou un organisme qui exerce des attributions en vertu de la présente loi ne peut faire valoir un manque de certitude scientifique comme prétexte à retarder la prise de mesures visant à prévenir ou à minimiser la menace.	Manque de certitude scientifique
Purpose	10. The purpose of this Act is to prevent species from becoming extirpated or extinct by establishing an integrated and cooperative system for the conservation of species at risk that recognizes the roles and responsibilities of all Management Authorities.	10. La présente loi vise à prévenir la disparition ou l'extinction des espèces en élaborant un système intégré et coopératif de conservation des espèces en péril qui reconnaît les rôles et les responsabilités des autorités de gestion.	Objet
	PART 2 COOPERATIVE CONSERVATION OF SPECIES AT RISK	PARTIE 2 CONSERVATION COOPÉRATIVE DES ESPÈCES EN PÉRIL	
	Conference of Management Authorities on Species at Risk	Conférence des autorités de gestion sur les espèces en péril	
Establishment	11. (1) The Conference of Management Authorities on Species at Risk is established.	11. (1) Est constituée la Conférence des autorités de gestion sur les espèces en péril.	Constitution
Management Authorities	(2) The Management Authorities are (a) co-management boards; (b) Tłı̨chǫ Government; (c) Government of the Northwest Territories; and (d) Government of Canada.	(2) Constituent les autorités de gestion : a) les conseils de cogestion; b) le gouvernement Tłı̨chǫ; c) le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest; d) le gouvernement du Canada.	Autorités de gestion
Purpose of the Conference	12. The purpose of the Conference is to build consensus among Management Authorities on the conservation of species at risk and to provide direction, coordination and leadership with respect to the assessment, listing, conservation and recovery of species at risk, while respecting the roles and responsibilities of Management Authorities under land	12. La Conférence vise la création d'un consensus entre les autorités de gestion concernant la conservation des espèces en péril, établit les orientations à suivre, et assume la coordination et la direction quant à l'évaluation, l'inscription, la conservation et le rétablissement des espèces en péril, dans le respect des rôles et des responsabilités des	Objectif de la Conférence

	claims agreements.	autorités de gestion en vertu des accords sur les revendications territoriales.
Participation of Management Authorities	13. (1) Subject to subsection (2), all Management Authorities may participate in the Conference.	Participation des autorités de gestion
Consideration of particular species	<p>(2) Where a particular species is under consideration, the only Management Authorities that may participate in the Conference are</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) Management Authorities that have authority for the management of that species; and (b) Management Authorities for an area from which that species has been extirpated. 	Étude d'une espèce donnée
Number of representatives	(3) Each Management Authority may have three representatives attend Conference meetings.	Nombre de représentants
Observers	14. The Conference may invite observers to its meetings and decide whether and to what extent they may participate.	Observateurs
Rules	15. (1) The Conference may make rules respecting its meetings, the procedure for developing a consensus agreement under section 45, 56 or 70, and the general conduct of its activities.	Règles
Not statutory instruments	(2) Rules made under subsection (1) are not statutory instruments within the meaning of the <i>Statutory Instruments Act</i> .	Textes non réglementaires
Annual report	<p>16. (1) By September 30 in each year, the Conference shall submit to the Minister an annual report that includes, for the previous fiscal year, a summary of Conference activities and a list of its consensus agreements.</p> <p>(2) The Minister shall lay the annual report before the Legislative Assembly as soon as is practicable.</p>	Rapport annuel
Laying report before Legislative Assembly	Species at Risk Committee	Comité sur les espèces en péril
Establishment	17. (1) The Species at Risk Committee is established to assess the status of species that may be at risk in the Northwest Territories.	Constitution
Functions based on best available information	<p>(2) SARC shall carry out its functions on the basis of the best available information, including Aboriginal traditional knowledge, community knowledge and scientific knowledge, on the biological status of a species and the existing and potential threats to and positive influences on the species and its</p>	Critères

	habitat.	l'égard de l'espèce et de son habitat et les effets positifs sur ceux-ci.
Composition of SARC	18. (1) SARC is composed of not more than 15 members.	18. (1) Le CEP se compose d'un maximum de 15 membres.
Chairperson	(2) The members shall designate one member as chairperson.	(2) Les membres désignent l'un d'entre eux à titre de président.
Appointment of members	19. (1) The members of SARC must be appointed as follows: (a) each co-management board may appoint one member; (b) the Government of Canada may appoint one member; (c) if there is no agreement under section 144, the Minister may appoint the other members; (d) if there is an agreement under section 144, the Government of Canada may appoint an additional member and the Minister may appoint the other members.	19. (1) La nomination des membres du CEP doit se faire comme suit : a) chaque conseil de cogestion peut nommer un membre; b) le gouvernement du Canada peut nommer un membre; c) en l'absence d'un accord en vertu de l'article 144, le ministre peut nommer les autres membres; d) en présence d'un accord en vertu de l'article 144, le gouvernement du Canada peut nommer un membre supplémentaire et le ministre peut nommer les autres membres.
Discussion on proposed appointment	(2) A person or body responsible for making an appointment shall discuss the proposed appointment with each Management Authority to ensure that SARC has expertise, including Aboriginal traditional knowledge, community knowledge and scientific knowledge, in respect of all species and all areas of the Northwest Territories.	(2) La personne ou l'organisme responsable d'une nomination discute de la candidature proposée avec chacune des autorités de gestion afin d'assurer que le CEP ait l'expertise voulue concernant toutes les espèces et toutes les régions des Territoires du Nord-Ouest, notamment les connaissances traditionnelles autochtones, les connaissances communautaires et les connaissances d'experts.
Advice from Aboriginal organizations	(3) When considering an appointment on the basis of a person's expertise of species, habitat, northern ecosystems or conservation in an area that is subject to a land claim by an Aboriginal organization that has not been settled, the Minister shall seek the advice of that Aboriginal organization respecting the appointment before discussing the proposed appointment under subsection (2).	(3) Lorsqu'il étudie une candidature proposée en regard de son expertise relative à une espèce, à un habitat, aux écosystèmes nordiques ou à la conservation dans une région faisant l'objet d'une revendication territoriale non réglée de la part d'une organisation autochtone, le ministre demande l'avis de cette dernière quant à la nomination avant de discuter de la candidature proposée en conformité avec le paragraphe (2).
Qualifications	(4) Each member must have significant expertise of species, habitat, northern ecosystems or conservation drawn from Aboriginal traditional knowledge, community knowledge or scientific knowledge, and the person or body making the appointment shall be satisfied that the proposed member has this expertise before making the appointment.	(4) Tous les membres doivent avoir une expertise appréciable relative à une espèce, à un habitat, aux écosystèmes nordiques ou à la conservation provenant de connaissances traditionnelles autochtones, de connaissances communautaires ou de connaissances d'experts; la personne ou l'organisme qui fait la nomination doit être convaincu de l'expertise du candidat proposé avant de le nommer.

Term of appointment	(5) A member may be appointed for a term not exceeding five years, and holds office at the pleasure of the person or body that appointed him or her.	(5) Les membres peuvent être nommés pour un mandat maximal de cinq ans; ils occupent leur poste à titre amovible à la discrétion de l'autorité de la personne ou de l'organisme qui les a nommés.	Mandat
Reappointment	(6) A member may be reappointed for one or more terms.	(6) Le mandat d'un membre peut être renouvelé une ou plusieurs fois par la suite.	Renouvellement de mandat
Vacancy	(7) If a vacancy occurs, the person or body that appointed the vacating member may, in accordance with this section, appoint a member to replace the vacating member.	(7) En cas de vacance, la personne ou l'organisme qui a nommé le membre qui occupait le poste libéré peut, conformément au présent article, nommer un membre remplaçant.	Vacance
Exercise of members's discretion	20. (1) Each member shall exercise his or her discretion in an independent manner and not as a representative of the person or body appointing him or her, or of any other person or body.	20. (1) Chaque membre exerce ses fonctions de façon indépendante et non à titre de représentant de la personne ou de l'organisme qui le nomme, ou d'une autre personne ou d'un autre organisme.	Exercice des fonctions
Honorarium, expenses	(2) A member may be paid an honorarium and may be reimbursed for reasonable expenses.	(2) Les membres peuvent recevoir des honoraires et peuvent recevoir le remboursement des dépenses raisonnables.	Honoraires et dépenses
Observers	21. SARC may invite observers to its meetings and decide whether and to what extent they may participate.	21. Le CEP peut inviter des observateurs à assister à ses réunions et décider de l'étendue de leur participation.	Observateurs
Rules	22. (1) SARC may make rules respecting its meetings, including quorum, and the general conduct of its activities.	22. (1) Le CEP peut établir des règles régissant la tenue de ses réunions, notamment quant au quorum, et la conduite de ses activités en général.	Règles
Not statutory instruments	(2) Rules made under subsection (1) are not statutory instruments within the meaning of the <i>Statutory Instruments Act</i> .	(2) Les règles établies en application du paragraphe (1) ne sont pas des textes réglementaires au sens de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> .	Textes non réglementaires
Annual report	23. (1) By July 1 in each year, SARC shall submit to the Conference an annual report that includes the following information:	23. (1) Au plus tard le 1 ^{er} juillet de chaque année, le CEP présente à la Conférence un rapport annuel qui comporte les renseignements suivants :	Rapport annuel
	<ul style="list-style-type: none"> (a) for the previous fiscal year, a record of each species <ul style="list-style-type: none"> (i) identified by SARC for assessment under paragraph 25(2)(a) or reassessment under paragraph 47(2)(a) or (b) or 47(4)(a) or (b), (ii) referred to SARC for assessment under subsection 26(1) or reassessment under section 48, (iii) required to be reassessed by SARC under paragraph 47(1)(a) or subparagraph 47(1)(b)(ii), (iv) in respect of which an application for assessment or reassessment was made to SARC under section 27 or 49 respectively, (v) under assessment or reassessment by SARC, or 	<ul style="list-style-type: none"> a) pour l'exercice précédent, un registre de chaque espèce <ul style="list-style-type: none"> (i) qu'il identifie aux fins d'évaluation en vertu de l'alinéa 25(2)a) ou de réévaluation en vertu de l'alinéa 47(2)a) ou b) ou 47(4)a) ou b), (ii) qui lui est renvoyée aux fins d'évaluation en vertu du paragraphe 26(1) ou de réévaluation en vertu de l'article 48, (iii) qu'il doit réévaluer en vertu de l'alinéa 47(1)a) ou du sous-alinéa 47(1)b)(ii), (iv) qui fait l'objet d'une demande d'évaluation ou de réévaluation auprès du CEP en vertu de l'article 27 ou 49 respectivement, 	

Required information	<p>(vi) assessed or reassessed by SARC;</p> <p>(b) an ongoing record of each species assessed or reassessed by SARC, which identifies the assessment or reassessment and the date on which it was made.</p>	<p>(v) qu'il évalue ou réévalue,</p> <p>(vi) qu'il a évalué ou réévalué;</p> <p>b) un registre courant de chaque espèce qu'il a évaluée ou réévaluée, qui précise l'évaluation ou la réévaluation et la date de celle-ci.</p>	Renseignements obligatoires
Legislative Assembly and public	<p>(2) The record referred to in paragraph (1)(a) must identify,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) in the case of a species that is to be assessed or reassessed, the date the assessment or reassessment is expected to be completed; (b) in the case of a species that has been assessed or reassessed, the date on which the assessment or reassessment was made; and (c) in the case of the rejection of an application made to SARC under section 27 or 49, the date of and reasons for the rejection. 	<p>(2) Le registre visé à l'alinéa (1)a) doit préciser ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) dans le cas d'une espèce qui fera l'objet d'une évaluation ou d'une réévaluation, la date prévue de l'achèvement de l'évaluation ou de la réévaluation; b) dans le cas d'une espèce qui a été évaluée ou réévaluée, la date de l'évaluation ou de la réévaluation; c) dans le cas d'un rejet d'une demande présentée au CEP en vertu de l'article 27 ou 49, la date et les motifs du rejet. 	Dépôt devant l'Assemblée législative et disponibilité au public
Secretariat established	(24. (1) The Secretariat is established.	Secrétariat	Constitution du secrétariat
Public service	(2) The staff of the Secretariat are employees in the public service.	(2) Les membres du personnel du secrétariat sont des employés de la fonction publique.	Fonction publique
Assistance to Conference and SARC	(3) The Minister shall, through the Secretariat, provide the professional, technical, administrative, clerical and other assistance that the Minister considers necessary for the Conference and SARC to exercise their powers and perform their duties.	(3) Le ministre, par l'entremise du secrétariat, fournit à la Conférence et au CEP l'assistance professionnelle, technique, administrative, de bureau ou autre qu'il juge nécessaire à l'exécution de leurs attributions.	Assistance fournie à la Conférence et au CEP
Consultation requirement	(4) The Minister shall consult with the Conference and SARC in respect of resources required by the Secretariat.	(4) Le ministre consulte la Conférence et le CEP concernant les ressources requises par le secrétariat.	Consultation
Development of guidelines	(5) The Conference may establish guidelines in respect of the direction to be provided by the Minister to the Secretariat.	(5) La Conférence peut établir des lignes directrices concernant les directives que le ministre donnera au secrétariat.	Établissement de lignes directrices
Direction	(6) The Minister shall provide direction to the Secretariat in accordance with guidelines established by the Conference.	(6) Le ministre donne au secrétariat des directives qui respectent les lignes directrices établies par la Conférence.	Directives

PART 3
ASSESSMENT
AND LISTING OF SPECIES

Assessment of Species by SARC

Requirement to assess species	<p>25. (1) SARC shall assess the status of a species that is referred to it under subsection 26(1).</p>	PARTIE 3 ÉVALUATION ET INSCRIPTION DES ESPÈCES
Species that may be assessed	<p>(2) SARC may assess the status of a species</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) that SARC considers may be at risk; or (b) that is the subject of an application made under section 27. 	Évaluation des espèces par le CEP
Referral for assessment	<p>26. (1) The Conference or a Management Authority may refer a species to SARC for an assessment and shall provide reasons</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) for requesting the assessment; and (b) if the species is a distinct population referred to in subsection (2), why that distinct population should be assessed. 	<p>25. (1) Le CEP évalue la situation d'une espèce qui lui est renvoyée en application du paragraphe 26(1). Évaluation obligatoire</p> <p>(2) Le CEP peut évaluer la situation d'une espèce, selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) qu'il considère susceptible d'être en péril; b) qui fait l'objet d'une demande en vertu de l'article 27.
Identifying another distinct population	<p>(2) The Conference may identify a distinct population other than a geographically, genetically or biologically distinct population, and refer it to SARC for an assessment under subsection (1).</p>	<p>26. (1) La Conférence ou une autorité de gestion peut renvoyer une espèce au CEP aux fins d'évaluation et motiver, à la fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) sa demande d'évaluation; b) dans le cas d'une espèce qui est une population distincte visée au paragraphe (2), le besoin d'évaluation de cette population distincte.
Reasons public	<p>(3) SARC shall make the reasons of the Conference and of a Management Authority under subsection (1) available to the public.</p>	<p>(2) La Conférence peut identifier une population distincte, à l'exception d'une population géographiquement, génétiquement ou biologiquement distincte, et la renvoyer au CEP aux fins d'évaluation en application du paragraphe (1). Identification d'une population distincte</p> <p>(3) Le CEP met à la disposition du public les motifs de la Conférence et d'une autorité de gestion en application du paragraphe (1). Motifs à la disposition du public</p>
Application for assessment	<p>27. Any person or body may apply to SARC for an assessment of a species and shall provide reasons for requesting the assessment.</p>	<p>27. Toute personne ou tout organisme peut présenter au CEP une demande d'évaluation d'une espèce et motiver sa demande. Demande d'évaluation</p>
Development and review of criteria, information	<p>28. (1) SARC shall develop and periodically review with the Conference</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) criteria for establishing assessment priority; (b) objective biological criteria for assessing the status of a species and for categorizing a species; and (c) the type of information to be included in a species status report. 	<p>28. (1) Le CEP élaborer et revoit périodiquement, avec la Conférence :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les critères pour déterminer la priorité d'évaluation; b) les critères biologiques objectifs applicables dans l'évaluation de la situation d'une espèce et dans la classification d'une espèce; c) le type d'information que doit contenir un rapport de situation de l'espèce.

Criteria and information public	(2) SARC shall make the criteria and information referred to in subsection (1) available to the public.	(2) Le CEP met à la disposition du public les critères et l'information visés au paragraphe (1).	Critères et information à la disposition du public
Assessment schedule	29. (1) SARC shall, <ul style="list-style-type: none"> (a) in accordance with the direction and criteria provided by the Conference, prepare an assessment schedule identifying the species and stating when its status is to be assessed; and (b) by July 1 in each year, submit the assessment schedule to the Conference for approval. 	29. (1) Le CEP, à la fois : <ul style="list-style-type: none"> a) prépare un échéancier d'évaluation conformément aux directives et aux critères fournis par la Conférence, qui identifie l'espèce à évaluer et le moment de son évaluation; b) au plus tard le 1^{er} juillet de chaque année, remet cet échéancier à la Conférence pour qu'elle l'approuve. 	Échéancier d'évaluation
Annual review and approval	(2) The Conference shall, by September 30 in each year, review and approve the assessment schedule <ul style="list-style-type: none"> (a) as submitted by SARC; (b) with changes made by SARC at the Conference's request; or (c) with changes made by the Conference. 	(2) Au plus tard le 30 septembre de chaque année, la Conférence révise et approuve l'échéancier d'évaluation comme suit : <ul style="list-style-type: none"> a) tel que le lui a présenté le CEP; b) avec les modifications qu'elle a demandé au CEP d'apporter; c) avec les modifications qu'elle lui a elle-même apportées. 	Révision annuelle et approbation
Revisions	(3) SARC may revise the assessment schedule at any time, and the Conference shall review the revised assessment schedule and approve it <ul style="list-style-type: none"> (a) as submitted by SARC; (b) with changes made by SARC at the Conference's request; or (c) with changes made by the Conference. 	(3) Le CEP peut réviser l'échéancier d'évaluation en tout temps; la Conférence révise alors l'échéancier d'évaluation révisé et l'approuve comme suit : <ul style="list-style-type: none"> a) tel que le lui a présenté le CEP; b) avec les modifications qu'elle a demandé au CEP d'apporter; c) avec les modifications qu'elle lui a elle-même apportées. 	Révisions
Assessment schedule public	(4) SARC shall make an assessment schedule approved under subsection (2) or (3) available to the public.	(4) Le CEP met à la disposition du public un échéancier d'évaluation approuvé en vertu du paragraphe (2) ou (3).	Échéancier d'évaluation à la disposition du public
Species status report	30. (1) Before assessing the status of a species, SARC shall approve a species status report.	30. (1) Avant d'évaluer la situation d'une espèce, le CEP approuve un rapport de situation de l'espèce.	Rapport de situation de l'espèce
Preparation of species status report	(2) SARC may <ul style="list-style-type: none"> (a) arrange for the preparation of a species status report; or (b) if SARC considers that an existing report prepared by any person or body meets all or some of the requirements of a species status report, incorporate all or part of the report into the species status report. 	(2) Le CEP peut, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a) prévoir l'élaboration d'un rapport de situation de l'espèce; b) s'il estime qu'un rapport existant préparé par une personne ou un organisme satisfait en tout ou en partie les exigences d'un rapport de situation de l'espèce, l'incorporer, en tout ou en partie, dans celui-ci. 	Élaboration du rapport de situation de l'espèce
Guidelines	(3) SARC may establish guidelines respecting a species status report.	(3) Le CEP peut établir des lignes directrices relatives au rapport de situation de l'espèce.	Lignes directrices

Information to
be included

- (4) A species status report must include
- the best available information, including Aboriginal traditional knowledge, community knowledge and scientific knowledge, on the biological status of the species and the existing and potential threats to and positive influences on the species and its habitat;
 - everything the guidelines require to be included in a species status report;
 - the results of the reviews under subsection (5) that relate to the status of the species; and
 - any other information that SARC considers relevant.

(4) Le rapport de situation de l'espèce doit comprendre ce qui suit : Renseigne-
ments obligatoires

- la meilleure information disponible, notamment les connaissances traditionnelles autochtones, les connaissances communautaires et les connaissances d'experts, sur la situation biologique de l'espèce, les menaces réelles et potentielles à l'égard de l'espèce ou de son habitat et les effets positifs sur l'espèce et sur son habitat;
- l'information devant être incluse conformément aux lignes directrices;
- les résultats des consultations sur la situation de l'espèce en application du paragraphe (5);
- toute autre information que le CEP estime pertinente.

Review and
comments on
species status
report

- (5) Before approving a species status report, SARC
- shall request that it be reviewed and that comments be provided to SARC within six months on the completeness and accuracy of the information in it,
 - by the Management Authorities, and
 - if the species is found in or has been extirpated from an area that is subject to a land claim by an Aboriginal organization that has not been settled, by that Aboriginal organization; and
 - may request that it be reviewed and that comments be provided to SARC within six months on the completeness and accuracy of the information in it, by any person or body that has knowledge respecting the species or its habitat.

(5) Avant d'approuver un rapport de situation de l'espèce, le CEP, à la fois : Révision et commentaires sur le rapport de situation de l'espèce

- demande aux entités suivantes de le réviser et de le commenter dans les six mois qui suivent quant au caractère complet et à l'exactitude des renseignements qu'il contient :
 - les autorités de gestion,
 - si l'espèce se trouve dans une région faisant l'objet d'une revendication territoriale non réglée de la part d'une organisation autochtone, ou est disparue de cette région, l'organisation autochtone en question;
- peut demander qu'une personne ou un organisme qui possède des connaissances relatives à l'espèce et à son habitat le révise et le commente dans les six mois qui suivent quant au caractère complet et à l'exactitude de l'information qu'il contient.

Extension

- (6) On the request of a person or body referred to in paragraph (5)(a) or (b), SARC may grant an extension that it considers appropriate of the six-month period referred to in subsection (5).

(6) À la demande d'une personne ou d'un organisme visé à l'alinéa (5)a ou b), le CEP peut prolonger le délai de six mois prévu au paragraphe (5) de la période qu'il juge appropriée. Prolongation

Approval by
SARC

- (7) On being satisfied with a species status report, SARC shall approve it.

(7) Le CEP approuve le rapport de situation de l'espèce qu'il trouve satisfaisant. Approbation par le CEP

Criteria for assessment	<p>31. (1) SARC shall assess the status of a species based on</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the approved species status report; (b) the objective biological criteria referred to in paragraph 28(1)(b); and (c) any information on the biological status of the species provided to SARC in writing by the Conference or a Management Authority after the species status report is approved. 	<p>31. (1) Le CEP évalue la situation d'une espèce en se fondant sur ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les rapports de situation de l'espèce approuvés; b) les critères biologiques objectifs énoncés à l'alinéa 28(1)b); c) toute information pertinente sur la situation biologique de l'espèce que lui a fournie par écrit la Conférence ou une autorité de gestion après l'approbation du rapport de situation de l'espèce. 	Critères d'évaluation
Factors not to be considered	<p>(2) In assessing the status of a species, SARC shall not consider any socio-economic effects or any possible consequences of the assessment if it is implemented.</p>	<p>(2) Lorsqu'il évalue la situation d'une espèce, le CEP ne tient pas compte des effets socio-économiques ou autres conséquences éventuelles de la mise en oeuvre de l'évaluation.</p>	Facteurs à exclure
Time for completing assessment	<p>(3) Within one year after approving a species status report, SARC shall</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) assess the status of the species; (b) provide the assessment to the Management Authorities; and (c) make the assessment available to the public under section 33. 	<p>(3) Au plus tard un an après avoir approuvé un rapport de situation de l'espèce, le CEP, à la fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) évalue la situation de l'espèce; b) remet l'évaluation aux autorités de gestion; c) met l'évaluation à la disposition du public conformément à l'article 33. 	Échéancier d'achèvement de l'évaluation
Extension	<p>(4) On the request of SARC, the Conference may grant an extension that it considers appropriate of the one-year period referred to in subsection (3).</p>	<p>(4) À la demande du CEP, la Conférence peut prolonger le délai d'un an prévu au paragraphe (3) de la période qu'il juge appropriée.</p>	Prolongation
SARC's assessment	<p>32. In an assessment of the status of a species, SARC</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) shall categorize the assessed species as <ul style="list-style-type: none"> (i) a data deficient species, (ii) a species not at risk, (iii) a species of special concern, (iv) a threatened species, (v) an endangered species, (vi) an extirpated species, or (vii) an extinct species; (b) shall include existing or potential threats to and positive influences on the species and its habitat identified by SARC in making the assessment; and (c) may include measures to conserve the species and its habitat. 	<p>32. Lorsqu'il évalue la situation d'une espèce, le CEP, à la fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) classe l'espèce selon les catégories suivantes : <ul style="list-style-type: none"> (i) espèce pour laquelle les données sont insuffisantes, (ii) espèce non en péril, (iii) espèce préoccupante, (iv) espèce menacée, (v) espèce en voie de disparition, (vi) espèce disparue, (vii) espèce éteinte; b) indique les menaces réelles ou potentielles à l'égard de l'espèce et de son habitat qu'il identifie dans son évaluation, ou les effets positifs sur ceux-ci; c) peut prévoir des mesures de conservation ou de protection de l'espèce et de son habitat. 	Évaluation du CEP

Assessment provided to Management Authorities	<p>33. (1) SARC shall provide an assessment to the Management Authorities for their consideration, together with</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the reasons for the assessment; and (b) the approved species status report. 	<p>33. (1) Le CEP remet aux autorités de gestion, pour qu'elles les étudient, l'évaluation, les motifs justifiant l'évaluation et le rapport de situation de l'espèce approuvé.</p>	Évaluation remise aux autorités de gestion
Assessment public	<p>(2) When it provides an assessment to the Management Authorities under subsection (1), SARC shall make available to the public</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the assessment; (b) the reasons for the assessment; and (c) the approved species status report. 	<p>(2) Lorsqu'il remet l'évaluation aux autorités de gestion en vertu du paragraphe (1), le CEP met à la disposition du public ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'évaluation; b) les motifs justifiant l'évaluation; c) le rapport de situation de l'espèce approuvé. 	Évaluation à la disposition du public
Request for written clarification	<p>34. (1) A Management Authority may, within 60 days after it receives an assessment, request written clarification from SARC respecting</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the assessment or the reasons for it, other than information about the assessment process that led to the assessment; or (b) the approved species status report. 	<p>34. (1) Une autorité de gestion peut, dans les 60 jours suivant la réception de l'évaluation, demander au CEP qu'il donne des précisions par écrit concernant, selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'évaluation ou les motifs la justifiant, à l'exception d'information sur le processus d'évaluation qui a donné lieu à l'évaluation; b) le rapport de situation de l'espèce approuvé. 	Demande de précisions écrites
Time for providing clarification	<p>(2) SARC shall provide the clarification requested, in writing, to the Management Authorities within 30 days after receiving the request.</p>	<p>(2) Le CEP fournit les précisions demandées par écrit aux autorités de gestion au plus tard 30 jours après en avoir reçu la demande.</p>	Précisions
Clarification public	<p>(3) SARC shall make available to the public any written clarification that it provides to the Management Authorities under subsection (2).</p>	<p>(3) Le CEP met à la disposition du public les précisions écrites qu'il fournit aux autorités de gestion en vertu du paragraphe (2).</p>	Précisions à la disposition du public
Discussion and time frame	<p style="text-align: center;">Consensus Agreement On Listing</p>	<p style="text-align: center;">Accord de consensus sur l'inscription</p>	
	<p>35. (1) Within three months after SARC provides an assessment to the Management Authorities, the Conference shall discuss the assessment and if the species is categorized in the assessment as a species of special concern, a threatened species, an endangered species, an extirpated species or an extinct species, the Conference shall</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) identify and co-ordinate the preparations Management Authorities agree to undertake for developing a consensus agreement on listing the species; and (b) establish a time frame for Management Authorities to complete their preparations. 	<p>35. (1) Au plus tard trois mois après que le CEP ait remis une évaluation aux autorités de gestion, la Conférence en discute le contenu; si l'espèce est classée comme espèce préoccupante, espèce menacée, espèce en voie de disparition, espèce disparue ou espèce éteinte, la Conférence, à la fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) identifie et coordonne les travaux préparatoires que les autorités de gestion acceptent d'entreprendre en vue de l'élaboration d'un accord de consensus sur l'inscription de l'espèce; b) élabore un échéancier des travaux préparatoires à l'intention des autorités de gestion. 	Discussion et échéancier

Public involvement	(2) The preparations by the Government of the Northwest Territories referred to in paragraph (1)(a) must include an opportunity for the public to provide comments to the Minister on the assessment, and may include further engagement of the public by the Minister regarding the assessment, in the manner and form the Minister considers appropriate.	(2) Les travaux préparatoires du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest visés à l'alinéa (1)a doivent donner au public l'occasion de fournir au ministre des commentaires sur l'évaluation et peut en outre prévoir une participation subséquente du public à l'évaluation, de la façon et en la forme que le ministre juge appropriées.	Participation du public
Advice to Conference	(3) SARC shall provide advice to the Conference relating to the assessment if requested by the Conference.	(3) Le CEP fournit à la Conférence, sur demande, Conseils à la Conférence des conseils concernant l'évaluation.	
Consensus agreement on listing	36. (1) As soon as is practicable after the Management Authorities have completed their preparations referred to in paragraph 35(1)(a), the Conference shall meet to develop a consensus agreement on listing the species.	36. (1) Dès que possible après que les autorités de gestion ont terminé leurs travaux préparatoires visés à l'alinéa 35(1)a), la Conférence se réunit afin d'élaborer un accord de consensus sur l'inscription de l'espèce.	Accord de consensus sur l'inscription
Considerations	(2) In developing a consensus agreement under subsection (1), the Conference shall consider (a) the assessment, the reasons for the assessment, the approved species status report and any written clarification provided by SARC under section 34; and (b) the results of the preparations.	(2) Dans l'élaboration d'un accord de consensus en application du paragraphe (1), la Conférence se fonde sur ce qui suit : a) d'une part, les motifs justifiant l'évaluation, le rapport de situation de l'espèce approuvé et les précisions écrites du CEP en application de l'article 34; b) d'autre part, les résultats des travaux préparatoires.	Fondement
Required content	(3) The consensus agreement must set out (a) that the Conference has reached a consensus on the following: (i) not to add the species to the List, or (ii) to add the species to the List as a species of special concern, a threatened species, an endangered species, an extirpated species or an extinct species; and (b) if the Conference has reached a consensus on adding the species to the List, the actions Management Authorities agree to take with respect to listing the species.	(3) L'accord de consensus doit préciser, à la fois : a) que la Conférence a convenu, selon le cas : (i) de ne pas inscrire l'espèce sur la liste, (ii) d'inscrire l'espèce sur la liste en tant qu'espèce préoccupante, espèce menacée, espèce en voie de disparition, espèce disparue ou espèce éteinte; b) si la Conférence a convenu d'inscrire l'espèce sur la liste, les mesures que les autorités de gestion conviennent de prendre concernant cette inscription.	Contenu obligatoire
Consensus agreement provided to Minister	(4) The Conference shall provide the consensus agreement and the reasons for it to the Minister.	(4) La Conférence remet au ministre l'accord de consensus et les motifs à l'appui.	Remise de l'accord de consensus au ministre
Consistency with assessment	37. A consensus agreement developed under section 36 need not be consistent with an assessment.	37. L'accord de consensus élaboré en vertu de l'article 36 n'a pas à être compatible avec l'évaluation.	Compatibilité

Notice of no consensus agreement	<p>38. (1) If the Conference does not develop a consensus agreement under section 36, the Conference shall, within one year after SARC provides an assessment under subsection 33(1),</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) provide to the Minister written notice that, and reasons why, no consensus agreement has been developed; and (b) make the notice and reasons available to the public. <p>(2) The time period referred to in subsection (1) may not be extended by the Minister under section 139.</p>	<p>38. (1) Si elle n'élabore aucun accord de consensus en vertu de l'article 36, la Conférence, dans l'année qui suit la remise de l'évaluation par le CEP en application du paragraphe 33(1) :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) d'une part, avise le ministre par écrit à l'effet qu'aucun accord de consensus n'a été conclu et en précise les motifs; b) d'autre part, met cet avis à la disposition du public. <p>(2) Le délai prévu au paragraphe (1) ne peut pas être prolongé par le ministre en application de l'article 139.</p>	Avis d'absence d'accord de consensus Prolongation interdite
No extension	<p style="text-align: center;">Listing of Species</p>	<p style="text-align: center;">Inscription des espèces</p>	
Listing species if consensus agreement	<p>39. Within three months after receiving a consensus agreement developed under section 36 to add a species to the List as a species of special concern, a threatened species, an endangered species, an extirpated species or an extinct species, the Minister shall add the species to the List in that category.</p>	<p>39. Au plus tard trois mois après avoir reçu un accord de consensus élaboré en vertu de l'article 36 qui prévoit l'inscription d'une espèce sur la liste en tant qu'espèce préoccupante, espèce menacée, espèce en voie de disparition, espèce disparue ou espèce éteinte, le ministre inscrit l'espèce sur la liste dans la catégorie correspondante.</p>	Inscription de l'espèce en présence d'un accord de consensus
Consensus agreement public	<p>40. (1) The Minister shall, on listing a species under section 39, make the consensus agreement developed under section 36 and the reasons for it available to the public.</p>	<p>40. (1) Le ministre, lorsqu'il inscrit une espèce en vertu de l'article 39, met à la disposition du public l'accord de consensus élaboré en vertu de l'article 40 et les motifs à l'appui.</p>	Accord de consensus à la disposition du public
Reasons for inconsistency	<p>(2) If a consensus agreement developed under section 36 is inconsistent with an assessment, the Minister shall, on listing a species under section 39, provide to SARC and make available to the public the reasons for the inconsistency.</p>	<p>(2) Si l'accord de consensus élaboré en vertu de l'article 36 est incompatible avec l'évaluation, le ministre, lorsqu'il inscrit une espèce en application de l'article 39, remet au CEP et met à la disposition du public les motifs à l'appui de l'incompatibilité.</p>	Motifs de l'incompatibilité
Minister's decision if no consensus agreement	<p>41. (1) Within three months after the earlier of the day notice is received under section 38 that no consensus agreement has been developed and the day the one year time period referred to in that section expires, the Minister shall make a decision</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) not to add the species to the List; or (b) to add the species to the List as a species of special concern, a threatened species, an endangered species, an extirpated species or an extinct species. 	<p>41. (1) Au plus tard trois mois après la date de réception d'un avis en application de l'article 38 à l'effet qu'aucun accord de consensus n'a été élaboré ou, si elle est antérieure, la date d'expiration du délai d'un an, le ministre prend l'une ou l'autre des décisions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) il n'inscrit pas l'espèce sur la liste; b) il inscrit l'espèce sur la liste en tant qu'espèce préoccupante, espèce menacée, espèce en voie de disparition, espèce disparue ou espèce éteinte. 	Décision du ministre en l'absence d'un accord de consensus
Considerations	<p>(2) In making the decision, the Minister shall consider</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the assessment, the reasons for the assessment, the approved species status report and any written clarification provided by SARC under section 34; and (b) the results of the preparations by Management Authorities referred to in 	<p>(2) Lorsqu'il prend sa décision, le ministre se fonde sur ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) d'une part, les motifs justifiant l'évaluation, le rapport de situation de l'espèce approuvé et les précisions écrites fournies par le CEP en application de l'article 34; b) d'autre part, les résultats des travaux 	Fondement

	subsection 35(1).	préparatoires des autorités de gestion visés au paragraphe 35(1).
Consistency	(3) The Minister's decision need not be consistent with the assessment.	Compatibilité
Listing species	42. Within three months after making a decision under paragraph 41(1)(b), the Minister shall add the species to the List in the category set out in the decision.	Inscription de l'espèce
Decision and reasons public	43. (1) The Minister shall, on listing a species under section 42, make the decision under subsection 41(1) and the reasons for it available to the public.	Décision et motifs à la disposition du public
Reasons for inconsistency	(2) If the Minister's decision under subsection 41(1) is inconsistent with the assessment, the Minister shall, on listing a species under section 42, provide to SARC and make available to the public the reasons for the inconsistency.	Motifs à l'appui de l'incompatibilité
Term of Listing		Durée de l'inscription
Term of listing	44. (1) The term of the listing for a species is 10 years unless it is extended under subsection (2).	Durée d'inscription
Extending term	(2) If a reassessment of a listed species referred to in paragraph 47(1)(a) cannot be completed in sufficient time to allow the species to be dealt with under section 51 or 53, the Minister may, before the listing expires, extend the term to provide sufficient time.	Prolongation de la durée d'inscription
Category change	(3) If, as a result of a reassessment, a listed species is listed in another category under paragraph 51(c) or 54(c), the term for the listing of the species in the new category is 10 years.	Changement de catégorie
No limit on adding new terms	(4) There is no limit on the number of times the Minister may add another 10-year term to the current term for a listed species under subsection 46(1) or paragraph 51(b) or 54(b).	Prolongation multiple
Consensus Agreement on Adding 10-Year Term Without Reassessment		Accord de consensus à l'effet de prolonger de 10 ans la durée d'inscription sans réévaluation
Consensus agreement on adding 10-year term	45. (1) The Conference may develop, without a reassessment, a consensus agreement on adding another 10-year term to the current term for a listed species in the same category.	Accord de consensus quant à une prolongation de 10 ans

Procedure	(2) The consensus agreement must be developed in accordance with any applicable rules made under subsection 15(1).	(2) L'accord de consensus doit respecter les règles applicables prises en application du paragraphe 15(1).
Requirements for consensus agreement	<p>(3) The consensus agreement must set out</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) that the Conference has reached a consensus on adding another 10-year term to the current term for the listed species in the same category; (b) the actions Management Authorities agree to take with respect to adding another 10-year term; and (c) the reasons for developing the consensus agreement without a reassessment. 	<p>(3) L'accord de consensus doit préciser ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la Conférence a convenu de prolonger de 10 ans la durée d'inscription actuelle d'une espèce inscrite dans la même catégorie; b) les mesures que les autorités de gestion conviennent de prendre concernant la prolongation de 10 ans; c) les motifs justifiant l'élaboration d'un accord de consensus sans réévaluation.
Provision to Minister	(4) The Conference shall provide the consensus agreement and the reasons for it to the Minister.	(4) La Conférence remet au ministre l'accord de consensus et les motifs à l'appui.
Adding 10-year term	46. (1) Within three months after receiving a consensus agreement developed under section 45, the Minister shall add another 10-year term to the current term for the listed species in the same category.	46. (1) Au plus tard trois mois après avoir reçu un accord de consensus élaboré en application de l'article 45, le ministre prolonge de 10 ans la durée d'inscription actuelle d'une espèce inscrite dans la même catégorie.
Consensus agreement public	(2) The Minister shall, on adding another 10-year term, make the consensus agreement and the reasons for it available to the public.	(2) Lorsqu'il prolonge de 10 ans une durée d'inscription, le ministre met à la disposition du public l'accord de consensus et les motifs à l'appui.
Reassessment		
Requirement to reassess listed species	<p>47. (1) SARC shall reassess the status of a listed species</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) in sufficient time to allow the species to be dealt with under section 51 or 53 before the listing expires; or (b) sooner than described in paragraph (a), if <ul style="list-style-type: none"> (i) the species is referred to it under section 48, or (ii) it is required by the management plan or recovery strategy for the species. 	<p>47. (1) Le CEP réévalue la situation d'une espèce inscrite, selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) en temps opportun afin de permettre la prise d'une décision quant à l'espèce en application de l'article 51 ou 53 avant l'expiration de l'inscription; b) avant le délai prévu à l'alinéa a), dans l'un ou l'autre des cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> (i) l'espèce fait l'objet d'un renvoi en vertu de l'article 48, (ii) le plan de gestion ou le programme de rétablissement de l'espèce le requiert.
Listed species that may be reassessed	(2) SARC may reassess the status of a listed species, if <ul style="list-style-type: none"> (a) information becomes available that SARC considers may change the status of the species; (b) there is evidence of a significant change in the biological status of the species or in the existing or potential threats to or positive influences on the species or its habitat; or 	(2) Le CEP peut réévaluer la situation d'une espèce inscrite dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> a) des renseignements qui, selon lui, peuvent modifier la situation de l'espèce deviennent disponibles; b) on remarque un changement important dans la situation biologique de l'espèce, ou dans les menaces réelles ou potentielles à l'égard de l'espèce ou de son habitat, ou dans les effets positifs sur

	(c) the species is the subject of an application made under section 49.	l'espèce ou sur son habitat; c) l'espèce fait l'objet d'une demande en application de l'article 49.	
Requirement to reassess data deficient species, species not at risk	(3) SARC shall reassess the status of a species categorized in an assessment as a data deficient species or as a species not at risk, if the species is referred to it under section 48.	(3) Le CEP réévalue la situation d'une espèce classée, lors de l'évaluation, comme espèce pour laquelle les données sont insuffisantes ou comme espèce non en péril si l'espèce fait l'objet d'un renvoi en application de l'article 48.	Réévaluation, espèce pour laquelle les données sont insuffisantes ou espèce non en péril
Data deficient species, species not at risk that may be reassessed	(4) SARC may reassess the status of a species categorized in an assessment as a data deficient species or as a species not at risk, if (a) information becomes available that SARC considers may change the status of the species; (b) there is evidence of a significant change in the biological status of the species or in the existing or potential threats to or positive influences on the species or its habitat; or (c) the species is the subject of an application made under section 49.	(4) Le CEP peut réévaluer la situation d'une espèce classée, lors d'une évaluation, comme espèce pour laquelle les données sont insuffisantes ou comme espèce non en péril, selon le cas : a) des renseignements qui, selon lui, peuvent modifier la situation de l'espèce deviennent disponibles; b) on remarque un changement important dans la situation biologique de l'espèce, ou dans les menaces réelles ou potentielles à l'égard de l'espèce ou de son habitat, ou dans les effets positifs sur l'espèce ou sur son habitat; c) l'espèce fait l'objet d'une demande en application de l'article 49.	Réévaluation facultative, espèce pour laquelle les données sont insuffisantes ou espèce non en péril
Referral for reassessment	48. The Conference or a Management Authority may refer a listed species or a species categorized in an assessment as a data deficient species or as a species not at risk to SARC for a reassessment, and shall provide reasons for requesting the reassessment.	48. La Conférence ou une autorité de gestion peut renvoyer au CEP, aux fins de réévaluation, une espèce inscrite ou une espèce pour laquelle les données sont insuffisantes ou une espèce non en péril, et motive sa demande.	Renvoi aux fins de réévaluation
Application for reassessment	49. Any person or body may apply to SARC for a reassessment of a listed species or of a species categorized in an assessment as a data deficient species or as a species not at risk, and shall provide reasons for requesting the reassessment.	49. Toute personne ou tout organisme peut présenter auprès du CEP une demande de réévaluation d'une espèce inscrite ou d'une espèce classée, lors d'une évaluation, comme espèce pour laquelle les données sont insuffisantes ou comme espèce non en péril, et motive sa demande.	Demande de réévaluation
Reassessment	50. (1) Subject to subsection (3), sections 28 to 38 apply, with such modifications as the circumstance require, in respect of a reassessment of a listed species or of a species categorized in an assessment as a data deficient species or as a species not at risk.	50. (1) Sous réserve du paragraphe (3), les articles 28 à 38 s'appliquent, avec les modifications nécessaires, concernant la réévaluation d'une espèce inscrite ou d'une espèce classée, lors d'une évaluation, comme espèce pour laquelle les données sont insuffisantes ou comme espèce non en péril.	Réévaluation
Removal from List of reassessed species	(2) If a listed species is reassessed and categorized in a reassessment as a data deficient species or a species not at risk, the Minister shall remove the species from the List within three months after the reassessment is discussed under subsection 35(1).	(2) Si une espèce inscrite est réévaluée et est classée, lors d'une réévaluation, comme espèce pour laquelle les données sont insuffisantes ou comme espèce non en péril, le ministre retire l'espèce de la liste dans les trois mois suivant la discussion de la réévaluation en vertu du paragraphe 35(1).	Enlèvement de la liste d'une espèce réévaluée

Required content of consensus agreement

- (3) A consensus agreement developed under section 36 in respect of a reassessment must set out the following information instead of that referred to in subsection 36(3):
- (a) that the Conference has reached a consensus on the following:
 - (i) to remove the species from the List if the Conference considers the species not at risk,
 - (ii) to add another 10-year term to the current expiration date for the species in the same category, or
 - (iii) to list the species in another category;
 - (b) if the Conference has reached a consensus on subparagraph (a)(ii) or (iii), the actions Management Authorities agree to take with respect to adding another ten-year term or listing the species in another category, as the case may be.

Listing changes if consensus agreement

- 51.** Within three months after receiving a consensus agreement developed under section 36 in respect of a reassessment, the Minister shall, in accordance with the consensus agreement,
- (a) remove the species from the List;
 - (b) add another 10-year term to the current term; or
 - (c) list the species in another category.

Consensus agreement public

- 52.** (1) The Minister shall, on acting under section 51, make the consensus agreement and the reasons for it available to the public.

Reasons for inconsistency

- (2) If the consensus agreement is inconsistent with the reassessment, the Minister shall, on listing a species under section 51, provide to SARC and make available to the public the reasons for the inconsistency.

Minister's decision if no consensus agreement

- 53.** (1) Within three months after the earlier of the day a notice is received under section 38 that no consensus agreement has been developed, and the day the one-year time period referred to in that section expires, the Minister shall make a decision

- (a) to remove the species from the List if the Minister considers it to be a species not at risk;
- (b) to add another 10-year term to the current term for the species in the same category; or
- (c) to list the species in another category.

(3) L'accord de consensus élaboré en vertu de l'article 36 concernant une réévaluation doit préciser les renseignements suivants, plutôt que ceux qui sont indiqués au paragraphe 36(3) :

- a) que la Conférence a convenu, selon le cas :
 - (i) de retirer l'espèce de la liste, si elle estime que l'espèce n'est pas en péril,
 - (ii) de prolonger de 10 ans la durée d'inscription actuelle de l'espèce dans la même catégorie,
 - (iii) d'inscrire l'espèce dans une autre catégorie;
- b) si la Conférence est arrivée à un consensus en vertu du sous-alinéa a)(ii) ou (iii), les mesures que les autorités de gestion conviennent de prendre quant à la prolongation de 10 ans de la durée d'inscription ou à l'inscription de l'espèce dans une nouvelle catégorie, selon le cas.

51. Au plus tard trois mois après avoir reçu un accord de consensus élaboré en application de l'article 36 concernant une réévaluation, le ministre, conformément à l'accord de consensus, selon le cas :

- a) retire l'espèce de la liste;
- b) prolonge de 10 ans la durée d'inscription actuelle;
- c) inscrit l'espèce dans une autre catégorie.

Modification de l'inscription en présence d'un accord de consensus

52. (1) Lorsqu'il agit en application de l'article 51, le ministre met à la disposition du public l'accord de consensus et les motifs à l'appui.

Accord de consensus à la disposition du public

(2) Si l'accord de consensus est incompatible avec la réévaluation, le ministre, lorsqu'il inscrit une espèce en vertu de l'article 51, remet au CEP les motifs à l'appui de l'incompatibilité et les met à la disposition du public.

Motifs à l'appui de l'incompatibilité

53. (1) Au plus tard trois mois suivant la date de réception d'un avis en application de l'article 38 à l'effet qu'aucun accord de consensus n'a été élaboré ou, si elle est antérieure, la date d'expiration du délai d'un an, le ministre prend l'une des décisions suivantes :

- a) il retire l'espèce de la liste s'il estime qu'elle n'est pas en péril;
- b) il prolonge de 10 ans la durée d'inscription actuelle de l'espèce dans la même catégorie;
- c) il inscrit l'espèce dans une autre catégorie.

Décision du ministre en l'absence d'un accord de consensus

Considerations	(2) In making the decision, the Minister shall consider	(2) Lorsqu'il prend sa décision, le ministre se fonde sur ce qui suit :
	<ul style="list-style-type: none"> (a) the reassessment, the reasons for the reassessment, the approved species status report and any written clarification provided by SARC under section 34; and (b) the results of the preparations by Management Authorities referred to in subsection 35(1). 	<ul style="list-style-type: none"> a) d'une part, la réévaluation, les motifs la justifiant, le rapport de situation de l'espèce approuvé et les précisions écrites fournies par le CEP en application de l'article 34; b) d'autre part, les résultats des travaux préparatoires des autorités de gestion visés au paragraphe 35(1).
Consistency	(3) The Minister's decision need not be consistent with the reassessment.	(3) La décision du ministre n'a pas à être compatible avec la réévaluation.
Listing species	<p>54. Within three months after making a decision under subsection 53(1), the Minister shall, in accordance with the decision,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) remove the species from the List; (b) add another 10-year term to the current term for the species in the same category; or (c) list the species in another category. 	<p>54. Au plus tard trois mois après avoir pris une décision en vertu du paragraphe 53(1), le ministre, conformément à l'accord de consensus, selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) retire l'espèce de la liste; b) prolonge de 10 ans la durée d'inscription actuelle dans la même catégorie; c) inscrit l'espèce dans une autre catégorie.
Decision and reasons public	<p>55. (1) The Minister shall, on acting under section 54, make the decision under subsection 53(1) and the reasons for it available to the public.</p> <p>(2) If the Minister's decision under subsection 53(1) is inconsistent with the reassessment, the Minister shall, on listing a species under section 54, provide to SARC and make available to the public the reasons for the inconsistency.</p>	<p>55. (1) Lorsqu'il agit en application de l'article 54, le ministre met à la disposition du public la décision prise en vertu du paragraphe 53(1) et les motifs à l'appui.</p> <p>(2) Si la décision qu'il a prise en vertu du paragraphe 53(1) est incompatible avec la réévaluation, le ministre, lorsqu'il inscrit une espèce en vertu de l'article 54, remet au CEP les motifs à l'appui de l'incompatibilité et les met à la disposition du public.</p>
Reasons for inconsistency		
Consensus agreements respecting conservation	<p>PART 4 CONSERVATION OF SPECIES AND HABITAT</p> <p>Consensus Agreements Respecting Conservation of Pre-listed Species, Listed Species and Habitat</p> <p>56. (1) The Conference may develop consensus agreements respecting the conservation of a pre-listed species or a listed species and its habitat or the area in which the habitat is located or the surrounding area, which may include provisions respecting</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) actions Management Authorities agree to take to conserve the species, habitat or area; (b) the preparation of a management plan or recovery strategy for the species; and (c) any other matter that the Conference considers necessary or advisable to conserve the species, habitat or area. 	<p>PARTIE 4 CONSERVATION DES ESPÈCES ET DE LEUR HABITAT</p> <p>Accords de consensus sur la conservation des espèces pré-inscrites, des espèces inscrites et de leur habitat</p> <p>56. (1) La Conférence peut élaborer des accords de consensus concernant la conservation d'une espèce pré-inscrite ou d'une espèce inscrite, et de son habitat ou de la région immédiate ou périphérique de celui-ci. Ces accords peuvent prévoir des dispositions portant sur l'ensemble de ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les mesures que les autorités de gestion conviennent de prendre afin de conserver l'espèce, son habitat ou la région; b) l'élaboration d'un plan de gestion ou d'un programme de rétablissement de l'espèce; c) toute autre question que la Conférence

Procedure	(2) A consensus agreement under subsection (1) must be developed in accordance with subsection (3) and any applicable rules made under subsection 15(1).	juge nécessaire ou souhaitable afin de conserver l'espèce, son habitat ou la région.
Considerations	<p>(3) In developing a consensus agreement under subsection (1), the Conference</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) shall consider <ul style="list-style-type: none"> (i) the assessment, the reasons for the assessment, the approved species status report and any written clarification provided by SARC under section 34, (ii) the management plan or recovery strategy, if any, (iii) the results of any preparations by Management Authorities for developing the consensus agreement, and (iv) any applicable consensus agreement; and (b) may consider information provided by any other person or body. 	<p>(2) L'accord de consensus visé au paragraphe (1) Procédure doit respecter le paragraphe (3) et les règles établies en vertu du paragraphe 15(1).</p> <p>(3) Dans l'élaboration d'un accord de consensus Fondement en vertu du paragraphe (1), la Conférence :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) se fonde à la fois sur ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> (i) l'évaluation, les motifs qui la justifient, le rapport de situation de l'espèce approuvé et les précisions écrites fournies par le CEP en application de l'article 34, (ii) le plan de gestion et le programme de rétablissement, le cas échéant, (iii) les résultats des travaux préparatoires des autorités de gestion en vue d'en arriver à l'accord de consensus, (iv) les accords de consensus applicables; b) peut se fonder sur des renseignements provenant d'une autre personne, d'un autre organisme ou d'un autre gouvernement.
Restriction on designating habitat	<p>(4) A consensus agreement developed under subsection (1) may only include a provision in which the Minister, on behalf of the Government of the Northwest Territories, agrees to recommend to the Commissioner that a designation of habitat be made under section 153,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) if the Conference considers that <ul style="list-style-type: none"> (i) the habitat is essential to the survival or recovery of the species, and (ii) the designation is necessary for the conservation of the species or its habitat; (b) where the habitat is on private lands or a reserve, if the Conference is satisfied that habitat of the species on public lands is insufficient to meet the conservation or recovery needs of the species; and (c) where the habitat is on private lands, after the Conference consults with the owner of those lands. 	<p>(4) L'accord de consensus élaboré en vertu du paragraphe (1) peut prévoir que le ministre, au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, accepte de recommander au commissaire qu'une désignation d'un habitat soit faite en application de l'article 153 dans le seul cas où sont réunies les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la Conférence est d'avis que : <ul style="list-style-type: none"> (i) d'une part, l'habitat est essentiel à la survie ou au rétablissement de l'espèce, (ii) d'autre part, la désignation est nécessaire à la conservation de l'espèce ou son habitat; b) dans le cas d'un habitat se trouvant sur un territoire privé ou sur une réserve, la Conférence est convaincue que l'habitat de l'espèce situé sur un territoire domanial est insuffisant afin de satisfaire aux exigences de conservation ou de rétablissement de l'espèce; c) dans le cas d'un habitat se trouvant sur un territoire privé, la Conférence a consulté le propriétaire du territoire visé.

Owner's consent	(5) Paragraph 4(b) does not apply where the habitat is on private lands and the owner of the lands consents to the designation.	(5) L'alinéa 4(b) ne s'applique pas lorsque l'habitat est situé sur un territoire privé et lorsque le propriétaire consent à la désignation.	Consentement du propriétaire
Consensus agreement public	57. The Conference shall make a consensus agreement developed under section 56 available to the public.	57. La Conférence met à la disposition du public l'accord de consensus élaboré en vertu de l'article 56.	Accord de consensus à la disposition du public
Definitions	Management Plans and Recovery Strategies	Plans de gestion et programmes de rétablissement	
	58. In sections 59, 60, 61 and 72,	58. Les définitions suivantes s'appliquent aux articles 59, 60, 61 et 72..	Définitions
Species of special concern	"completed", in respect of a management plan or recovery strategy, means the management plan or recovery strategy has been provided to the Management Authorities and made available to the public under section 68 or 69, as the case may be; (<i>achevé</i>)	«achevé» : À l'égard d'un plan de gestion ou d'un programme de rétablissement, signifie que ce plan ou ce programme a été remis aux autorités de gestion et mis à la disposition du public en application de l'article 68 ou 69 respectivement. (<i>completed</i>)	
Completion date beyond two years	"preparer" means the person responsible for preparing a management plan or recovery strategy. (<i>auteur</i>)	«auteur» La personne responsable de l'élaboration du plan de gestion ou du programme de rétablissement. (<i>préparer</i>)	
Dates and reasons to public	Management Plan for Conservation of Species of Special Concern	Conservation des espèces préoccupantes - plan de gestion	
Threatened or endangered species	59. (1) If a species is listed as a species of special concern, a management plan for the species must be prepared and completed by a completion date determined by the Conference, which must be within two years after the species is listed as a species of special concern.	59. (1) Si une espèce est inscrite en tant qu'espèce préoccupante, un plan de gestion doit être élaboré et achevé au plus tard à une date d'achèvement que détermine la Conférence, qui doit être au plus tard deux ans après l'inscription de l'espèce à ce titre.	Espèce préoccupante
	(2) Notwithstanding subsection (1), the completion date may exceed two years if the Conference is satisfied by reasons provided by the preparer that the management plan cannot be prepared and completed within that period.	(2) Malgré le paragraphe (1), la date d'achèvement peut être reportée à plus tard si la Conférence accepte les motifs de l'auteur établissant qu'il est impossible d'élaborer et d'achever le plan de gestion dans le délai de deux ans prévu.	Report de la date d'achèvement
	(3) The Conference shall make the completion dates and the preparer's reasons referred to in subsections (1) and (2) available to the public.	(3) La Conférence met à la disposition du public les dates d'achèvement et les motifs de l'auteur visés aux paragraphes (1) et (2).	Dates et motifs à la disposition du public
	Recovery Strategy for Threatened, Endangered or Extirpated Species	Programme de rétablissement des espèces pour les espèces menacées, les espèces en voie de disparition et les espèces disparues	
	60. (1) If a species is listed as a threatened species or an endangered species, a recovery strategy must be prepared and completed by a completion date determined by the Conference, which must be	60. (1) Si une espèce est inscrite en tant qu'espèce menacée ou qu'espèce en voie de disparition, un programme de rétablissement doit être élaboré et achevé au plus tard à la date d'achèvement fixée par la Conférence, qui doit être, selon le cas :	Espèces menacées ou espèces en voie de disparition
	(a) within two years after the species is listed as a threatened species; or	a) au plus tard deux ans après l'inscription de l'espèce en tant qu'espèce menacée;	
	(b) within one year after the species is listed as an endangered species.	b) au plus tard un an après l'inscription de	

		l'espèce en tant qu'espèce en voie de disparition.	
Completion date beyond two years	(2) Notwithstanding paragraphs (1)(a) and (b), the completion date may exceed two years or one year respectively, if the Conference is satisfied by reasons provided by the preparer that the recovery strategy cannot be prepared and completed within that period.	(2) Malgré les alinéas (1)a) et b), la date d'achèvement peut être reportée à plus tard si la Conférence accepte les motifs de l'auteur établissant qu'il est impossible d'élaborer et d'achever le programme de rétablissement dans le délai prévu de deux ans ou d'un an, selon le cas.	Report de la date d'achèvement
Extirpated species	(3) If a species is listed as an extirpated species, a recovery strategy may be prepared.	(3) Si l'espèce est inscrite en tant qu'espèce disparue, un plan de rétablissement peut être élaboré.	Espèces disparues
Dates and reasons public	(4) The Conference shall make the completion dates and the preparer's reasons referred to in subsections (1) and (2) available to the public.	(4) La Conférence met à la disposition du public les dates d'achèvement et les motifs de l'auteur visés aux paragraphes (1) et (2).	Dates et motifs à la disposition du public
Preparation and completion	Preparation of Management Plan and Recovery Strategy	Élaboration du plan de gestion et du programme de rétablissement	
	61. (1) A management plan or recovery strategy must be prepared and completed in accordance with this section and sections 62 to 69.	61. (1) Le plan de gestion ou le programme de rétablissement doit être élaboré et achevé conformément au présent article et aux articles 62 à 69.	Élaboration et achèvement
Preparation process	(2) The Conference may establish a process for preparing a management plan or recovery strategy.	(2) La Conférence peut prévoir un processus d'élaboration du plan de gestion ou du programme de rétablissement.	Processus d'élaboration
Minister's responsibility	(3) If the Conference does not establish a process for preparing a management plan or recovery strategy within three months after a species is listed, the Minister is responsible for preparing the management plan or recovery strategy, and shall request the Conference's advice concerning its preparation.	(3) Si la Conférence ne prévoit aucun processus d'élaboration du plan de gestion ou du programme de rétablissement dans les trois mois suivant l'inscription d'une espèce, il revient au ministre de le faire, et il demande alors les conseils de la Conférence sur le sujet.	Responsabilité du ministre
Delegation and involvement in preparation	(4) Subject to any guidelines under section 62, the preparer may delegate the preparation of a management plan or recovery strategy, or any part of it, to any person or body, or involve any person or body in its preparation.	(4) Sous réserve de ce que prévoient les lignes directrices établies en vertu de l'article 62, l'auteur peut déléguer l'élaboration du plan de gestion ou du programme de rétablissement, en tout ou en partie, à une personne ou à un organisme, ou demander à une personne ou à un organisme de participer à son élaboration.	Délégation et participation à l'élaboration
Recommendations	(5) The Conference or a Management Authority may recommend measures to conserve the species and its habitat or the area in which the habitat is located or the surrounding area to the preparer.	(5) La Conférence ou une autorité de gestion peut recommander à l'auteur des mesures de conservation de l'espèce et de son habitat ou de la région immédiate ou périphérique de celui-ci.	Recommandations

Considerations	(6) In preparing the management plan or recovery strategy, the preparer	(6) Lorsqu'il élabore un plan de gestion ou un programme de rétablissement, l'auteur :
	<p>(a) shall consider</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) the assessment, the reasons for the assessment, the approved species status report and any written clarification provided by SARC under section 34, (ii) any recommendations under subsection (5), (iii) any applicable consensus agreement; and <p>(b) may consider information provided by any person or body.</p>	<p>a) se fonde à la fois sur ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) l'évaluation, les motifs qui la justifient, le rapport de situation de l'espèce approuvé et les précisions écrites fournies par le CEP en application de l'article 34, (ii) les recommandations faites en vertu du paragraphe (5), (iii) les accords de consensus applicables; <p>b) peut se fonder sur des renseignements provenant d'une personne, d'un organisme ou d'un gouvernement.</p>
Review of regulations	(7) The preparer shall review any designation made under section 153 and any regulations made under section 151, 152 or 154, that apply to the species and include in the proposed management plan or recovery strategy recommendations to continue, amend or repeal the designation or regulations in respect of the species.	(7) L'auteur révise les désignations établies en vertu de l'article 153 et les règlements pris en vertu de l'article 151, 152 ou 154 qui s'appliquent à l'espèce et inclut, dans l'ébauche du plan de gestion ou du programme de rétablissement, des recommandations à l'effet de les maintenir, de les modifier ou de les abroger.
Approach	(8) A multi-species or an ecosystem approach may be adopted in preparing a management plan or recovery strategy.	(8) L'élaboration du plan de gestion ou du programme de rétablissement peut adopter une approche plurispecifique ou une approche écosystémique.
Contents of management plan, recovery strategy	<p>(9) A management plan or recovery strategy must include</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) everything the guidelines under section 62 require to be included in a management plan or recovery strategy; (b) a description of the existing and potential threats to and positive influences on the survival and recovery of the species; (c) a description of the existing and potential threats to and positive influences on the habitat of the species; (d) in the case of a management plan, recommendations on objectives for the management of the species and approaches to achieve those objectives; and (e) in the case of a recovery strategy, recommendations on objectives for the conservation and recovery of the species and approaches to achieve those objectives. 	<p>(9) Le plan de gestion ou le programme de rétablissement doit inclure les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) tout ce que les lignes directrices établies en vertu de l'article 62 prévoient comme devant faire partie d'un plan de gestion ou d'un programme de rétablissement; b) une description des menaces réelles et potentielles à l'égard de la survie et du rétablissement de l'espèce, et des effets positifs sur ceux-ci; c) une description des menaces réelles et potentielles à l'égard de l'habitat de l'espèce et des effets positifs sur celui-ci; d) dans le cas d'un plan de gestion, des recommandations quant aux objectifs de gestion de l'espèce et quant aux approches à adopter pour les atteindre; e) dans le cas d'un programme de rétablissement, des recommandations quant aux objectifs de conservation et de rétablissement de l'espèces et quant aux approches à adopter pour les atteindre.

Révision des règlements

<p>Contents if recovery not feasible</p> <p>(10) If the preparer of a recovery strategy determines that the recovery of a threatened species, an endangered species or an extirpated species is not biologically feasible, the recovery strategy must include</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the reasons why recovery is not biologically feasible; and (b) any other information that the Conference considers appropriate. 	<p>(10) Si l'auteur d'un programme de rétablissement établit que le rétablissement d'une espèce menacée, d'une espèce en voie de disparition ou d'une espèce disparue n'est pas faisable d'un point de vue biologique, le programme de rétablissement doit inclure les deux éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les motifs qui expliquent que le rétablissement n'est ainsi pas faisable; b) les autres renseignements que la Conférence juge appropriés. 	<p>Rétablissement non faisable</p>
<p>Guidelines</p> <p>62. The Conference may establish guidelines respecting the preparation of a management plan or recovery strategy.</p>	<p>62. La Conférence peut établir des lignes directrices concernant l'élaboration d'un plan de gestion ou d'un programme de rétablissement.</p>	<p>Lignes directrices</p>
<p>Use of existing plan, strategy</p> <p>63. The preparer may incorporate into a management plan or recovery strategy all or part of an existing plan or strategy prepared by any person or body.</p>	<p>63. L'auteur peut incorporer dans un plan de gestion ou un programme de rétablissement, en tout ou en partie, un plan ou un programme actuel élaboré par une personne ou par un organisme.</p>	<p>Plan ou programme actuel</p>
<p>Proposed plan or strategy to Management Authorities</p> <p>64. The preparer shall provide a proposed management plan or recovery strategy to the Management Authorities for their consideration.</p>	<p>64. L'auteur remet aux autorités de gestion une ébauche du plan de gestion ou du programme de rétablissement aux fins de considération.</p>	<p>Ébauche remise aux autorités de gestion</p>
	<p>Consensus Agreement on Accepting Management Plan or Recovery Strategy</p>	<p>Accord de consensus sur l'acceptation du plan de gestion ou du programme de rétablissement</p>
<p>Discussion and time frame</p> <p>65. (1) Within three months after the preparer provides a proposed management plan or recovery strategy to the Management Authorities, the Conference shall</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) discuss the proposed management plan or recovery strategy; (b) identify and co-ordinate the preparations Management Authorities agree to undertake for developing a consensus agreement on accepting a management plan or recovery strategy; and (c) establish a time frame for Management Authorities to complete their preparations. 	<p>65. (1) Au plus tard trois mois après que l'auteur ait remis aux autorités de gestion une ébauche du plan de gestion ou du programme de rétablissement, la Conférence :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) en discute le contenu; b) identifie et coordonne les travaux préparatoires que les autorités de gestion conviennent d'entreprendre en vue d'élaborer un accord de consensus sur l'acceptation du plan de gestion ou d'un programme de rétablissement, c) élabore un échéancier des travaux préparatoires à l'intention des autorités de gestion. 	<p>Discussion de l'ébauche</p>
<p>Public involvement</p> <p>(2) The preparations by the Government of the Northwest Territories referred to in paragraph (1)(b) must include an opportunity for the public to provide comments to the Minister on the proposed management plan or recovery strategy, and may include further engagement of the public by the Minister regarding the proposed management plan or recovery strategy, in the manner and form the Minister considers appropriate.</p>	<p>(2) Les travaux préparatoires du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest visés à l'alinéa (1)b) doivent donner au public l'occasion de fournir des commentaires au ministre concernant l'ébauche du plan de gestion ou du programme de rétablissement et peut en outre prévoir la participation subséquente du public à l'ébauche du plan de gestion ou du programme de rétablissement de la façon et en la forme que le ministre juge appropriées.</p>	<p>Participation du public</p>

Advice to the Conference	(3) The preparer shall provide advice to the Conference relating to the proposed management plan or recovery strategy if requested by the Conference.	Conseils à la Conférence
Consensus agreement on accepting plan or strategy	66. (1) As soon as is practicable after the Management Authorities have completed their preparations referred to in paragraph 65(1)(b), the Conference shall meet to develop a consensus agreement on accepting a management plan or recovery strategy.	Accord de consensus sur l'acceptation d'un plan ou d'un programme
Considerations	(2) In developing a consensus agreement under subsection (1), the Conference shall consider <ul style="list-style-type: none"> (a) the assessment, the reasons for the assessment, the approved species status report and any written clarification provided by SARC under section 34; (b) the proposed management plan or recovery strategy; (c) the results of the preparations; and (d) any applicable consensus agreement. 	Fondement
Required content	(3) A consensus agreement must set out <ul style="list-style-type: none"> (a) that the Conference has reached a consensus on accepting a management plan or recovery strategy, which may be the proposed management plan or recovery strategy as submitted by the preparer, or with any changes made by the Conference; and (b) the actions Management Authorities agree to take with respect to accepting the management plan or recovery strategy. 	Contenu obligatoire
Consensus agreement to Minister	(4) The Conference shall provide a consensus agreement to the Minister.	Remise de l'accord de consensus au ministre
Notice of no consensus agreement	67. If the Conference does not complete a consensus agreement under section 66 by the day that is three months before a recovery strategy completion date determined under section 60, the Conference shall <ul style="list-style-type: none"> (a) provide written notice to the Minister that no consensus agreement has been developed; and (b) make the notice available to the public. 	Avis d'absence d'accord de consensus

**Completion of
Management Plan or Recovery Strategy**

Minister's
duties - if
consensus
agreement

68. Within three months after receiving a consensus agreement developed under section 66, the Minister shall

- (a) make it available to the public;
- (b) provide the management plan or recovery strategy to the Management Authorities; and
- (c) make the management plan or recovery strategy available to the public.

Minister's
duties -if no
consensus
agreement

69. Within three months after the earlier of the day a notice is received under section 67 that no consensus agreement has been developed, and the day that is three months before a recovery strategy completion date determined under section 60, the Minister shall

- (a) consider
 - (i) the assessment, the reasons for the assessment, the approved species status report and any written clarification provided by SARC under section 34,
 - (ii) the proposed management plan or recovery strategy,
 - (iii) the results of the preparations by Management Authorities referred to in subsection 65(1), and
 - (iv) any applicable consensus agreement;
- (b) make any changes to the proposed management plan or recovery strategy that the Minister considers appropriate;
- (c) provide the management plan or recovery strategy to the Management Authorities; and
- (d) make the management plan or recovery strategy available to the public.

Consensus
agreements
respecting
implementation

**Consensus Agreements Respecting
Implementation of Management Plans
and Recovery Strategies**

70. (1) The Conference may develop consensus agreements respecting the implementation of a management plan or recovery strategy, which may include provisions respecting

- (a) the actions Management Authorities agree to take to implement a management

**Achèvement du plan de gestion ou
du programme de rétablissement**

68. Au plus tard trois mois après avoir reçu un accord de consensus en vertu de l'article 66, le ministre, à la fois :

- a) met cet accord à la disposition du public;
- b) remet le plan de gestion ou le programme de rétablissement aux autorités de gestion;
- c) met le plan de gestion ou le programme de rétablissement à la disposition du public.

69. Au plus tard trois mois après la date de réception d'un avis en application de l'article 67 à l'effet qu'aucun accord de consensus n'a été élaboré ou, si elle est antérieure, la date qui est trois mois avant la date d'achèvement d'un programme de rétablissement fixée en application de l'article 60, le ministre, à la fois :

- a) étudie :
 - (i) l'évaluation, les motifs qui la justifient, le rapport de situation de l'espèce approuvé et les précisions écrites fournies par le CEP en application de l'article 34,
 - (ii) l'ébauche du plan de gestion ou du programme de rétablissement,
 - (iii) les résultats des travaux préparatoires des autorités de gestion visés au paragraphe 65(1),
 - (iv) les accords de consensus applicables;
- b) apporte à l'ébauche du plan de gestion ou du programme de rétablissement les modifications qu'il juge appropriées;
- c) remet aux autorités de gestion le plan de gestion ou le programme de rétablissement;
- d) met le plan de gestion ou le programme de rétablissement à la disposition du public.

**Accords de consensus concernant
la mise en oeuvre des plans de gestion
et des programmes de rétablissement**

70. (1) La Conférence peut élaborer des accords de consensus concernant la mise en oeuvre d'un plan de gestion ou d'un programme de rétablissement. Ces accords peuvent prévoir des dispositions portant à la fois sur ce qui suit :

- a) les mesures que les autorités de gestion

Obligation du
ministre en
présence
d'un accord
de consensus

Obligation du
ministre en
l'absence
d'un accord
de consensus

Accords de
consensus
sur la mise en
oeuvre

	<p>plan or recovery strategy; and</p> <p>(b) any other matter that the Conference considers necessary or advisable respecting the implementation of a management plan or recovery strategy.</p>	<p>acceptent de prendre afin de mettre en oeuvre un plan de gestion ou un programme de rétablissement;</p> <p>b) toute autre question que la Conférence juge nécessaire ou souhaitable afin de mettre en oeuvre un plan de gestion ou un programme de rétablissement.</p>
Procedure	<p>(2) A consensus agreement under subsection (1) must be developed in accordance with subsection (3) and any applicable rules made under subsection 15(1).</p>	<p>(2) L'accord de consensus visé au paragraphe (1) Procédure doit respecter le paragraphe (3) et les règles applicables établies en application du paragraphe 15(1).</p>
Considerations	<p>(3) In developing a consensus agreement under subsection (1), the Conference</p> <p>(a) shall consider</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) the assessment, the reasons for the assessment, the approved species status report and any written clarification provided by SARC under section 34, (ii) the management plan or recovery strategy, (iii) the results of any preparations by Management Authorities for developing the consensus agreement, and (iv) any applicable consensus agreement; and <p>(b) may consider information provided by any person or body.</p>	<p>(3) Dans l'élaboration d'un accord de consensus Fondement en vertu du paragraphe (1), la Conférence :</p> <p>a) se fonde à la fois sur ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) l'évaluation, les motifs qui la justifient, le rapport sur la situation d'une espèce approuvé et les précisions écrites fournies par le CEP en application de l'article 34, (ii) le plan de gestion ou le programme de rétablissement, le cas échéant, (iii) les résultats des travaux préparatoires des autorités de gestion en vue d'en arriver à l'accord de consensus; (iv) les accord de consensus applicables. <p>b) peut se fonder sur des renseignements provenant d'une personne ou d'un organisme.</p>
Restriction on designating habitat	<p>(4) A consensus agreement developed under subsection (1) may only include a provision in which the Minister, on behalf of the Government of the Northwest Territories, agrees to recommend to the Commissioner that a designation of habitat be made under section 153,</p> <p>(a) if the Conference considers that</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) the habitat is essential to the survival or recovery of the species, and (ii) the designation is necessary for the conservation of the species or its habitat; <p>(b) where the habitat is on private lands or a reserve, if the Conference is satisfied that habitat of the species on public lands is insufficient to meet the conservation or recovery needs of the species; and</p> <p>(c) where the habitat is on private lands, after the Conference consults with the owner of those lands.</p>	<p>(4) L'accord de consensus élaboré en vertu du paragraphe (1) peut prévoir que le ministre, au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, accepte de recommander au commissaire qu'une désignation d'un habitat soit faite en application de l'article 153 dans le seul cas où sont réunies les conditions suivantes :</p> <p>a) la Conférence est d'avis que :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) d'une part, l'habitat, est essentiel à la survie ou au rétablissement de l'espèce, (ii) d'autre part, la désignation est nécessaire à la conservation de l'espèce ou son habitat; <p>b) dans le cas d'un habitat situé sur un territoire privé ou sur une réserve, la Conférence est convaincue que l'habitat de l'espèce situé sur un territoire domanial est insuffisant afin de satisfaire aux exigences de conservation ou de rétablissement de l'espèce;</p> <p>c) dans le cas d'un habitat situé sur un</p>

Restrictions applicables à la désignation d'un habitat

Owner's consent	(5) Paragraph (4)(b) does not apply where the habitat is on private lands and the owner of the lands consents to the designation.	territoire privé, une fois que la Conférence a consulté le propriétaire du territoire visé.
Consensus agreement public	71. The Conference shall make a consensus agreement developed under section 70 available to the public.	(5) L'alinéa 4(b) ne s'applique pas lorsque l'habitat est situé sur un territoire privé et lorsque le propriétaire du territoire consent à la désignation.
Minister's statement	Implementation of Management Plan or Recovery Strategy by Minister	71. La Conférence met l'accord de consensus élaboré en vertu de l'article 70 à la disposition du public.
Effect on consensus agreements	72. (1) If the Conference does not develop a consensus agreement on implementing a management plan or recovery strategy under section 70 within nine months after the management plan or recovery strategy is completed, the Minister shall provide to the Conference and make available to the public a statement that summarizes the actions the Minister intends to take to implement the management plan or recovery strategy.	Mise en oeuvre du plan de gestion ou du programme de rétablissement par le ministre
Progress report	(2) For greater certainty, a statement by the Minister under subsection (1) does not preclude the Conference from developing consensus agreements under section 70.	72. (1) Si la Conférence n'élabore aucun accord de consensus concernant la mise en oeuvre d'un plan de gestion ou d'un programme de rétablissement en vertu de l'article 70 dans les neuf mois après l'achèvement du plan de gestion ou du programme de rétablissement, le ministre remet à la Conférence une déclaration qui fait état des mesures de mise en oeuvre qu'il entend prendre à l'égard du plan de gestion ou du programme de rétablissement, et il met cette déclaration à la disposition du public.
Report public	Progress Reports, Reviews and Amendment	(2) Il est entendu que la déclaration du ministre en vertu du paragraphe (1) n'empêche pas la Conférence d'élaborer des accords de consensus en application de l'article 70.
Review of management plan, recovery strategy	73. (1) The Conference shall prepare a report every five years, or sooner if required by a management plan or recovery strategy, on the actions taken to implement a management plan or recovery strategy and on the progress made towards meeting its objectives.	Rapports provisoires, révisions et modifications
Amending management plan, recovery strategy	(2) The Conference shall make the report available to the public.	73. (1) La Conférence prépare un rapport tous les cinq ans, ou plus tôt si le plan de gestion ou le programme de rétablissement l'exige, sur les mesures entreprises en vue de mettre en oeuvre le plan de gestion ou le programme de rétablissement et sur la progression vers les objectifs visés.
	74. The Conference shall review a management plan or recovery strategy every five years.	(2) La Conférence met le rapport à la disposition du public.
	75. Sections 61 to 69 apply, with such modifications as the circumstances require, to the amendment of a management plan or recovery strategy.	74. La Conférence révise le plan de gestion ou le programme de rétablissement tous les cinq ans.
		75. Les articles 61 à 69 s'appliquent, avec les modifications nécessaires, à la modification du plan de gestion ou du programme de rétablissement.

Minister's Submissions on Proposed Developments and Applications

Submission to development authorities

76. If the Minister considers that a proposed development may affect a pre-listed species or a listed species or its habitat or the area in which the habitat is located or the surrounding area, and the development proposal undergoes a preliminary screening or a screening or is referred for environmental assessment or an environmental impact review, the Minister shall make a submission to the responsible body respecting the potential impacts of the proposed development on the species, habitat or area.

Submission to land and water authorities

77. If the Minister considers that an application for a land use permit or water licence may affect a pre-listed species or listed species or its habitat or the area in which the habitat is located or the surrounding area, the Minister shall make a submission regarding the potential impacts of the proposed permit or licence on the species, habitat or area to the body considering the application.

Submission to land use authorities

78. If the Minister considers that a designation made under section 153 or a regulation made under section 151, 152, 154 or 155 may conflict or be inconsistent with a provision under a land use plan or a proposed land use plan, the Minister shall make a submission regarding the purpose and need for the designation or regulation to the appropriate land use planning body, and request that the land use plan take the purpose and need for the designation or regulation into account.

Agreement on habitat conservation

79. (1) The Minister may enter into an agreement with an owner of private lands for the purpose of conserving the habitat of a pre-listed species or a listed species or the area in which the habitat is located or the surrounding area.

Consideration of consensus agreement

(2) Before entering into an agreement under subsection (1) or making an order under subsection (3), the Minister shall consider any applicable consensus agreement developed under section 56.

Order exempting activities

(3) For the purposes of an agreement under subsection (1), the Minister may, by order, provide that section 80 or a regulation made under section 151, 152, 154 or 155 does not apply to a person who is engaging in an activity authorized by the agreement

Représentations du ministre relatives aux propositions de mise en valeur et aux demandes

76. S'il est d'avis qu'une proposition de mise en valeur risque d'affecter une espèce pré-inscrite ou une espèce inscrite ou son habitat ou la région immédiate ou périphérique de celui-ci, et que cette proposition fait l'objet d'un examen préliminaire ou d'un examen, ou est renvoyée aux fins d'évaluation environnementale ou d'étude d'impact environnemental, le ministre fait une représentation à l'intention de l'organisme responsable concernant les effets potentiels de la proposition de mise en valeur sur l'espèce, son habitat ou la région.

Représentation relative à une proposition de mise en valeur

77. S'il est d'avis qu'une demande de permis d'utilisation des terres ou de permis d'exploitation hydraulique risque d'affecter une espèce pré-inscrite ou une espèce inscrite ou son habitat ou la région immédiate ou périphérique de celui-ci, le ministre fait une représentation à l'intention de l'organisme saisi de la demande concernant les effets potentiels du permis proposé sur l'espèce, sur son habitat ou sur la région.

Représentation à l'intention des autorités saisis

78. S'il est d'avis qu'une désignation faite en application de l'article 153 ou qu'un règlement pris en application de l'article 151, 152, 154 ou 155 risque d'être incompatible avec une disposition d'un plan d'aménagement actuel ou proposé, le ministre fait une représentation concernant le but et la nécessité de faire la désignation ou de prendre le règlement à l'intention de l'organisme d'aménagement des terres et demande que le plan d'aménagement tienne compte de la désignation ou du règlement.

Représentation à l'intention des autorités d'aménagement des terres

Entente sur la conservation de l'habitat

79. (1) Le ministre peut conclure avec le propriétaire d'un territoire privé une entente en vue de conserver l'habitat d'une espèce pré-inscrite ou d'une espèce inscrite ou sa région immédiate ou périphérique.

Entente sur la conservation de l'habitat

(2) Avant de conclure l'entente prévue au paragraphe (1) ou de prendre un arrêté en vertu du paragraphe (3), le ministre tient compte des accords de consensus applicables élaborés en application de l'article 56.

Prise en considération des accords de consensus

(3) Pour l'application d'une entente en vertu du paragraphe (1), le ministre peut, par arrêté, prévoir que l'article 80 ou un règlement pris en application de l'article 151, 152, 154 ou 155 ne s'applique pas à une personne qui se livre à une activité autorisée dans

Exemption de certaines activités par arrêté

Requirement for compliance	<p>that, except for the order, would contravene section 80 or that regulation.</p> <p>(4) An exemption described in subsection (3) does not apply unless the owner complies with the agreement and any terms and conditions of the order.</p>	<p>l'entente qui, autrement, contreviendrait à l'article 80 ou à ce règlement.</p> <p>(4) L'exemption prévue au paragraphe (3) ne s'applique qu'à la seule condition où le propriétaire respecte l'entente et les conditions de l'arrêté.</p>
Preconditions	<p>(5) The Minister may only make an order under subsection (3) if he or she is satisfied that</p>	<p>(5) Le ministre peut prendre un arrêté en vertu du paragraphe (3) à la seule condition d'être convaincu à la fois de ce qui suit :</p>
	<ul style="list-style-type: none"> (a) affecting the species is incidental to the activity; (b) all reasonable alternatives to the activity that would reduce any negative impacts on the species and its habitat have been considered, and the best alternative has been adopted; (c) all feasible measures will be taken to minimize any negative impacts of the activity on the species and its habitat; and (d) the activity will not jeopardize the survival or recovery of the species. 	<ul style="list-style-type: none"> a) l'activité ne touche l'espèce que de façon incidente; b) toutes les solutions de rechange raisonnables susceptibles de minimiser les effets négatifs de l'activité pour l'espèce et pour son habitat ont été envisagées et la meilleure solution a été retenue; c) toutes les mesures faisables seront prises afin de minimiser les effets négatifs de l'activité pour l'espèce et pour son habitat; d) l'activité ne mettra pas en péril la survie ou le rétablissement de l'espèce.
Considerations	<p>(6) In satisfying himself or herself of the matters referred to in subsection (5), the Minister</p>	<p>(6) Pour se convaincre de l'existence des fondements déterminées au paragraphe (5), le ministre :</p>
	<ul style="list-style-type: none"> (a) shall consider <ul style="list-style-type: none"> (i) the assessment, the reasons for the assessment, the approved species status report and any written clarification provided by SARC under section 34, (ii) the management plan or recovery strategy, if any, and (iii) any applicable consensus agreement; and (b) may consider information provided by any person or body. 	<ul style="list-style-type: none"> a) se fonde à la fois sur ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> (i) l'évaluation, les motifs qui la justifient, le rapport de situation de l'espèce approuvé et les précisions écrites fournies par le CEP en application de l'article 34, (ii) le plan de gestion ou le programme de rétablissement, le cas échéant, (iii) les accords de consensus applicables; b) peut se fonder sur des renseignements provenant d'une personne ou d'un organisme.
Terms and conditions	<p>(7) An order under subsection (3),</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) may restrict or specify the circumstances in which, or the activities in respect of which, it applies; (b) must contain the terms and conditions that the Minister considers necessary to <ul style="list-style-type: none"> (i) conserve the species and its habitat, (ii) minimize the impact of the authorized activity on the species and its habitat, or (iii) provide for the recovery of the species; and (c) may contain other conditions that the Minister considers appropriate, 	<p>(7) L'arrêté pris en application du paragraphe (3) :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) peut limiter ou préciser les circonstances de son application ou les activités qu'il vise; b) doit prévoir les conditions que le ministre juge nécessaires aux fins suivantes, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> (i) conserver l'espèce et son habitat, (ii) minimiser les effets de l'activité autorisée sur l'espèce et sur son habitat, (iii) permettre le rétablissement de l'espèce;

- including, but not limited to,
- (i) the deposit of a bond in a form and in an amount satisfactory to the Minister to ensure compliance with the agreement and its terms and conditions and to enable the Minister to remedy any damage or destruction caused by non-compliance,
 - (ii) if habitat is damaged or destroyed by an activity authorized by the agreement, requiring the owner to remedy the damage or destruction or to enhance another area so that it could become habitat suitable for the species, and
 - (iii) if the area in which habitat is located or the surrounding area is damaged or destroyed by an activity authorized by the agreement, requiring the owner to remedy the damage or destruction.
- c) peut prévoir d'autres conditions que le ministre estime appropriées, notamment les suivantes :
- (i) le dépôt d'une caution, en la forme et d'un montant que le ministre juge satisfaisants afin d'assurer le respect de l'entente et de ses conditions, et la réparation de tout dommage ou de toute destruction découlant d'une violation,
 - (ii) si l'habitat est endommagé ou détruit à la suite d'une activité autorisée dans l'entente, l'obligation pour le propriétaire de réparer le dommage ou la destruction ou d'améliorer une autre région afin qu'elle puisse devenir un habitat convenable pour l'espèce;
 - (iii) si la région où se situe l'habitat ou la région périphérique est endommagée ou détruite à la suite d'une activité autorisée dans l'entente, l'obligation pour le propriétaire de réparer le dommage ou la destruction.

Annual list of agreements

(8) The Minister shall, by July 1 in each year, provide the Conference with a list of agreements and orders made under this section in the previous fiscal year.

Designated Habitat

Prohibition

80. No person shall destroy any part of designated habitat.

Agreement if designated habitat on private lands

81. (1) Before designating habitat on private lands, the Minister shall make reasonable efforts to enter into an agreement with the owner of the lands respecting impacts of the designation and conservation of the species and its designated habitat.

Contents

(2) An agreement may include, but is not limited to, provisions respecting

- (a) mitigation of any negative impacts as a result of the designation or of a regulation made under section 154;
- (b) compensation to the owner for economic losses actually incurred as a result of any extraordinary impacts of the designation or of the regulation made under section 154, based on demonstrated use at the time the designation or the regulation comes into force, as the case

(8) Le ministre, au plus tard le 1^{er} juillet de chaque année, remet à la Conférence une liste des ententes conclues et des arrêtés pris en vertu du présent article au cours de l'exercice précédent.

Habitat désigné

80. Il est interdit de détruire toute partie d'un habitat désigné.

81. (1) Avant de désigner un habitat situé sur un territoire privé, le ministre consent des efforts raisonnables pour conclure avec le propriétaire du territoire une entente portant sur les effets de la désignation et de la conservation d'une espèce et de son habitat désigné.

(2) L'entente peut notamment prévoir les dispositions suivantes :

- a) une atténuation des effets négatifs attribuables à la désignation ou au règlement pris en application de l'article 154;
- b) la compensation du propriétaire pour les pertes économiques réelles encourues à la suite d'effets extraordinaires découlant de la désignation ou du règlement pris en vertu de l'article 154, établie en fonction de l'utilisation constatée au moment de

Habitat désigné situé sur un territoire privé

may be. l'entrée en vigueur de la désignation ou du règlement, selon le cas.

Compensation (3) If habitat is designated on private lands and an agreement is not reached, the Minister may, in accordance with the regulations, provide compensation to the owner of the lands for economic losses actually incurred as a result of any extraordinary impacts of the designation.

Compensation (3) Si l'habitat désigné se situe sur un territoire privé et qu'aucune entente n'est conclue, le ministre peut, conformément aux règlements, prévoir la compensation du propriétaire du territoire pour les pertes économiques réelles encourues à la suite d'effets extraordinaires découlant de la désignation.

Exemptions and Permits

Exemptions for certain activities 82. (1) Section 80 and the regulations made under sections 151, 152 and 154 and paragraph 155(b), do not apply to a person in respect of activities by the person

Exemptions applicables à certaines activités

- (a) that are
 - (i) necessary for the protection of human health, human safety or national security, and
 - (ii) authorized by or under legislation of the Northwest Territories or Canada; or
- (b) that are authorized by a permit issued under section 84.

Duties of person undertaking activity (2) A person who undertakes any activity described in paragraph (1)(a)

Obligations

- (a) shall inform the Minister of the activity and the reasons for undertaking it as soon as is practicable; and
- (b) shall undertake the activity in a manner that diverges from section 80 and the regulations made under sections 151, 152 and 154 and paragraph 155(b) to the least extent possible.

Exemptions for possession 83. A regulation made under subparagraph 151(1)(d)(iii) that imposes a prohibition against possessing an individual of a species or any part or derivative of such an individual, does not apply to a person who possesses one or more individuals, or parts or derivatives of individuals, of a species if

Exemptions applicables à la possession

- (a) it was in the person's possession on the coming into force of the regulation;
- (b) it is used by the person for Aboriginal ceremonial or medicinal purposes, or as part of ceremonial dress used for Aboriginal ceremonial or cultural purposes;
- (c) the person acquired it by succession from another person who was entitled to possess it under this Act;
- (d) it is otherwise excluded under the regulations, or is a member of a class of

83. Un règlement pris en vertu du sous-alinéa 151(1)d)(iii) qui interdit la possession d'individus, de parties ou de produits d'individu d'une espèce ne s'applique pas à une personne qui possède un ou plusieurs individus, parties ou produits d'individus d'une espèce lorsque l'individu, la partie ou le produit, selon le cas :

- a) était en la possession de la personne au moment de l'entrée en vigueur du règlement;
- b) est utilisé par la personne à des fins de cérémonie ou à des fins médicinales autochtones, ou fait partie d'un habit officiel utilisé par la personne à des fins de cérémonie ou de manifestations culturelles autochtones;
- c) a été hérité d'une personne qui avait droit à sa possession au titre de la présente loi;

Powers of Minister re: permits	<p>individuals, parts or derivatives that is so excluded; or</p> <p>(e) the person is otherwise exempt under the regulations.</p>	<p>d) est exclu en vertu des règlements ou fait partie d'une catégorie d'individus, de parties ou de produits ainsi exclue;</p> <p>e) la personne fait l'objet d'une exemption en vertu des règlements.</p>
Consideration of consensus agreement	<p>84. (1) The Minister may issue a permit authorizing the recipient to engage in an activity that, except for the permit, would contravene section 80 or a regulation made under section 151, 152, 154 or 155.</p> <p>(2) Before issuing a permit under subsection (1), the Minister shall consider any applicable consensus agreement developed under section 56.</p>	<p>84. (1) Le ministre peut délivrer un permis autorisant le titulaire à se livrer à une activité qui, si ce n'était du permis, contreviendrait à l'article 80 ou à un règlement pris en vertu de l'article 151, 152, 154 ou 155.</p> <p>(2) Avant de délivrer un permis en application du paragraphe (1), le ministre tient compte des accords de consensus applicables élaborés en application de l'article 56.</p>
Purpose, preconditions	<p>(3) The Minister may only issue a permit under subsection (1) if he or she is satisfied that</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) affecting the species is incidental to the activity; or (b) the activity <ul style="list-style-type: none"> (i) is scientific research relating to the conservation of the species and is conducted by qualified persons, (ii) benefits the species or could reasonably be expected to enhance its chances of survival, (iii) is necessary for the health of animals or plants, or (iv) is for Aboriginal ceremonial, medicinal or cultural purposes; and (c) all reasonable alternatives to the activity that would reduce any negative impacts on the species and its habitat have been considered, and the best alternative has been adopted; (d) all feasible measures will be taken to minimize any negative impacts of the activity on the species and its habitat; and (e) the activity will not jeopardize the survival or recovery of the species. 	<p>(3) Le ministre peut délivrer un permis en vertu du paragraphe (1) à la seule condition d'être convaincu à la fois que :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'activité ne touche l'espèce que de façon incidente; b) l'activité : <ul style="list-style-type: none"> (i) est une recherche scientifique sur la conservation de l'espèce menée par des personnes compétentes, (ii) profite à l'espèce ou pourrait raisonnablement augmenter ses chances de survie, (iii) est nécessaire à la santé de l'animal ou des végétaux, (iv) sert à des fins de cérémonie, ou à des fins médicinales ou culturelles autochtones; c) toutes les solutions de recharge raisonnables susceptibles de minimiser les effets négatifs de l'activité pour l'espèce et pour son habitat ont été envisagées et la meilleure solution a été retenue; d) toutes les mesures faisables seront prises afin de minimiser les effets négatifs de l'activité pour l'espèce et pour son habitat; e) l'activité ne mettra pas en péril la survie ou le rétablissement de l'espèce.
Considerations	<p>(4) In satisfying himself or herself of the matters referred to in subsection (3), the Minister</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) shall consider <ul style="list-style-type: none"> (i) the assessment, the reasons for the assessment, the approved species status report and any written clarification provided by SARC under section 34, (ii) the management plan or recovery 	<p>(4) Pour se convaincre de l'existence des conditions déterminées au paragraphe (3), le ministre :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) se fonde à la fois sur ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> (i) l'évaluation, les motifs qui la justifient, le rapport de situation de l'espèce approuvé et les précisions écrites fournies par le CEP en application de l'article 34, (ii) le plan de gestion ou le programme

Terms and conditions

- strategy, if any, and
- (iii) any applicable consensus agreement; and
 - (b) may consider information provided by any person or body.

- (5) A permit issued under subsection (1)
- (a) must contain the terms and conditions that the Minister considers necessary to
 - (i) conserve the species and its habitat,
 - (ii) minimize the impact of the authorized activity on the species and its habitat, or
 - (iii) provide for the recovery of the species; and
 - (b) may contain other conditions that the Minister considers appropriate, including, but not limited to,
 - (i) the deposit of a bond in a form and in an amount satisfactory to the Minister to ensure compliance with the permit and its terms and conditions and to enable the Minister to remedy any damage or destruction caused by non-compliance,
 - (ii) if habitat is damaged or destroyed by an activity authorized by the permit, requiring the holder of the permit to remedy the damage or destruction or to enhance another area so that it could become habitat suitable for the species, and
 - (iii) if the area in which habitat is located or the surrounding area is damaged or destroyed by an activity authorized by the permit, requiring the holder of the permit to remedy the damage or destruction.

Requirement for compliance

- (6) An authorization described in subsection (1) does not apply unless the holder of the permit complies with the terms and conditions of the permit.

- de rétablissement, le cas échéant,
- (iii) les accords de consensus applicables;
 - b) peut se fonder sur des renseignements provenant d'une personne ou d'un organisme.

- (5) Le permis délivré en application du Conditions paragraphe (1) :
- a) doit prévoir les conditions que le ministre juge nécessaires aux fins suivantes, selon le cas :
 - (i) conserver l'espèce et son habitat,
 - (ii) minimiser les effets de l'activité autorisée sur l'espèce et sur son habitat,
 - (iii) permettre le rétablissement de l'espèce;
 - b) peut prévoir d'autres conditions que le ministre estime appropriées, notamment les suivantes :
 - (i) le dépôt d'une caution , en la forme et d'un montant que le ministre juge satisfaisants afin d'assurer le respect de l'entente et de ses conditions, et la réparation de tout dommage ou de toute destruction découlant d'une violation de ceux-ci,
 - (ii) si l'habitat est endommagé ou détruit à la suite d'une activité autorisée dans le permis, l'obligation pour le titulaire du permis de réparer le dommage ou la destruction ou d'améliorer une autre région afin qu'elle puisse devenir un habitat convenable pour l'espèce;
 - (iii) si la région où se situe l'habitat ou la région périphérique est endommagée ou détruite à la suite d'une activité autorisée dans l'entente, l'obligation pour le propriétaire de réparer le dommage ou la destruction.

- (6) L'autorisation décrite au paragraphe (1) ne Respect des s'applique que si le titulaire du permis respecte les conditions conditions du permis.

Revocation or amendment	(7) The Minister may revoke or amend a permit issued under subsection (1) if he or she considers that the revocation or amendment is appropriate for the conservation or protection of the species or its habitat.	(7) Le ministre peut révoquer ou modifier un permis délivré en vertu du paragraphe (1) lorsqu'il estime qu'il est nécessaire de le faire pour assurer la conservation ou la protection de l'espèce ou de son habitat.	Révocation ou modification
Annual list of permits	(8) The Minister shall, by July 1 in each year, provide the Conference with a list for the previous fiscal year of permits issued under subsection (1) and of those refused, including the reasons for issuing or refusing to issue a permit.	(8) Le ministre, au plus tard le 1er juillet de chaque année, remet à la Conférence une liste des permis délivrés en vertu du paragraphe (1) et des permis refusés, au cours de l'exercice précédent, et les motifs justifiant la délivrance ou le refus.	Liste annuelle des permis
Restrictions on permits	85. Every permit issued under section 84 is subject to this Act and the regulations and to the terms and conditions stated in the permit.	85. Les permis délivrés en vertu de l'article 84 sont soumis à la présente loi et à ses règlements et aux conditions qui lui sont applicables.	Restrictions applicables au permis
Exception for existing authorization	86. (1) The Minister may, by order, provide that section 80 or a regulation made under section 151, 152, 154 or 155 does not apply, for a period specified in the order, to a person who <ul style="list-style-type: none"> (a) is engaging in an activity that, except for the order, would contravene section 80 or the regulation; and (b) is authorized, or is a member of a class of persons that is authorized, to engage in that activity by an agreement, permit, licence, order or similar authorization that was made or issued under legislation of the Northwest Territories or Canada, before a designation under section 153 or the regulation comes into force. 	86. (1) Le ministre peut, par arrêté, déterminer que l'article 80 ou un règlement pris en vertu de l'article 151, 152, 154 ou 155 ne s'applique pas, pour une période qu'il fixe à la personne qui, à la fois : <ul style="list-style-type: none"> a) exerce une activité qui, si ce n'était de l'arrêté, contreviendrait à l'article 80 ou au règlement; b) est autorisée ou fait partie d'une catégorie de personnes autorisée à exercer une activité en vertu d'un accord, d'un permis, d'une licence, d'un arrêté ou d'une autorisation semblable qui a été rendu ou délivré sous le régime d'une loi des Territoires du Nord-Ouest ou du Canada avant l'entrée en vigueur d'une désignation en vertu de l'article 153 ou du règlement. 	Exception pour les autorisations existantes
Restrictions	(2) An order made under subsection (1) may restrict or specify the circumstances in which, or the activities in respect of which, it applies.	(2) L'arrêté pris en vertu du paragraphe (1) peut limiter ou préciser les circonstances de son application ou les activités qu'il vise.	Limites
Period of exception	(3) The period specified in an order made under subsection (1) must not exceed <ul style="list-style-type: none"> (a) six months after the day on which the designation made under section 153 comes into force, in the case of an order providing that section 80 does not apply; and (b) six months after the day on which the regulation comes into force, in the case of an order providing that a regulation does not apply. 	(3) La période visée dans l'arrêté pris en application du paragraphe (1) ne doit pas excéder : <ul style="list-style-type: none"> a) six mois après la date d'entrée en vigueur de la désignation faite en vertu de l'article 153 dans le cas d'un arrêté qui prévoit que l'article 80 ne s'applique pas; b) six mois après la date d'entrée en vigueur du règlement, dans le cas d'un arrêté qui prévoit qu'un règlement ne s'applique pas. 	Période d'exemption
Consideration of consensus agreement	(4) Before making an order under subsection (1), the Minister shall consider any applicable consensus agreement developed under section 56.	(4) Avant de prendre un arrêté en vertu du paragraphe (1), le ministre tient compte des accords de consensus applicables élaborés en vertu de l'article 56.	Prise en considération des accords de consensus

PART 5 ENFORCEMENT

Definitions

87. In this Part,

"place" includes a building, vehicle and receptacle; (*lieu*)

"species" includes an individual and a part or derivative of an individual; (*espèce*)

"thing" includes an individual and a part or derivative of an individual; (*chose*)

"vehicle" includes any conveyance that may be used for transportation and anything attached to the conveyance. (*véhicule*)

Officers and Guardians

Officers

88. (1) The Minister, or a person designated under the regulations, may appoint officers for the purposes of this Act and the regulations.

Classes of persons as officers

(2) The Minister may, by order, designate classes of persons who, by virtue of their offices, are officers for the purposes of this Act and the regulations.

Agreement with other government

(3) Before designating a class of persons employed by a government other than the Government of the Northwest Territories as officers under subsection (2), the Minister shall obtain the agreement of that government.

Peace officer

89. (1) For the purposes of this Act and the regulations, an officer is a peace officer and has the powers and protections provided to a peace officer by law.

Oaths and affirmations

(2) An officer may administer all oaths and affirmations and take and receive all affidavits and statutory declarations required under this Act or the regulations, other than an oath or affirmation referred to in subsection (3), and may certify the administration or taking or receiving of them.

Oath or affirmation of office

(3) An officer shall take and subscribe to an oath or affirmation in the following form, translated, if he or she so requests, into an Official Language of the Northwest Territories other than English or French:

I,, solemnly (swear/affirm) that I will diligently, impartially and to the best of my ability, execute and perform the duties required of me as an officer, and will follow all lawful

PARTIE 5 EXÉCUTION

87. Les définitions qui suivent s'appliquent à la Définitions présente partie.

«chose» Notamment un individu et une partie ou un produit de celui-ci. (*thing*)

«espèce» Notamment un individu et une partie ou un produit de celui-ci. (*species*)

«lieu» Notamment un bâtiment, un véhicule et un contenant. (*place*)

«véhicule» Notamment tout moyen pouvant être utilisé pour le transport et tout ce qui y est attaché. (*vehicle*)

Agents et gardiens

88. (1) Le ministre, ou une personne nommée par règlement, peut nommer des agents pour l'application de la présente loi et de ses règlements.

(2) Le ministre peut, par arrêté, désigner des catégories de personnes qui, en vertu de leur charge, sont des agents pour l'application de la présente loi et de ses règlements.

(3) Avant de désigner une catégorie de personnes à l'emploi d'un gouvernement autre que le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest à titre d'agents en vertu du paragraphe (2), le ministre obtient l'accord de ce gouvernement.

89. (1) Pour l'application de la présente loi et de ses règlements, un agent est un agent de la paix et détient les pouvoirs et bénéficie de la protection que la loi accorde à un agent de la paix.

(2) Un agent peut, à l'exception des serments et des affirmations solennelles visés au paragraphe (3), faire prêter les serments et recevoir les affirmations solennelles, les affidavits et les déclarations solennelles que prévoient la présente loi ou ses règlements, et les attester.

(3) L'agent prête serment ou fait une affirmation solennelle selon la formule suivante, qui est traduite, à sa demande, dans une langue officielle des Territoires du Nord-Ouest autre que l'anglais ou le français :

Je,, (jure ou affirme) solennellement que je remplirai diligemment, impartiallement et de mon mieux les fonctions d'agent et que je suivrai

Catégories de personnes à titre d'agents

Accord préalable d'un autre gouvernement

Serments et affirmations solennelles

Serment ou affirmation professionnel

	instructions that I receive as an officer, without fear of, or favour or affection toward any person. (So help me God/I so affirm).	toutes les directives légitimes que je recevrai en cette qualité sans crainte ni favoritisme ou affection envers qui que ce soit. (Que Dieu me soit en aide/Je l'affirme).
Guardians	90. (1) The Minister, or a person designated under the regulations, may appoint, from among persons residing in a region of the Northwest Territories, guardians to assist in the administration of this Act and the regulations in that region.	90. (1) Le ministre, ou une personne nommée en vertu des règlements, peut nommer des gardiens, parmi les personnes qui résident dans une région des Territoires du Nord-Ouest, pour aider à l'application de la présente loi et de ses règlements dans cette région.
Eligibility	(2) The Minister may establish guidelines respecting the eligibility of persons for appointment as guardians.	(2) Le ministre peut établir des lignes directrices pour déterminer les conditions de nomination des gardiens.
Regions	(3) The Minister may establish regions for the purposes of this section.	(3) Le ministre peut désigner les régions pour l'application du présent article.
Production of certificate	91. (1) In exercising powers or performing duties under this Act or the regulations, an officer or guardian shall, on request, show the certificate referred to in subsection (2) or (3).	91. (1) Dans l'exercice des attributions que lui confère la présente loi ou les règlements, l'agent ou le gardien présente, sur demande, le certificat visé au paragraphe (2) ou (3).
Officer certificate	(2) An officer must be provided with a certificate, in the form approved by the Minister, certifying that he or she has been appointed or designated as an officer.	(2) L'agent doit recevoir un certificat, en la forme approuvée par le ministre, qui atteste qu'il a été nommé ou désigné à ce titre.
Guardian certificate	(3) A guardian must be provided with a certificate, in the form approved by the Minister, certifying that he or she has been appointed as a guardian.	(3) Le gardien doit recevoir un certificat, en la forme approuvée par le ministre, qui atteste qu'il a été nommé à ce titre.
Production of log books	92. (1) An officer may, at any reasonable time, require a person whom the officer believes on reasonable grounds has operated an aircraft in the Northwest Territories within the preceding 12 months for the transportation of pre-listed or listed species, or for the transportation of persons in respect of the possession or acquisition of such species, to produce for the officer's inspection any log books or other records in the person's possession pertaining to the flight.	92. (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'une personne a, dans les 12 mois précédents, exploité un aéronef aux Territoires du Nord-Ouest destiné au transport d'espèces pré-inscrites ou d'espèces inscrites ou de personnes liées à la possession ou à l'acquisition de ces espèces, l'agent peut, à tout moment raisonnable, exiger de la personne qu'elle lui montre les livres de bord ou autres dossiers qu'elle a en sa possession relativement au vol.
Commercial flights	(2) Subsection (1) does not apply in respect of log books and other records pertaining to the operation of an aircraft by a commercial airline company on a regularly scheduled flight directly from one airport to another.	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux livres de bord et autres dossiers relatifs à l'exploitation d'un aéronef commercial en service régulier direct entre deux aéroports.
Stopping vehicles	93. (1) For the purpose of carrying out an inspection or a search under this Part, an officer may signal or otherwise direct the operator of a vehicle to stop the vehicle, or to move the vehicle to a location and stop it, and the operator shall immediately comply with the officer's signal or direction.	(1) Dans le but de procéder à une inspection ou à une perquisition en vertu de la présente partie, l'agent peut indiquer ou donner la directive au conducteur d'un véhicule d'arrêter le véhicule, ou de le déplacer à un endroit désigné et de l'arrêter, et le conducteur est tenu de se conformer sans délai aux indications ou aux

		directives de l'agent.
Signals to stop	(2) For the purposes of subsection (1), signals to stop include intermittent flashes of red or blue light, a hand signal, an audible request and a siren.	(2) Pour l'application du paragraphe (1), l'indication d'arrêter peut notamment se faire à l'aide d'un clignotant rouge ou bleu, d'un signal de main, d'une demande de vive voix et d'une sirène.
Aircraft	(3) This section does not apply in respect of an aircraft that is in flight.	(3) Le présent article ne s'applique pas à un Aéronef aéronef en vol.
Inspection	94. (1) Subject to subsection (5), for the purpose of ensuring compliance with this Act or the regulations, an officer may, at any reasonable time, enter and inspect any place in which the officer believes on reasonable grounds there is any thing to which this Act or the regulations applies, or any document relating to the administration of this Act or the regulations.	94. (1) Sous réserve du paragraphe (5), afin d'assurer le respect de la présente loi ou de ses règlements, l'agent peut, à tout moment raisonnable, pénétrer dans tout lieu et y effectuer des inspections s'il a des motifs de croire que s'y trouve une chose assujettie à la présente loi ou aux règlements, ou un document relatif à l'application de la présente loi ou de ses règlements.
Powers on inspection	(2) In conducting an inspection under this section, an officer may <ul style="list-style-type: none"> (a) open any container that the officer believes on reasonable grounds contains a thing or document referred to in subsection (1); (b) inspect the thing or document and take samples free of charge; (c) conduct any tests or analyses that may be relevant to the inspection; (d) inspect any other thing or document that is in the place and that the officer believes on reasonable grounds is a thing or document referred to in subsection (1); and (e) require any person to produce for examination or copying any data, records, books of account or other documents that the officer believes on reasonable grounds contain information that is relevant to the administration of this Act or the regulations. 	(2) Lors de son inspection en vertu du présent article, l'agent peut, à la fois : <ul style="list-style-type: none"> a) ouvrir tout contenant dans lequel il a des motifs raisonnables de croire se trouve une chose ou un document visé au paragraphe (1); b) inspecter une chose ou un document et prélever gratuitement des échantillons; c) effectuer les tests ou les analyses susceptibles d'être pertinents pour l'inspection; d) inspecter toute autre chose ou tout autre document qui se trouve sur les lieux qu'il a des motifs raisonnables de croire être une chose ou un document visé au paragraphe (1); e) exiger de toute personne qu'elle lui fournisse aux fins d'examen ou de copie les données, dossiers, livres comptables ou autres documents qu'il a des motifs raisonnables de croire contenir des éléments de preuve utiles à l'application de la présente loi ou de ses règlements.
Data and records	(3) In carrying out an inspection of a place under subsection (1), an officer may <ul style="list-style-type: none"> (a) use or cause to be used any computer system at the place to examine any data contained in or available to the computer system; (b) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a print-out or other output; (c) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of the data or any record, book of account or other document; and 	(3) Lors de son inspection d'un lieu en vertu du paragraphe (1), l'agent peut, à la fois : <ul style="list-style-type: none"> a) utiliser ou faire utiliser les systèmes informatiques se trouvant sur les lieux afin de prendre connaissance des données qu'ils renferment ou auxquelles ils donnent accès; b) reproduire ou faire reproduire les données sous forme d'imprimé ou sous une autre forme; c) utiliser ou faire utiliser le matériel de reproduction se trouvant sur les lieux pour faire des copies des données ou des

	(d) remove from the place any data, documents or things for the purpose of making copies or for further inspection.	registres, livres comptables ou autres documents;
Return of documents or things	d) emporter des données, des documents ou des choses aux fins de reproduction ou d'un examen approfondi.	Restitution de documents ou de choses
Inspection of dwelling place	(4) Any copying or further inspection done under paragraph (3)(d) must be carried out in a timely manner, and the documents or things must be returned promptly to the person from whom they were taken.	(4) La copie ou l'examen approfondi effectué en vertu de l'alinéa (3)d) doit se faire dans les meilleurs délais, et les documents ou les choses doivent être remis promptement à la personne de qui ils proviennent.
Warrant to inspect dwelling place	(5) An officer may not enter a dwelling place except with the consent of the occupant or under the authority of a warrant issued under section 95.	(5) L'agent ne peut pénétrer dans un lieu d'habitation pour procéder à une inspection sans l'autorisation de l'occupant ou sans être muni d'un mandat délivré en vertu de l'article 95.
Endorsement on warrant	95. (1) If, on an <i>ex parte</i> application, a justice is satisfied by information on oath or affirmation that <ul style="list-style-type: none"> (a) there is in a dwelling place any thing to which this Act or the regulations applies or any document relating to the administration of this Act or the regulations, (b) entry to the dwelling place is necessary for a purpose relating to the administration of this Act or the regulations, and (c) entry to the dwelling place has been refused or that there are reasonable grounds for believing that entry will be refused, the justice may issue a warrant authorizing an officer to enter and inspect that dwelling place, subject to any conditions that may be specified in the warrant.	95. (1) Sur demande <i>ex parte</i> , le juge de paix peut décerner un mandat autorisant, sous réserve des conditions fixées le cas échéant, l'agent à pénétrer dans un lieu d'habitation et à y faire à une inspection s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment ou sous affirmation solennelle, que sont réunis les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> a) se trouve dans le lieu d'habitation une chose assujettie à la présente loi ou aux règlements ou un document relatif à l'application de la présente loi ou de ses règlements; b) l'accès au lieu d'habitation est nécessaire pour un motif relatif à l'application de la présente loi ou de ses règlements; c) l'accès au lieu d'habitation a été refusé ou il y a des motifs raisonnables de croire qu'il en sera ainsi.
Search with a warrant	(2) An endorsement that is made on a warrant as provided for in subsection (1) is sufficient authority to the officer to whom it was originally directed, and to any other officer, to execute the warrant.	(2) Le visa apposé à un mandat en conformité avec le paragraphe (1) constitue une autorisation suffisante d'exécuter le mandat pour l'agent à qui il a d'abord été délivré ou pour tout autre agent.
	96. (1) If, on an <i>ex parte</i> application, a justice is satisfied by information on oath or affirmation that there are reasonable grounds to believe that there is in a place any thing <ul style="list-style-type: none"> (a) by means of or in respect of which an offence under this Act or the regulations has been or is suspected to have been committed, (b) that there are reasonable grounds to believe will afford evidence with respect to the commission of an offence under this Act or the regulations, or (c) that will reveal the whereabouts of a person who is believed to have 	96. (1) Sur demande <i>ex parte</i> , un juge de paix peut décerner un mandat autorisant, sous réserve des conditions qu'il estime nécessaires, l'agent à pénétrer dans un lieu, à y faire une perquisition et à y saisir toute chose, s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment ou sous affirmation solennelle, qu'il y a des motifs de croire à la présence : <ul style="list-style-type: none"> a) soit d'une chose qui a ou aurait servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou à ses règlements; b) soit d'une chose qui il y a des motifs raisonnables de croire servira à prouver la perpétration d'une telle infraction; c) soit d'une chose susceptible de révéler où

	committed an offence under this Act or the regulations,	se trouve une personne soupçonnée d'avoir commis une telle infraction.
Endorsement on warrant	the justice may issue a warrant, subject to any terms or conditions the justice considers necessary, authorizing an officer to enter a place and search the place for any such thing and to seize it.	
Data and records	(2) An endorsement that is made on a warrant as provided for in subsection (1) is sufficient authority to the officer to whom it was originally directed, and to any other officer, to execute the warrant and to deal with things seized in accordance with this Act or as otherwise provided by law.	(2) Le visa apposé à un mandat en conformité avec le paragraphe (1) constitue une autorisation suffisante pour l'agent à qui il a d'abord été délivré et pour tout autre agent d'exécuter le mandat et de s'occuper des choses saisies en conformité avec la présente loi ou d'une autre façon prévue par la loi.
Expiry of warrant	(3) In carrying out a search, an officer who is authorized under this section to search a computer system for data may exercise any power referred to in subsection 94(3) and may seize any print-out or other output or any copy made in the exercise of that power.	(3) Lors de la perquisition, l'agent autorisé en vertu du présent article à fouiller les systèmes informatiques afin de trouver des données peut exercer tous les pouvoirs prévus au paragraphe 94(3) et saisir tout imprimé ou autre forme intelligible ou toute copie effectuée dans l'exercice de ce pouvoir.
Time of execution of warrant	97. (1) A warrant issued under section 95 or 96 must specify a date on which it expires, which must not be later than 15 days after its issue.	97. (1) Le mandat décerné en vertu de l'article 95 ou 96 porte une date d'expiration, qui ne peut tomber plus de 15 jours après la date à laquelle il est décerné.
Search without a warrant	(2) A warrant issued under section 95 or 96 may be executed only between 6 a.m. and 9 p.m., unless <ul style="list-style-type: none"> (a) the justice is satisfied that there are reasonable grounds for it to be executed at a different time; (b) the reasonable grounds are included in the information referred to in subsection 95(1) or 96(1), as the case may be; and (c) the justice authorizes in the warrant that it be executed at a different time. 	(2) Le mandat décerné en vertu de l'article 95 ou 96 est exécuté entre 6 h et 21 h sauf si les conditions suivantes sont réunies : <ul style="list-style-type: none"> a) le juge de paix est convaincu qu'il y a des motifs raisonnables pour l'exécuter à une autre heure; b) les motifs raisonnables sont énoncés dans la dénonciation visée au paragraphe 95(1) ou 96(1), selon le cas; c) le juge de paix autorise l'exécution du mandat à une autre heure.
Definition of "exigent circumstances"	98. (1) Notwithstanding section 96, an officer may, without a warrant, exercise any of the powers described in that section, if <ul style="list-style-type: none"> (a) the officer believes on reasonable grounds that there is in the place any thing referred to in paragraph 96(1)(a), (b) or (c); and (b) it is not practicable to obtain a warrant because of exigent circumstances. (2) For the purposes of subsection (1), "exigent circumstances" include circumstances in which the delay necessary to obtain the warrant could result in the loss or destruction of evidence.	98. (1) Malgré l'article 96, un agent peut exercer, sans mandat, tous les pouvoirs prévus à cet article si les conditions suivantes sont réunies : <ul style="list-style-type: none"> a) l'agent estime qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence dans le lieu de choses visées à l'alinéa 96(1)a), b) ou c); b) l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat. (2) Pour l'application du paragraphe (1), il y a notamment urgence dans les cas où le délai d'obtention du mandat risquerait d'entraîner la perte ou la destruction d'éléments de preuve.

Dwelling place	(3) Subsection (1) does not apply to a building or part of a building if the building or part is being used as a dwelling place.	Lieu d'habitation
Duty to co-operate	<p>99. The owner or person in charge of a place that is entered by an officer under section 94, 95, 96 or 98 and every person found in the place, shall</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) produce for inspection any document or other thing requested by the officer for the purposes of this Act or the regulations; (b) give the officer all reasonable assistance to enable the officer to exercise powers and perform duties under this Act or the regulations; and (c) provide the officer with any information relevant to the administration of this Act or the regulations that the officer may reasonably require. 	Devoir de coopération
Warrant to use technique, device	<p>100. (1) If, on an <i>ex parte</i> application, a justice is satisfied by information on oath or affirmation that there are reasonable grounds to believe that an offence under this Act or the regulations has been or will be committed, and that information concerning the offence will be obtained through the use of a technique, procedure, device or the doing of the thing described in the information, the justice may issue a warrant authorizing an officer and any other named person to use any investigative technique or procedure, to use any device, or to do anything described in the warrant that would, if not authorized, constitute an unreasonable search or seizure in respect of a person or a person's property.</p>	Mandat
Section 487.01 of Criminal Code	<p>(2) Section 487.01 of the <i>Criminal Code</i>, except to the extent that it restricts the kind of offences to which the section relates, applies in respect of a warrant issued under subsection (1), with such modifications as the circumstances require.</p>	Articles 487.01 du <i>Code criminel</i>
Endorsement on warrant	<p>(3) An endorsement that is made on a warrant as provided for in subsection (1) is sufficient authority to the officer to whom it was originally directed, and to any other officer, to execute the warrant and to deal with any thing seized in accordance with this Act or as otherwise provided by law.</p>	Visa d'un mandat
Telewarrant	<p>101. (1) If an officer believes that an offence under this Act or the regulations has been committed and that it would be impracticable to appear personally to make an application for a warrant under section 95 or 96, the officer may submit an information on oath or</p>	Télémandat

	affirmation by telephone or other means of telecommunication to a justice.	dénonciation sous serment ou sous affirmation solennelle par téléphone ou à l'aide d'un autre moyen de télécommunication.
Section 487.1 of <i>Criminal Code</i>	(2) A justice referred to in subsection (1) may issue a warrant conferring the same authority respecting search and seizure as may be conferred by a warrant issued by a justice before whom an officer appears personally under section 95 or 96, and section 487.1 of the <i>Criminal Code</i> applies with such modifications as the circumstances require.	Article 487.1 du <i>Code criminel</i>
Endorsement	(3) An endorsement that is made on a warrant as provided for in subsection (1) is sufficient authority to the officer to whom it was originally directed, and to any other officer, to execute the warrant and to deal with any thing seized in accordance with this Act or as otherwise provided by law.	Visa d'un mandat
Use of force	102. (1) An officer may use as much force as is necessary to execute a warrant issued under section 96, 100 or 101, or to exercise any power provided by section 98 or 103.	Usage de la force
Warrant to use force	(2) In executing a warrant issued under section 95, an officer may not use force unless the use of force has been specifically authorized in the warrant.	Mandat pour usage de la force
Seizure without a warrant	103. (1) An officer who is lawfully in, inspecting or searching a place may, without a warrant, seize any thing that he or she believes on reasonable grounds <ul style="list-style-type: none"> (a) has been obtained by the commission of an offence under this Act or the regulations; (b) has been used in the commission of an offence under this Act or the regulations; (c) will afford evidence in respect of an offence under this Act or the regulations; or (d) is intermixed with a thing referred to in paragraph (a), (b) or (c). 	Saisie sans mandat
Seizure when entry pursuant to warrant	(2) If the officer is in, inspecting or searching a place under the authority of a warrant, subsection (1) applies to any thing referred to in that subsection, whether or not such a thing is specified in the warrant.	Saisie
	(2) Le juge de paix visé au paragraphe (1) peut délivrer un mandat qui confère les mêmes pouvoirs en matière de perquisitions et de saisies qu'un mandat délivré par un juge de paix devant qui l'agent comparait en personne en vertu de l'article 95 ou 96; l'article 487.1 du <i>Code criminel</i> s'applique avec les adaptations nécessaires.	
	(3) Le visa apposé à un mandat en conformité avec le paragraphe (1) constitue une autorisation suffisante pour l'agent à qui il a d'abord été délivré et pour tout autre agent d'exécuter le mandat et de s'occuper des choses saisies en conformité avec la présente loi ou d'une autre façon prévue par la loi.	
	102. (1) L'agent a le pouvoir d'employer la force nécessaire dans l'exécution d'un mandat décerné sous le régime de l'article 96, 100 ou 101 ou d'exercer les pouvoirs que confère l'article 98 ou 103.	
	(2) Dans le cadre de l'exécution du mandat délivré en vertu de l'article 95, l'agent ne peut recourir à la force que si le mandat en autorise expressément l'usage.	
	103. (1) L'agent qui se trouve légalement dans un lieu, où y fait une inspection ou une perquisition peut, sans mandat, saisir toute chose qu'il croit, pour des motifs raisonnables : <ul style="list-style-type: none"> a) avoir été obtenue au moyen d'une infraction à la présente loi ou à ses règlements; b) avoir été employée pour la commission d'une infraction à la présente loi ou à ses règlements; c) pouvoir servir de preuve touchant la commission d'une infraction à la présente loi ou à ses règlements; d) être confondue avec une chose visée à l'alinéa a), b) ou c). 	
	(2) Le paragraphe (1) s'applique à toute chose, qu'elle soit ou non mentionnée dans le mandat, si l'agent se trouve dans un lieu ou y fait inspection ou une perquisition en vertu d'un mandat.	

Samples of seized individuals	104. Subject to any direction given under section 106, an officer may at any time take, for examination or testing, samples of any individual seized under this Act.	104. Sous réserve de toute directive donnée en vertu de l'article 106, l'agent peut prélever pour examiner ou tester, des échantillons d'un individu saisi en vertu de la présente loi.	Échantillons
Samples forfeited	105. Any sample taken under section 94 or 104 is forfeited to the Government of the Northwest Territories.	105. Les échantillons prélevés en vertu de l'article 94 ou 104 sont confisqués au profit du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.	Confiscation des échantillons
Diseased individual	106. The Minister may direct the seizure, quarantine or disposal of an individual that is found to be diseased on examination or testing by a laboratory or veterinary surgeon approved by the Minister.	106. Le ministre peut ordonner la saisie, la mise en quarantaine ou la disposition d'un individu qui se révèle être malade à la suite d'un examen ou d'un test effectué par un laboratoire ou un vétérinaire approuvé par le ministre.	Individu mort
Procedure following seizure	<p>107. (1) On seizing any thing in the execution of a warrant issued under this Act, and on seizing any thing without a warrant, an officer shall, as soon as is practicable,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) where the officer is satisfied <ul style="list-style-type: none"> (i) that there is no dispute as to who is the owner or the person lawfully entitled to possession of the thing seized, and (ii) that the continued detention of the thing seized is not required for the purposes of any investigation, trial or other proceeding, return the thing seized, on being issued a receipt for it, to the owner or the person lawfully entitled to its possession and report to a justice that the officer has done so; (b) where the officer is not satisfied as described in subparagraphs (a)(i) and (ii), bring the thing seized before a justice or report to a justice that he or she has seized the thing and is detaining it or causing it to be detained to be dealt with by the justice in accordance with section 109. <p>(2) If a thing seized is not brought before a justice under paragraph (1)(b), the officer shall retain custody of the thing until it is returned to the owner or the person lawfully entitled to its possession, or is disposed of on the direction of a justice.</p>	<p>107. (1) Lorsqu'il saisit une chose dans l'exécution d'un mandat délivré en vertu de la présente loi et lorsqu'il saisit une chose sans mandat, l'agent, dès qu'il est possible de le faire :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) s'il est convaincu, à la fois, que : <ul style="list-style-type: none"> (i) l'identité du propriétaire ou de la personne qui a légitimement droit à la possession de la chose saisie n'est pas contestée, (ii) la détention de la chose saisie n'est pas nécessaire pour les fins d'une enquête, d'un procès ou d'une autre poursuite, remet la chose saisie, sur réception d'un reçu, au propriétaire ou à la personne qui en a légitimement droit à la possession et fait rapport au juge de paix à l'effet qu'il a ainsi remis la chose saisie; b) s'il n'est pas convaincu conformément aux sous-alinéas a)(i) et (ii), produit la chose saisie devant le juge de paix ou fait rapport au juge de paix à l'effet qu'il a saisi la chose et qu'il la détient ou qu'il la fait détenir jusqu'à ce que le juge de paix en dispose en vertu de l'article 109. <p>(2) Si la chose saisie n'est pas produite devant le juge de paix en application de l'alinéa (1)ba), elle demeure sous la garde de l'agent jusqu'à ce qu'elle soit remise au propriétaire ou à la personne qui en a légitimement droit à la possession ou jusqu'à ce qu'il en soit disposé sur l'ordre d'un juge de paix.</p>	Procédure à la suite d'une saisie

Preservation of individual	(3) A person who seizes an individual, or a part or derivative of an individual of a species, shall take reasonable care to ensure its preservation unless it is <ul style="list-style-type: none"> (a) seized, quarantined or disposed of by the Minister under section 106; or (b) forfeited or abandoned to the Government of the Northwest Territories. 	(3) La personne qui saisit un individu d'une espèce, ou une partie ou un produit de celui-ci, prend les soins raisonnables nécessaires à sa préservation sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> a) il est saisi, mis en quarantaine ou il en est disposé par le ministre en vertu de l'article 106; b) il est confisqué ou abandonné au profit du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest. 	Préservation d'un individu
Disposition of thing seized	108. (1) A justice before whom a thing seized is brought or to whom a report is made under section 107, shall order the disposition of the thing in accordance with this Act.	108. (1) Le juge de paix devant qui une chose saisie est produite ou à qui il est fait rapport en vertu de l'article 107 ordonne qu'il soit disposé de la chose saisie en conformité avec la présente loi.	Disposition d'une chose saisie
Forfeiture of dead individual, part or derivative	(2) A justice may order that a dead individual that is seized, or any part or derivative of an individual that is seized, is forfeited to the Government of the Northwest Territories if, in the opinion of the justice, it is not practicable to maintain the individual, part or derivative in custody or if it is likely to deteriorate.	(2) Le juge de paix peut ordonner qu'un individu mort ou une partie ou un produit de celui-ci, qui a été saisi, soit confisqué au profit du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest s'il estime qu'il n'est pas pratique de maintenir l'individu ou la partie ou le produit de celui-ci sous garde ou qu'il risque de se détériorer.	Confiscation d'individus morts, de parties ou de produits
Forfeiture of live individual	(3) A justice may order that a live individual that is seized is forfeited to the Government of the Northwest Territories if, in the opinion of the justice, maintaining the individual in custody is not practicable or may cause the individual to weaken or die.	(3) Le juge de paix peut ordonner qu'un individu vivant, qui a été saisi, soit confisqué au profit du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest s'il estime qu'il n'est pas pratique de maintenir l'individu sous garde ou que cela pourrait provoquer son affaiblissement ou sa mort.	Confiscation d'individus vivants
Hardship	(4) A justice may order that a thing seized be returned to the owner or the person lawfully entitled to possession of it on the terms and conditions that the justice may order if, in the opinion of the justice, the seizure of the thing is causing injustice or undue hardship.	(4) Le juge de paix peut ordonner qu'une chose saisie soit remise, aux conditions qu'il fixe, au propriétaire ou à la personne qui en a légitimement droit à la possession s'il estime que la confiscation de la chose cause un préjudice ou provoque une injustice.	Préjudice
Perishable items	(5) A justice may order that a thing seized be sold or disposed of in the manner that the justice may direct and that the proceeds of sale be paid in the manner directed in the order if, in the opinion of the justice, it is not practicable to maintain the thing in custody or if it is likely to deteriorate or die.	(5) Le juge de paix qui estime qu'une chose saisie peut difficilement demeurer sous garde ou qu'elle risque de se détériorer ou de mourir peut ordonner qu'elle soit vendue ou qu'il en soit disposé de la façon qu'il prescrit, et que le produit de la vente soit payé de la manière précisée dans l'ordonnance.	Chose périssable
Return of thing seized	109. (1) A justice referred to in section 108 shall order the return of a thing that has been seized, and that has not been forfeited or abandoned under this Act, to the owner or the person lawfully entitled to possession of the thing seized, if the owner or person is known, <ul style="list-style-type: none"> (a) unless the prosecutor, or the officer or other person having custody of the thing seized, satisfies the justice that the detention of the thing seized is required for the purposes of any investigation, 	109. (1) Le juge de paix visé à l'article 108 ordonne la remise d'une chose saisie qui n'a pas été confisquée ni abandonnée en vertu de la présente loi au propriétaire ou à la personne qui en a légitimement droit à la possession, si le propriétaire ou la personne est connu : <ul style="list-style-type: none"> a) sauf si le procureur, l'agent ou la personne qui en a la garde convainc le juge de paix que la détention de la chose est nécessaire pour les fins d'une enquête, d'un procès ou d'une poursuite; 	Remise des choses saisies

<p>trial or other proceeding; or</p> <p>(b) if, at the conclusion of the investigation,</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) a charge is not laid, or (ii) a charge is laid but on its final disposition, the accused is acquitted or the charge is dismissed or withdrawn. 	<p>b) lorsque, à l'issu de l'enquête, selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) une accusation n'est pas déposée, (ii) une accusation est déposée mais le défendeur est acquitté ou l'accusation est rejetée ou retirée.
<p>Detention of thing seized</p> <p>(2) Where the prosecutor, or the officer or other person having custody of the thing seized, satisfies the justice that the thing seized should be detained for a reason set out in paragraph (1)(a), the justice shall detain the thing seized or order that it be detained, taking reasonable care to ensure that it is preserved until the conclusion of any investigation or until it is required to be produced for the purposes of a trial or other proceeding.</p>	<p>Détention de choses saisies</p> <p>(2) Si le procureur, l'agent ou la personne qui a la garde de la chose saisie convainc le juge de paix que la chose saisie devrait être détenue pour un motif énoncé à l'alinéa (1)a), le juge de paix détient la chose saisie ou en ordonne la détention, avec les soins raisonnables nécessaires à la préservation de la chose saisie jusqu'à la fin de l'enquête ou jusqu'à ce qu'elle doive être produite pour les fins d'un procès ou d'une poursuite.</p>
<p>Further detention of thing seized</p> <p>(3) Nothing shall be detained under the authority of subsection (2) for a period of more than three months after the day of the seizure, or any longer period that ends when an application made under paragraph (1)(a) is decided, unless</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) a justice, on the making of a summary application to him or her after three clear days notice of the application to the person from whom the thing detained was seized, is satisfied that, having regard to the nature of the investigation, its further detention for a specified period is warranted and the justice so orders; or (b) proceedings are instituted in which the thing detained may be required. 	<p>Prolongement de la détention</p> <p>(3) Il est interdit de détenir une chose saisie en vertu du paragraphe (2) pendant plus de trois mois après la date de la saisie, ou pour une période plus longue prenant fin lorsqu'il est disposé d'une demande faite en vertu de l'alinéa (1)a) sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le juge de paix, sur présentation d'une demande sommaire après l'envoi d'un avis de trois jours francs à la personne auprès de qui la chose détenue a été saisie, est convaincu, étant donné la nature de l'enquête, que le prolongement de la détention est justifiée, et il ordonne un tel prolongement; b) une poursuite est intentée au cours de laquelle la chose détenue pourrait être requise.
<p>Cumulative period of detention of thing seized</p> <p>(4) More than one order for further detention may be made under paragraph (3)(a), but the cumulative period of detention shall not exceed one year after the day of the seizure, or any longer period that ends when an application made under paragraph 3(a) is decided, unless</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) a judge of the Supreme Court, on the making of a summary application to him or her after three clear days notice of the application to the person from whom the thing detained was seized, is satisfied, having regard to the complex nature of the investigation, that the further detention of the thing seized is warranted for a specified period and subject to such other conditions as the judge considers just, and the judge so orders; or (b) proceedings are instituted in which the 	<p>Cumul de la durée de détention</p> <p>(4) Le prolongement de la détention en vertu de l'alinéa (3)a) peut être ordonné plus d'une fois mais la durée totale de la détention ne peut dépasser une année après la date de la saisie, ou une période plus longue prenant fin lorsqu'il est disposé d'une demande faite en vertu de l'alinéa (3)a), sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) un juge de la Cour suprême, sur présentation d'une demande sommaire après l'envoi d'un avis de trois jours francs à la personne auprès de qui la chose détenue a été saisie, est convaincu, étant donné la complexité de l'enquête, que le prolongement de la détention pour une durée déterminée est justifiée, aux conditions qu'il fixe, et il ordonne un tel prolongement; b) une poursuite est intentée au cours de

	thing detained may be required.	laquelle la chose détenue pourrait être requise.
Court application	110. (1) Any person claiming to be the owner or the person lawfully entitled to the possession of a thing that has been seized under this Act, may apply to a court of competent jurisdiction for an order returning or releasing the thing to the person.	Demande de remise
Return or release of thing	<p>(2) On an application under subsection (1), the court may order that the thing be returned or released to a person, subject to any terms or conditions the court considers necessary or appropriate, if</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the court determines that the person is the owner or is lawfully entitled to the possession of the thing; (b) the continued detention of the thing is not reasonably required for the purposes of any investigation, trial or other proceeding; (c) the return or release of the thing is not likely to pose a danger to public health or to conservation of a species generally; and (d) it is not in the public interest to continue to hold the thing. 	Remise ou libération des choses saisies
Abandonment	111. (1) The owner or the person lawfully entitled to possession of a thing seized may abandon it to the Government of the Northwest Territories.	Abandon
Directions for disposition	<p>(2) The Minister may give directions for the disposition of a thing abandoned to the Government of the Northwest Territories.</p>	Directives pour la disposition
Disposition of proceeds	<p>(3) If proceeds are realized as a result of the disposition of a thing as directed under subsection (2), the Minister shall direct that the net proceeds realized from its disposition be payable to the owner or the person lawfully entitled to the possession of the thing, if</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) a charge is not laid within 90 days of the seizure of the thing; (b) a charge is withdrawn after it is laid; or (c) a charge is laid but on its final disposition, the accused is acquitted or the charge is dismissed or withdrawn. 	Disposition du produit

Forfeiture if possession is an offence	112. (1) On application by the Minister, a court of competent jurisdiction shall determine whether the possession of a thing seized is an offence under this Act or the regulations, and if the court determines that the possession is an offence, it shall order that the thing be forfeited to the Government of the Northwest Territories.	Confiscation en cas d'infraction
Application of subsection (1)	(2) Subsection (1) applies whether or not a charge is laid in respect of the thing seized and, if a charge is laid, subsection (1) applies even if the accused is acquitted or the charge is dismissed or withdrawn.	Application du paragraphe (1)
False statements, obstruction	113. No person shall <ul style="list-style-type: none"> (a) knowingly make a false or misleading statement, either orally or in writing, or fail to disclose a material fact, to an officer or guardian; or (b) otherwise obstruct or hinder an officer or guardian. 	Fausse déclaration, entrave
Production of licence	114. A person who holds a permit, licence or similar authorization that is issued under this or any other Act of the Northwest Territories or an Act of Canada shall, on the request of an officer, produce the permit, licence or authorization to the officer for examination.	Production de permis
Arrest without warrant	115. (1) An officer may arrest without warrant a person whom the officer believes on reasonable grounds is committing or has committed an offence under this Act or the regulations.	Arrêtation sans mandat
Timely release	(2) An officer who arrests a person under this section shall, as soon as is practicable, release the person from custody, unless the officer believes on reasonable grounds that <ul style="list-style-type: none"> (a) it is necessary in the public interest for the person arrested to be detained, having regard to all the circumstances, including the need to <ul style="list-style-type: none"> (i) establish the identity of the person, (ii) secure or preserve evidence of or relating to the offence, or (iii) prevent the continuation or repetition of the offence or the commission of another offence; or (b) the person arrested, if released, will fail to attend court in order to be dealt with according to law. 	Mise en liberté

Appearance before a justice	(3) A person arrested and not released under this section must be brought before a justice as soon as is practicable to be dealt with by the justice according to law.	(3) Toute personne arrêtée en vertu du présent article doit être conduite devant un juge de paix dès que possible pour que la justice suive son cours.	Comparaison devant un juge de paix
Necessary force	(4) An officer may use as much force as is necessary to make an arrest under this section.	(4) L'agent peut avoir recours à toute la force nécessaire pour procéder à une arrestation en vertu du présent article.	Force nécessaire
Right to retain counsel	116. An officer who arrests a person shall promptly inform the person of the reason for the arrest and of the right to retain and instruct counsel without delay.	116. L'agent qui procède à l'arrestation d'une personne l'informe dans les plus brefs délais des motifs de l'arrestation et de son droit à avoir recours à l'assistance d'un avocat et à le consulter sans délai.	Droit à un avocat
Entry on land	117. (1) Subject to subsection (2), an officer who is exercising powers or performing duties under this Act or the regulations, and a person assisting the officer, may enter on any land without being liable for trespass, and a person or body having title to the land, or any other interest or right in respect of the land, has no right to object to that use of the land.	117. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'agent qui exerce des attributions que lui confèrent la présente loi ou les règlements et la personne qui l'aide peuvent pénétrer sur des terres sans encourir de poursuites pour violation du droit de propriété et sans qu'une personne, ou un organisme possédant le titre, ou un intérêt ou un autre droit sur les terres puisse s'y opposer.	Droit d'accès
Liability for damages	(2) An officer or a person referred to in subsection (1) is liable only for actual damage wilfully or negligently caused by him or her.	(2) L'agent ou la personne visée au paragraphe (1) n'est responsable que des dommages véritables qu'elle cause de façon volontaire ou par négligence.	Responsabilité
Limitation of liability	118. An officer, guardian or any other person having powers or duties under this Act or the regulations is not liable for anything done or not done by him or her in good faith in the exercise of the powers or performance of the duties.	118. L'agent, le gardien ou toute personne à qui la présente loi ou ses règlements confèrent des attributions n'est pas responsable des actes ou des omissions faits de bonne foi dans l'exercice de ces attributions.	Limite de responsabilité
Offences and punishment	<p style="text-align: center;">Offences and Punishment</p> <p>119. (1) Every person who contravenes or fails to comply with this Act, the regulations or any order made by a court or a justice under this Act, is guilty of an offence punishable on summary conviction and, except as otherwise provided, is liable</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) in the case of a corporation, to a fine not exceeding \$250,000; or (b) in the case of any other person, to a fine not exceeding \$100,000, to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both. 		
	<p style="text-align: center;">Infractions et peines</p> <p>119. (1) Quiconque contrevient à la présente loi, ses règlements ou une ordonnance rendue par la cour ou un juge de paix sous le régime de la présente loi, ou fait défaut de s'y conformer, commet une infraction et, sauf disposition contraire, encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) dans le cas d'une personne morale, une amende maximale de 250 000 \$; b) dans le cas d'une personne physique, une amende maximale de 100 000 \$ et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines. 		

Commercial purpose	(2) If it is established that a person committed an offence under the regulations made under subparagraph 151(1)(d)(ii) or (iii) for a commercial purpose, the person is liable on conviction to a fine not exceeding \$500,000, to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.	Infraction commise à des fins commerciales
Subsequent offence	(3) If a person is convicted of an offence a subsequent time, the maximum amount of the fine for that subsequent offence may be double the amount set out in subsection (1) or (2).	(3) Le montant des amendes prévues aux paragraphes (1) et (2) peut être doublé en cas de récidive
Continuing offence	(4) If an offence under this Act or the regulations is committed on more than one day or is continued for more than one day, the offence is considered to be a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.	(4) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction prévue à la présente loi ou à ses règlements.
Calculation of fine	(5) Any fine imposed on conviction for an offence involving more than one individual, part or derivative of a species may be calculated as though each individual, part or derivative had been the subject of a separate complaint or information.	Calcul des amendes
Additional fine	(6) If a court that convicts a person of an offence is satisfied that monetary benefits accrued to the person as a result of the commission of the offence, the court may order the person to pay an additional fine in an amount equal to the court's estimation of the amount of the monetary benefits, and the additional fine may exceed the maximum amount of any fine that may otherwise be imposed under this Act.	Amende supplémentaire
Attempts	120. Every person who attempts to do anything that would be an offence under this Act or the regulations is guilty of that offence.	120. Chaque personne qui tente de commettre un acte qui serait une infraction à la présente loi ou à ses règlements est coupable de cette infraction.
Officers of corporations	121. If a corporation commits an offence, any officer, director, agent or employee of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in, or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence, and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted for the offence.	121. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs, mandataires ou employés qui l'ont ordonnée, autorisée ou qui y ont consenti ou participé sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourgent la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie pour l'infraction.
Offences by employees or agents	122. In any prosecution for an offence, the accused may be convicted of an offence if it is established that it was committed by a person <ul style="list-style-type: none"> (a) as an employee or agent of the accused in the course of the employment or agency, or (b) in the course of operations under a licence, permit or similar authorization 	122. Dans les poursuites pour infraction, il suffit, pour établir la culpabilité de l'accusé, de prouver que l'infraction a été commise par une personne, que celle-ci ait été ou non identifiée ou poursuivie pour l'infraction, sauf si l'accusé établit que l'infraction a été commise à son insu ou sans son consentement, et que cette personne : <ul style="list-style-type: none"> a) soit est un employé ou un mandataire de

issued to the accused, whether or not the person is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the offence was committed without the knowledge or consent of the accused.

Offences by client and guide

123. A person employed or retained as a guide may be convicted of an offence, whether or not his or her client has been prosecuted for the offence, if it is established that

- (a) the offence was committed by a client of the guide while the guide was providing guiding services to the client; and
- (b) the guide assented to or acquiesced in the commission of the offence.

Defences

124. A person shall not be convicted of an offence under this Act or the regulations if the person establishes that he or she

- (a) exercised all due diligence to prevent the commission of the offence; or
- (b) honestly and reasonably believed in the existence of facts that, if true, would render his or her conduct innocent.

Forfeiture following conviction

125. (1) A court that convicts a person of an offence may, in addition to any other penalty imposed, order that any thing seized in connection with the offence and not otherwise forfeited, returned or disposed of under this Act, or any proceeds of its disposition, be forfeited to the Government of the Northwest Territories.

Return to owner

(2) A convicting court that does not order forfeiture under subsection (1) may order that a thing referred to in that subsection, or any proceeds of its disposition, be returned to its owner or the person lawfully entitled to its possession.

Retention and sale of thing seized

126. If a fine is imposed on a person convicted of an offence, any thing seized, or any proceeds of its disposition, may be retained until the fine is paid, or the thing may, not less than one year after the time the fine is imposed, be sold in satisfaction of the fine with the proceeds applied, in whole or in part, in payment of the fine.

Minister's expenses

127. A court that convicts a person of an offence may, in addition to any other penalty imposed, order the person to pay all or part of any expenses incurred by the Minister with respect to the seizure, storage or disposition of any thing seized in connection with the offence, including a thing forfeited or abandoned

l'accusé dans l'exécution de ses fonctions ou de son mandat;

- a) soit a agi dans le cadre d'activités en vertu d'une licence, d'un permis ou d'une autorisation semblable délivrée à l'accusé.

123. La personne employée ou engagée à titre de guide peut être reconnue coupable d'une infraction, que son client ait ou non été poursuivi s'il est établi que :

- a) l'infraction a été commise par le client alors que le guide lui fournissait des services de guide;
- b) le guide a consenti ou acquiescé à la perpétration de l'infraction.

Infractions commises par un client et un guide

124. Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction à la présente loi ou aux règlements s'il établit que :

- a) soit il a fait preuve de diligence pour empêcher la commission de l'infraction;
- b) soit il croyait raisonnablement et en toute honnêteté à l'existence de faits qui, avérés, l'innocenteraient.

Défenses

125. (1) Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction , le tribunal peut prononcer, en sus de toute autre peine, la confiscation, au profit du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, des choses saisies qui n'ont pas été autrement confisquées, remises ou dont il est autrement disposé en vertu de la présente loi, ou du produit de leur aliénation.

Confiscation après la condamnation

(2) S'il ne prononce pas la confiscation en application du paragraphe (1), le tribunal peut ordonner qu'une chose visée à ce paragraphe, ou le produit de son aliénation, soit remise au propriétaire ou à la personne qui en a légitimement droit à la possession.

Remise au propriétaire

126. Lorsque la personne déclarée coupable est condamnée à une amende, les objets saisis, ou le produit de leur aliénation, peuvent être retenus jusqu'au paiement de l'amende ou, un an après l'imposition de l'amende, peuvent être vendus et le produit de leur aliénation peut être affecté en tout ou en partie au paiement de l'amende.

Rétention ou vente

127. Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction, le tribunal peut, en plus de toute autre peine, lui ordonner de payer tout ou partie des frais supportés par le ministre pour la saisie, l'entreposage ou l'aliénation de choses saisies dans le cadre de l'infraction, y compris les choses confisquées ou

Frais du ministre

under this Act.

Additional order

128. A court that convicts a person of an offence may, in addition to any other penalty imposed and having regard to the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, make an order having any or all of the following effects:

- (a) prohibiting the person from doing any act or engaging in any activity that could, in the opinion of the court, result in the continuation or repetition of the offence;
- (b) directing the person to take any action that the court considers appropriate to remedy or avoid any harm to any species or habitat or the area in which habitat is located or the surrounding area to which this Act applies that resulted or may result from the commission of the offence;
- (c) directing the person to publish, in any manner that the court considers appropriate, the facts relating to the commission of the offence;
- (d) directing the person to pay to the Government of the Northwest Territories an amount for all or any of the cost of remedial or preventative action taken, or to be taken, by or on behalf of the the Government of the Northwest Territories as a result of the commission of the offence;
- (e) directing the person to perform community service in accordance with any conditions that the court considers reasonable;
- (f) directing the person to submit to the Minister, on application to the court by the Minister within three years after the conviction, any information that the court considers appropriate about the activities of the person in relation to matters within the scope of this Act;
- (g) directing the person to post a bond or pay an amount into court that the court considers appropriate for the purpose of ensuring compliance with any prohibition, direction or requirement under this section;
- (h) requiring the person to comply with any other conditions that the court considers appropriate for securing the person's good conduct or for preventing the person from repeating the offence or committing other offences.

abandonnées sous le régime de la présente loi.

128. Lorsque la personne est déclarée coupable d'une infraction, en plus de toute autre peine infligée et compte tenu de la nature de l'infraction ainsi que des circonstances de sa perpétration, le tribunal peut rendre une ordonnance lui imposant tout ou partie des obligations suivantes :

- a) s'abstenir de tout acte ou activité risquant d'entraîner, selon le tribunal, la continuation de l'infraction ou la récidive;
- b) prendre les mesures que le tribunal juge indiquées pour réparer ou éviter toute atteinte à une espèce ou à un habitat ou à la région immédiate ou périphérique de celui-ci, auquel la présente loi s'applique, résultant ou pouvant résulter de la perpétration de l'infraction;
- c) publier, de la façon que le tribunal juge indiquée, les faits liés à la perpétration de l'infraction;
- d) indemniser le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, en tout ou en partie, des frais supportés pour la réparation ou la prévention des dommages résultant ou pouvant résulter de la perpétration de l'infraction;
- e) exécuter des travaux d'intérêt collectif aux conditions que le tribunal estime raisonnables;
- f) fournir au ministre, sur demande présentée par celui-ci dans les trois ans suivant la déclaration de culpabilité, les renseignements relatifs à ses activités que le tribunal estime justifiés dans le cadre de la présente loi;
- g) en garantie de l'exécution des obligations imposées au titre du présent article, fournir le cautionnement ou déposer auprès du tribunal le montant que celui-ci juge indiqué pour assurer le respect d'une interdiction, d'un ordre ou d'une exigence en vertu du présent article;
- h) satisfaire aux autres exigences que le tribunal estime justifiées pour assurer sa bonne conduite ou pour empêcher la récidive ou la perpétration d'autres infractions.

Ordonnances supplémentaires

Application for variation	129. (1) Within 60 days after an order is made under section 128, the Minister or a person to whom the order is directed may apply to the court for variation of the order.	Requête en modification
Notice	(2) Before hearing an application under subsection (1), the court may order the applicant to give notice of the application in accordance with directions of the court.	(2) Avant d'entendre la requête présentée en vertu du paragraphe (1), le tribunal peut ordonner au requérant qu'il donne avis de la requête en conformité avec les directives du tribunal.
Order	(3) The court may, on an application under subsection (1) and if it considers variation appropriate because of a material change in circumstances, make an order having one or more of the following effects: <ul style="list-style-type: none"> (a) changing the original order or any conditions in it; (b) relieving the person to whom the order is directed, either absolutely or partially or for any period of time the court considers appropriate, from any effect of the original order; (c) reducing the period during which the original order is to remain in effect; (d) extending the period during which the original order is to remain in effect, subject to the limit that the extension must not exceed one year. 	(3) Lorsqu'il est saisi d'une requête en vertu du paragraphe (1), le tribunal peut rendre une ordonnance selon ce qui lui paraît justifié par tout changement important de circonstances, ayant l'un ou plusieurs des effets suivants : <ul style="list-style-type: none"> a) la modification de l'ordonnance initiale ou les obligations qu'elle prévoit; b) le relèvement de la personne, absolu ou partiel ou pour la durée qu'il estime indiquée, des effets de l'ordonnance initiale; c) la réduction de la période de validité de l'ordonnance initiale; d) la prolongation de la période de validité de l'ordonnance initiale, qui ne peut toutefois pas dépasser un an.
Leave of the court for further application	(4) If an application has been heard by the court under subsection (1), no other application may be made in respect of the same order except with leave of the court.	(4) Après audition de la requête prévue au paragraphe (1), toute nouvelle requête relative à la même ordonnance est subordonnée à l'autorisation du tribunal.
Orders under suspended sentence	130. (1) If a person is convicted of an offence under this Act or the regulations and the court suspends the passing of sentence, the court may make an order under section 128.	Ordonnance dans le cas de sursis de sentence
Failure to comply	(2) If a person whose sentence has been suspended fails to comply with an order made under section 128, or is convicted of another offence under this Act or the regulations within three years after the day on which the sentence was suspended, a court may, on application by the Minister, impose any sentence that could have been imposed if the sentence had not been suspended.	Défaut de se conformer
Cancellation of licence	131. (1) A court that convicts a person of an offence referred to in subsection (2) may order that <ul style="list-style-type: none"> (a) a licence or permit issued under any Act of the Northwest Territories authorizing the person to hunt any species is cancelled, or is suspended for a specified 	Annulation automatique

	<p>period that the court considers appropriate, which must not exceed five years; and</p> <p>(b) during a specified period that the court considers appropriate, which must not exceed five years, the person shall not possess, apply for, obtain or renew any licence or permit to hunt any species under any Act of the Northwest Territories.</p>	<p>annulé ou suspendu pour une période que le tribunal estime appropriée, qui ne peut excéder cinq ans;</p> <p>b) pour une période que le tribunal estime appropriée, qui ne peut excéder cinq ans, la personne ne peut posséder, demander, obtenir ou renouveler une licence ou un permis pour chasser toute espèce en vertu d'une loi des Territoires du Nord-Ouest.</p>
Application	<p>(2) Subsection (1) applies to</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) an offence under sections 80 and 113; (b) an offence under the regulations made under paragraph 151(1)(d); and (c) an offence prescribed by the regulations as an offence to which subsection (1) applies. 	<p>(2) Le paragraphe (1) s'applique aux infractions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) une infraction en vertu des articles 80 et 113; b) une infraction en vertu des règlements pris en application de l'alinéa 151(1)d; c) une infraction prévue par règlement comme étant une infraction à laquelle s'applique le paragraphe (1).
Order not to obtain licence	<p>132. (1) A court that convicts a person of an offence may, in addition to any penalty imposed under subsection 131(1), order that during a period specified in the order</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the person shall not possess, apply for, obtain or renew a permit, licence or similar authorization of a kind that is related to the offence, as specified by the court; and (b) the person shall not engage in any activity for which the person would be required to hold a permit, licence or similar authorization of the kind specified under paragraph (a). 	<p>132. (1) Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction, en plus de toute peine rendue en vertu du paragraphe 131(1), le tribunal peut rendre une ordonnance portant que pour la période y précisée, il est interdit à la personne, à la fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de posséder, de demander, d'obtenir ou de renouveler un permis, une licence ou une autorisation semblable d'un type relié à l'infraction, selon ce que précise le tribunal; b) de se livrer à une activité pour laquelle il lui faudrait être titulaire d'un permis, d'une licence ou d'une autorisation semblable d'un type précis à l'alinéa a).
Order for cancellation	<p>(2) A court that makes an order under subsection (1) in respect of a kind of permit, licence or similar authorization</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) that the person holds at the time the order is made, and (b) that is not cancelled under paragraph 131(1)(a), <p>shall order that the permit, licence or similar authorization be cancelled.</p>	<p>(2) Lorsqu'il rend une ordonnance en vertu du paragraphe (1), le tribunal ordonne l'annulation d'un permis, d'une licence ou d'une autorisation semblable dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) lorsque la personne visée en est titulaire au moment où l'ordonnance est rendue; b) lorsque le permis, la licence ou l'autorisation semblable n'a pas été annulé en vertu de l'alinéa 131(1)a).
Surrender of licence or permit	<p>133. A person referred to in paragraph 131(1)(a) or subsection 132(2) shall surrender the licence, permit or similar authorization to the court without delay.</p>	<p>133. La personne visée à l'alinéa 131(1)a) ou au paragraphe 132(2) remet sans délai la licence, le permis ou l'autorisation semblable au tribunal.</p>

Costs of
seizure and
disposition

134. A court that convicts a person of an offence may, in addition to any other penalty imposed, order the person to pay all or part of any costs that

- (a) are incurred by the Government of the Northwest Territories in respect of inspection, seizure, forfeiture or disposition of any thing seized in connection with the offence; and
- (b) exceed any proceeds of disposition of the things that are forfeited to the Government of the Northwest Territories under this Act.

134. Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction, en plus de toute autre peine, le tribunal peut ordonner à la personne de payer une partie ou la totalité des frais :

- a) encourus par le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest liés à l'inspection, la saisie, l'abandon ou la disposition d'une chose saisie relativement à l'infraction;
- b) qui excèdent le produit de l'aliénation de la chose abandonnée au profit du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest en vertu de la présente loi.

Frais découlant
de la saisie et
la disposition

Limitation
period

135. A prosecution for an offence under this Act or the regulations may not be commenced more than three years after the day the offence first came to the attention of an officer.

135. Les poursuites visant une infraction à la présente loi ou à ses règlements se prescrivent par trois ans à compter de la date à laquelle l'infraction a été portée à l'attention d'un agent.

Prescription

Proof
regarding
permit,
licence

136. (1) In a prosecution or in any other proceeding under this Act or the regulations in which proof is required as to

- (a) the issuance, non-issuance, renewal, suspension, revocation or cancellation of a permit, licence or similar authorization,
- (b) whether or not a person is a holder of a permit, licence or similar authorization,
- (c) the designation, appointment or authority of an officer, guardian, official or other person, or
- (d) the delivery or giving of any notice by the Minister,

a statement signed by the Minister certifying to those facts is admissible in evidence as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in the statement and is, without proof of the Minister's appointment or signature, conclusive proof of the authority of the Minister.

136. (1) Dans toute poursuite intentée sous le régime de la présente loi ou de ses règlements, ou dans toute autre procédure où une telle preuve peut être nécessaire, est admissible en preuve, fait foi de son contenu, jusqu'à preuve du contraire et fait foi de l'autorité du ministre sans qu'il soit nécessaire de faire la preuve de sa nomination ou de l'authenticité de sa signature, le certificat signé par lui concernant :

- a) la délivrance, le refus de délivrer, le renouvellement, la suspension, la révocation ou l'annulation d'un permis, d'une licence ou d'une autorisation semblable;
- b) une personne donnée, à savoir si elle est ou non, titulaire d'un permis, d'une licence ou d'une autorisation semblable;
- c) la désignation, la nomination ou l'autorité d'un agent, d'un gardien, d'un représentant ou d'une autre personne;
- d) l'envoi ou la remise d'un avis par le ministre.

Preuve de
documents
officiels

Proof of
statement

(2) In a prosecution or in any other proceeding under this Act or the regulations, a statement signed by a person in charge, or by an assistant or person acting in the place of the person in charge, of any laboratory or meteorology station operated, supported or certified by

- (a) the Government of the Northwest Territories,
- (b) the Government of Canada or the government of a province or territory,
- (c) the Government of the United States of America or the government of a state, or
- (d) a university,

is admissible in evidence as proof, in the absence of

(2) Dans toute poursuite ou procédure intentée sous le régime de la présente loi ou de ses règlements, est admissible en preuve, fait foi de son contenu jusqu'à preuve du contraire et fait foi de l'autorité du signataire sans qu'il soit nécessaire de faire la preuve de sa nomination ou de l'authenticité de sa signature, la déclaration signée par le responsable ou un de ses mandataires d'un laboratoire ou d'une station météorologique qui relève :

- a) du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest;
- b) du gouvernement du Canada, ou du gouvernement d'une province ou d'un territoire;

Preuve de
déclarations

evidence to the contrary, of the facts stated in the statement and of the authority of the person who signed the statement.

- c) du gouvernement des États-Unis d'Amérique ou du gouvernement d'un état;
- d) d'une université.

Burden of proving exception

137. (1) In a prosecution under this Act or the regulations, the burden of proving that an exemption, exclusion, exception, excuse or qualification under this Act operates in favour of the accused is on the accused, and the prosecutor is not required to prove the contrary except by way of rebuttal.

Burden of proving permit, licence

(2) If holding a permit, licence or similar authorization is a defence to a prosecution of an offence under this Act, the accused has the burden of proving that he or she held the permit, licence or authorization at the material time.

PART 6 GENERAL

Administration

Minister

138. (1) The Minister is responsible for the administration of this Act and the regulations.

Agreements

(2) The Minister may enter into an agreement with any person or body with respect to the administration of this Act and the regulations.

Delegation

(3) The Minister may, in writing, delegate to the Superintendent of Wildlife appointed under the *Wildlife Act* or to the Forest Management Supervisor appointed under the *Forest Management Act*, the authority to

- (a) enter into agreements under section 79 or 81;
- (b) issue permits under section 84;
- (c) establish guidelines under subsection 90(2);
- (d) establish regions under subsection 90(3);
- (e) approve the form of certificates provided to officers and guardians under subsections 91(2) and (3) respectively;
- (f) give directions under section 106 or 111;
- (g) make an application under subsection 112(1) or 130(2); or
- (h) extend time periods under section 139.

137. (1) Dans toute poursuite sous le régime de la présente loi ou de ses règlements, l'accusé a la charge de prouver qu'une exemption, une exclusion, une exception, une excuse ou une qualification prévue par la présente loi s'applique en sa faveur; le poursuivant n'est pas tenu, sauf à titre de preuve contraire, de prouver l'inverse.

Preuve de l'exception

(2) Si le fait d'avoir été le titulaire d'un permis, d'une licence ou d'une autorisation semblable constitue une défense à une accusation en vertu de la présente loi, il incombe à l'accusé de prouver qu'à l'époque considérée, il en était titulaire.

Preuve de permis ou de licence

PARTIE 6 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Application

138. (1) Le ministre est responsable de l'application de la présente loi et de ses règlements.

(2) Le ministre peut, pour l'application et l'exécution de la présente loi et de ses règlements, conclure une entente avec une personne ou un organisme.

(3) Le ministre peut, par écrit, déléguer au surintendant de la faune nommé en vertu de la *Loi sur la faune* ou au surveillant de l'aménagement des forêts, nommé en vertu de la *Loi sur l'aménagement des forêts*, les pouvoirs qui suivent, selon le cas :

- a) conclure des ententes en vertu de l'article 79 ou 81;
- b) délivrer des permis en vertu de l'article 84;
- c) donner des directives en vertu du paragraphe 90(2);
- d) définir des régions en vertu du paragraphe 90(3);
- e) approuver la forme des certificats remis aux agents et aux gardiens en vertu des paragraphes 91(2) et (3) respectivement;
- f) donner des directives en vertu de l'article 106 ou 111;
- g) présenter une demande en vertu du paragraphe 112(1) ou 130(2);
- h) prolonger les délais conformément à l'article 139.

Limitations	(4) An authority delegated under subsection (3) is subject to any limitations, terms and conditions specified in the delegation, and may not be subdelegated to any other person unless the delegation expressly provides otherwise.	(4) Les pouvoirs délégués en vertu du paragraphe (3) sont soumis aux restrictions et aux conditions précisées dans la délégation et ne peuvent être sous-délégués que si la délégation l'autorise expressément.
Extension of time periods	139. Unless otherwise provided in this Act, the Minister may extend any time period set out in Parts 2, 3 or 4 that applies to SARC, the Conference, a Management Authority or the Minister, as the Minister considers appropriate.	139. À moins de disposition contraire dans la présente loi, le ministre peut prolonger les délais précisés dans les parties 2, 3 et 4 applicables au CEP, à la Conférence, aux autorités de gestion ou au ministre, selon ce qu'il estime approprié.
Consensus agreement in writing	140. A consensus agreement must be in writing and must be agreed to by a representative of each Management Authority that, in accordance with subsection 13(2), may participate in respect of the species that is the subject of the consensus agreement.	140. L'accord de consensus doit à la fois être fait par écrit et convenu par un représentant de chaque autorité de gestion qui, conformément au paragraphe 13(2), peut participer en ce qui concerne l'espèce qui fait l'objet de l'accord de consensus.
Requirement for consistency with consensus agreement	141. The exercise of powers and performance of duties by the Minister under this Act must be carried out in a manner consistent with any applicable consensus agreement.	141. Le ministre doit exercer ses attributions en vertu de la loi dans le respect de tout accord de consensus applicable.
Requirement to report and review	142. If the Minister acts in a manner, not identified in a consensus agreement, to conserve a pre-listed species or a listed species that is facing an imminent threat to its survival or recovery, he or she shall report it to the Conference as soon as is practicable, and the Conference shall review the action within one year after receiving the report.	142. S'il intervient d'une manière autre que ce qui est prévu dans un accord de consensus afin de conserver une espèce pré-inscrite ou une espèce inscrite dont la survie ou le rétablissement est en danger imminent, le ministre en fait rapport à la Conférence dès que possible, qui révise la mesure prise dans l'année suivant la réception du rapport.
	Northwest Territories List of Species at Risk	Liste des espèces en péril des Territoires du Nord-Ouest
Duty to establish, maintain and revise list	143. The Minister shall <ul style="list-style-type: none"> (a) establish and maintain the Northwest Territories List of Species at Risk; and (b) revise the List in accordance with this Act. 	143. Le ministre : <ul style="list-style-type: none"> a) d'une part, élabore et tient la liste des espèces en péril des Territoires du Nord-Ouest; b) d'autre part, révise la liste conformément à la présente loi.
Definitions	Agreement with Government of Canada on Fish, Marine Plants and Migratory Birds	Entente avec le gouvernement du Canada concernant les poissons, les plantes marines et les oiseaux migrateurs
	144. (1) In this section, "fish", "marine plant" and "migratory bird" have the same meanings as in paragraphs 7(3)(b), (c) and (d) respectively.	144. (1) Dans le présent article, les termes «poissons», «plantes marines» et «oiseaux migrateurs» s'entendent au sens des alinéas 7(3)b), c) et d) respectivement.

Agreements process	<p>(2) The Minister may enter into an agreement with the Government of Canada for the purpose of assessing or reassessing, but not listing, under this Act, the status of fish, marine plants or migratory birds in the Northwest Territories that a co-management board that has authority for the management of fish, marine plants or migratory birds considers may be at risk in the Northwest Territories and</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) are not listed under the <i>Species at Risk Act</i> (Canada); or (b) are listed under the <i>Species at Risk Act</i> (Canada) in a category that the co-management board considers inappropriate to their risk in the Northwest Territories. 	Ententes d'évaluation	<p>(2) Le ministre peut conclure une entente avec le gouvernement du Canada aux fins d'évaluation ou de réévaluation — mais non d'inscription — en vertu de la présente loi de la condition de poissons, de plantes marines ou d'oiseaux migrateurs aux Territoires du Nord-Ouest qui, de l'opinion d'un conseil de cogestion compétent à leur égard, sont possiblement en péril aux Territoires du Nord-Ouest et qui, selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) ne sont pas inscrits en vertu de la <i>Loi sur les espèces en péril</i> (Canada); b) sont inscrits en vertu de la <i>Loi sur les espèces en péril</i> (Canada) dans une catégorie qu'un conseil de cogestion compétent à leur égard considère inappropriée étant donné le péril auquel ils font face aux Territoires du Nord-Ouest.
Assessment process	<p>(3) Section 34 completes the assessment or reassessment process under this Act for the purposes of the agreement, and the agreement may specify that all or part of that process is to be used to assess or reassess the status of fish, marine plants or migratory birds.</p>	Processus d'évaluation	<p>(3) L'article 34 complète le processus d'évaluation ou de réévaluation en vertu de la présente loi aux fins de l'entente, et l'entente peut prévoir que ce processus, ou partie de celui-ci, s'applique dans l'évaluation ou la réévaluation de la condition de poissons, de plantes marines ou d'oiseaux migrateurs.</p>
Consultation	<p>145. Before entering into an agreement under section 144, the Minister shall consult with the Conference.</p>	Consultation	<p>145. Avant de conclure une entente en vertu de l'article 144, le ministre consulte la Conférence.</p>
When information not to be disclosed	<p>146. Notwithstanding Part 1 of the <i>Access to Information and Protection of Privacy Act</i>, the Minister may direct that information not be disclosed under any provision of this Act that permits or requires information in any form to be provided or made available, if</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the Minister considers that disclosure of the information could result in an additional risk to, or could be detrimental to, the survival or recovery of a species that SARC has, in an assessment, categorized as a data deficient species, a species not at risk, a species of special concern, a threatened species, an endangered species, an extirpated species or an extinct species; or (b) the information is traditional knowledge and a Management Authority requests that it not be disclosed. 	Divulgation de renseignements	<p>146. Malgré la partie 1 de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i>, le ministre peut ordonner que certains renseignements ne soient pas divulgués contrairement aux dispositions de la présente loi qui permettent ou exigent la fourniture ou la disponibilité de renseignements de quelque forme que ce soit dans l'un ou l'autre des cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le ministre estime que la divulgation des renseignements pourrait créer un risque supplémentaire pour la survie ou le rétablissement d'une espèce que le CEP a classée, lors d'une évaluation, comme espèce pour laquelle les données sont insuffisantes, espèce non en péril, espèce préoccupante, espèce menacée, espèce en voie de disparition, espèce disparue ou espèce éteinte, ou qu'elle pourrait y être préjudiciable; b) les renseignements constituent des connaissances traditionnelles et une autorité de gestion en a demandé la confidentialité.

	Review of Act	Révision de la Loi
Review of Act	147. This Act shall be reviewed by the Legislative Assembly five years after this section comes into force.	147. L'Assemblée législative révise la présente loi cinq ans après l'entrée en vigueur du présent article.
	Regulations	Règlements
Definition of "federal land"	148. (1) In subsection 150(2), "federal land" means <ul style="list-style-type: none"> (a) land that belongs to Her Majesty in right of Canada, or that Her Majesty in right of Canada has the power to dispose of, and all waters on that land; (b) the internal waters of Canada and the territorial sea of Canada, and (c) reserves. (<i>territoire domaniale</i>) (2) In paragraphs 152(e) and 154(e), "substance" means any solid, liquid, gas, odour or organism or combination of any of them.	148. (1) Aux fins du paragraphe 150(2), «territoire domanial» s'entend à la fois de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) les terres qui appartiennent à sa majesté la Reine du chef du Canada ou qu'elle a le pouvoir d'aliéner, ainsi que leurs eaux et leur espace aérien; b) les eaux intérieures et la mer territoriale du Canada; c) les réserves. (<i>federal land</i>) (2) Aux fins des alinéas 152e) et 154e), une substance s'entend d'un solide, d'un liquide, d'un gaz, d'une odeur ou d'un organisme, ou d'une combinaison de ceux-ci.
Considerations if no consensus agreement	149. (1) If there is no provision of a consensus agreement developed under section 56 or 70 respecting a designation under section 153 or a regulation under section 151, 152, 154 or 155, the Minister shall, before recommending to the Commissioner that such a designation or regulation be made, consider <ul style="list-style-type: none"> (a) the assessment, the reasons for the assessment, the approved species status report and any written clarification provided by SARC under section 34; (b) the management plan or recovery strategy, if any; (c) the results of any preparations by Management Authorities for developing the consensus agreement; and (d) any applicable consensus agreement. (2) Before making a recommendation under the circumstances described in subsection (1), the Minister may consider information provided by any person or body.	149. (1) En l'absence d'une disposition d'un accord de consensus élaboré en vertu de l'article 56 ou 70 concernant une désignation en vertu de l'article 153 ou d'un règlement pris en application de l'article 151, 152, 154 ou 155, avant de recommander au commissaire qu'une telle désignation soit faite ou qu'un tel règlement soit pris, le ministre se fonde à la fois sur ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) l'évaluation, les motifs qui la justifient, le rapport de situation de l'espèce approuvé et les précisions écrites fournies par le CEP en application de l'article 34; b) le plan de gestion et le programme de rétablissement, le cas échéant; c) les résultats des travaux préparatoires des autorités de gestion en vue d'en arriver à l'accord de consensus; d) les accords de consensus applicables. (2) Avant de faire une recommandation dans les circonstances décrites au paragraphe (1), le ministre peut se fonder sur des renseignements que lui a fournis une personne ou un organisme.
Other information		Autres renseignements
Consultation regarding private lands	150. (1) If a designation made under section 153 or a regulation made under section 151, 152, 154, or 155 would affect private lands, the Minister shall consult with the owner of the lands before recommending to the Commissioner that the designation or regulation be made.	Consultation quant à un territoire privé

(2) If a designation made under section 153 or a regulation made under section 151, 152, 154, or 155 would affect federal land, the Minister shall consult with the Government of Canada and, if the federal land is a reserve, the band, before recommending to the Commissioner that the designation or regulation be made.

151. (1) The Commissioner, on the recommendation of the Minister, may make regulations respecting the conservation of pre-listed species or listed species, including but not limited to

- (a) requiring the doing of things that may conserve the species;
- (b) prohibiting activities that may adversely affect the species;
- (c) respecting the harvest of the species, including the establishment of a system of quotas, authorizations or permits;
- (d) imposing prohibitions against
 - (i) killing, harming, harassing, capturing or taking an individual of a species,
 - (ii) buying or otherwise acquiring, selling, leasing, trading, bartering, or offering for sale or lease an individual of a species or any part or derivative of such an individual,
 - (iii) possessing an individual of a species or any part or derivative of such an individual, or
 - (iv) importing or exporting an individual of species or any part or derivative of such an individual; and
- (e) for the purposes of paragraph 83(d),
 - (i) excluding an individual of a species or any part or derivative of such an individual, or a class of individuals, parts or derivatives, from the application of a prohibition under subparagraph (d)(iii), and
 - (ii) exempting a person from the application of a prohibition under subparagraph (d)(iii).

(2) Si une désignation faite en vertu de l'article 153 ou un règlement pris en application de l'article 151, 152, 154 ou 155 vise un territoire domanial, le ministre consulte le gouvernement du Canada et, dans le cas d'une réserve, la bande avant de recommander au commissaire de faire la désignation ou de prendre le règlement.

151. (1) Le commissaire, sur la recommandation du ministre, peut prendre des règlements sur la conservation des espèces pré-inscrites ou des espèces inscrites et peut, notamment :

- a) exiger la prise de mesures susceptibles d'assurer la conservation des espèces;
- b) interdire les activités susceptibles de nuire aux espèces;
- c) régir la récolte des espèces, notamment l'établissement d'un système de quotas, d'autorisations ou de permis;
- d) interdire, selon le cas :
 - (i) que l'on tue, blesse, harcèle, capture ou prélève un individu d'une espèce,
 - (ii) l'achat ou autre forme d'acquisition, la vente, la location, le commerce, le troc ou la mise en vente ou en location d'un individu d'une espèce ou de toute partie ou de tout produit de celui-ci,
 - (iii) la possession d'un individu d'une espèce ou d'une partie ou d'un produit de celui-ci;
 - (iv) l'importation ou l'exportation d'un individu d'une espèce, d'une partie ou d'un produit de celui-ci;
- e) aux fins de l'alinéa 83d) :
 - (i) soustraire un individu d'une espèce ou une partie ou un produit de celui-ci, ou une catégorie d'individus, des parties ou de produits à l'application d'une interdiction prévue au sous-alinéa d)(iii),
 - (ii) soustraire une personne à l'application d'une interdiction prévue au sous-alinéa d)(iii).

Deeming provision	<p>(2) For the purposes of the regulations made under subparagraph (1)(d)(ii) or (iii), any animal, plant or thing that is represented to be an individual, or a part or derivative of an individual, of a pre-listed species or a listed species, is deemed, in the absence of evidence to the contrary, to be such an individual, part or derivative.</p>	Présomption
Habitat conservation	<p>152. The Commissioner, on the recommendation of the Minister, may make regulations respecting the conservation of habitat of pre-listed species or listed species or the area in which the habitat is located or the surrounding area, including but not limited to</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) requiring the doing of things that may conserve the habitat or area; (b) prohibiting activities that may adversely affect the habitat or area; (c) imposing prohibitions against damaging or destroying the habitat or area; (d) controlling, restricting or prohibiting any use of, access to, or activity in the habitat or area; and (e) controlling, restricting or prohibiting the release of any substances in or into the habitat or area. 	Conservation de l'habitat
Designating habitat	<p>153. (1) The Commissioner, on the recommendation of the Minister, may, by regulation, designate habitat, or a component or combination of components of habitat, of a pre-listed species or a listed species.</p>	Désignation d'habitat
Restriction on designating habitat	<p>(2) If there is no provision of a consensus agreement developed under section 56 or 70 respecting the designation of habitat under this section, the Minister may only make a recommendation under subsection (1)</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) if he or she considers that <ul style="list-style-type: none"> (i) the habitat is essential to the survival or recovery of the species, and (ii) the designation is necessary for the conservation of the species or its habitat; and (b) where the habitat is on private lands or a reserve, if he or she is satisfied that habitat of the species on public lands is insufficient to meet the conservation or recovery needs of the species. 	Recommandations en l'absence d'accord de consensus
Owner's request	<p>(3) Paragraph (2)(b) does not apply where an owner of private lands requests the Minister to make a recommendation under subsection (1) to designate habitat on the private lands.</p>	Demande du propriétaire

Designated habitat

154. The Commissioner, on the recommendation of the Minister, may make regulations respecting the conservation of designated habitat or the area in which designated habitat is located or the surrounding area, including but not limited to

- (a) requiring the doing of things that may conserve the designated habitat or area;
- (b) prohibiting activities that may adversely affect the designated habitat or area;
- (c) imposing prohibitions against damaging the designated habitat or area;
- (d) controlling, restricting or prohibiting any use of, access to, or activity in the designated habitat or area; and
- (e) controlling, restricting or prohibiting the release of any substances in or into the designated habitat or area.

Management plans and recovery strategies

155. The Commissioner, on the recommendation of the Minister, may make regulations

- (a) respecting management plans and recovery strategies;
- (b) respecting the implementation of management plans and recovery strategies; and
- (c) exempting a person from the application of section 80 or a regulation made under this section or section 151, 152, or 154 in respect of activities by the person that are authorized by a management plan or recovery strategy.

Miscellaneous

156. The Commissioner, on the recommendation of the Minister, may make regulations

- (a) defining "owner" in respect of lands and further defining "private lands";
- (b) respecting the manner in which a person or body may make available to the public an assessment or assessment schedule, a consensus agreement, decision, management plan, recovery strategy or report, or criteria, notice, reasons or other information;
- (c) respecting expenses for the purposes of subsection 20;
- (d) respecting applications under section 27 or 49 and the manner in which SARC is to deal with those applications;
- (e) defining "development", "development proposal", "preliminary screening", "screening" "environmental assessment" and "environmental impact review" for the purposes of section 76;

154. Le commissaire, sur la recommandation du ministre, peut prendre des règlements sur la conservation d'un habitat désigné ou de sa région immédiate ou périphérique et peut, notamment :

- a) exiger la prise de mesures susceptibles de conserver l'habitat désigné ou la région;
- b) interdire les activités susceptibles de nuire à l'habitat désigné ou à la région;
- c) interdire la détérioration de l'habitat désigné ou de la région;
- d) contrôler, limiter ou interdire l'utilisation de l'habitat désigné ou de la région, l'accès à celui-ci ou les activités qui y sont exercées;
- e) limiter ou interdire le rejet de substances dans l'habitat désigné ou la région.

155. Le commissaire, sur la recommandation du ministre, peut, par règlement :

- a) régir les plans de gestion et les programmes de rétablissement;
- b) régir la mise en oeuvre des plans de gestion et des programmes de rétablissement;
- c) soustraire une personne à l'application de l'article 80 ou d'un règlement pris en vertu du présent article ou de l'article 151, 152 ou 154 concernant les activités qu'elle est autorisée à exercer aux termes d'un plan de gestion ou d'un programme de rétablissement.

156. Le commissaire, sur la recommandation du ministre, peut, par règlement :

- a) préciser la notion de propriétaire à l'égard d'une propriété et préciser davantage la notion de territoire privé;
- b) régir la façon dont une personne ou un organisme peut mettre à la disposition du public des renseignements, notamment un échéancier d'évaluation ou de réévaluation, un accord de consensus, une décision, un plan de gestion, un programme de rétablissement ou un rapport, des critères, un avis ou des motifs;
- c) régir les dépenses aux fins du l'article 20;
- d) régir les demandes faites en vertu de l'article 27 ou 49 et la façon dont le CEP traite ces demandes;
- e) préciser ce que sont une proposition de mise en valeur, un examen préliminaire, un examen, une évaluation

- (f) listing, for the purposes of section 76, bodies responsible for preliminary screenings, screenings, environmental assessments and environmental impact reviews;
 - (g) defining "land use permit" and "water licence" for the purposes of section 77;
 - (h) listing, for the purposes of section 77, bodies responsible for considering applications for land use permits and water licences;
 - (i) defining "land use plan" for the purposes of section 78;
 - (j) respecting the land use planning bodies referred to in section 78;
 - (k) respecting agreements under section 79 or 81;
 - (l) respecting compensation under section 81, including but not limited to
 - (i) procedures to be followed in claiming compensation,
 - (ii) the kinds of losses for which compensation may be payable,
 - (iii) methods to be used in determining the eligibility of a person for compensation, the amount of loss suffered by a person and the amount of compensation to be paid in respect of a loss, and
 - (iv) terms and conditions for the provision of compensation;
 - (m) respecting the form in which evidence may be presented to establish the circumstances referred to in paragraphs 83(a), (b), (c) or (e);
 - (n) respecting permits under section 84, including but not limited to
 - (i) applications for permits,
 - (ii) the issuance of permits, and
 - (iii) the renewal, amendment, suspension and revocation of permits;
 - (o) respecting the appointment and designation of officers under section 88 and the powers that may be exercised and the duties to be performed by officers;
 - (p) designating persons who may appoint officers under subsection 88(1);
 - (q) respecting the appointment of guardians under section 90 and the powers that may be exercised and the duties to be performed by guardians;
 - (r) designating persons who may appoint guardians under subsection 90(1);
- environnementale et une étude d'impact environnemental aux fins de l'article 76;
- f) lister, aux fins de l'article 76, les organismes responsables de l'examen préliminaire ou de l'examen, et de l'étude d'impact environnemental aux fins de l'article 76;
 - g) préciser ce que sont les permis d'utilisation des terres et les permis d'exploitation hydraulique aux fins de l'article 77;
 - h) lister, aux fins de l'article 77, les organismes responsables de l'étude des demandes des permis d'utilisation des terres et des permis d'exploitation hydraulique;
 - i) préciser ce qu'est un plan d'aménagement des terres aux fins de l'article 78;
 - j) régir les organismes d'aménagement des terres visé à l'article 78;
 - k) régir les ententes conclues en vertu de l'article 79 ou 81;
 - l) régir la compensation en vertu de l'article 81, notamment :
 - (i) les procédures régissant les réclamations de compensation,
 - (ii) les types de pertes pour lesquelles une compensation peut être versée,
 - (iii) les méthodes pour déterminer l'admissibilité d'une personne à une compensation, le montant de la perte encourue par la personne, et le montant de la compensation payable à l'égard d'une perte,
 - (iv) les conditions applicables à la remise d'une compensation;
 - m) régir la forme que peuvent prendre les éléments de preuve présentés afin d'établir les circonstances visées à lalinéa 83a), b), c) ou e);
 - n) régir les permis délivrés en vertu de l'article 84, notamment :
 - (i) les demandes de permis,
 - (ii) la délivrance de permis,
 - (iii) le renouvellement, la modification, la suspension et la révocation de permis;
 - o) régir la nomination et la désignation d'agents en vertu de l'article 88 et les attributions qui leur sont conférées;
 - p) désigner les personnes qui peuvent nommer les agents en vertu du paragraphe 88(1);

	<ul style="list-style-type: none"> (s) prescribing offences to which subsection 131(1) applies; (t) respecting forms; and (u) respecting any other matter the Commissioner considers necessary or advisable for carrying out the purposes and provisions of this Act. 	<ul style="list-style-type: none"> q) régir la nomination des gardiens en vertu de l'article 90 et les attributions qui leur sont conférées; r) désigner les personnes qui peuvent nommer les gardiens en vertu du paragraphe 90(1); s) prévoir les infractions auxquelles s'applique le paragraphe 131(1); t) régir les formulaires; u) régir toute autre question que le commissaire juge nécessaire ou souhaitable pour l'application de la présente loi.
Scope of regulations	<p>157. A regulation made under sections 151 to 156 may</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) include different provisions for different areas as specified in the regulation; (b) include different provisions for different species as specified in the regulation; (c) include different provisions for different categories of pre-listed species or listed species as specified in the regulation; (d) include different provisions for different habitat of pre-listed species or listed species or areas in which the habitat is located or surrounding areas, or for different parts of that habitat or those areas, as specified in the regulation; (e) include different provisions for different designated habitat of a pre-listed species or a listed species or areas in which designated habitat is located or surrounding areas, or for different parts of that designated habitat or those areas, as specified in the regulation; (f) establish classes of persons, activities or things for the purposes of the regulation; and (g) include different provisions for different persons, activities or things, or for different classes of persons, activities or things, as specified in the regulation. 	<p>157. Un règlement pris en vertu des articles 151 à 156 peut, à la fois, conformément à ce qu'il précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) prévoir des dispositions distinctes selon la région; b) prévoir des dispositions distinctes selon les espèces; c) prévoir des dispositions distinctes selon les catégories d'espèces pré-inscrites ou d'espèces inscrites; d) prévoir des dispositions distinctes selon l'habitat d'espèces pré-inscrites ou d'espèces inscrites ou les régions immédiates ou périphériques, ou selon les parties de cet habitat ou de ces régions; e) prévoir des dispositions distinctes selon l'habitat désigné d'une espèce pré-inscrite ou d'une espèce inscrite, ou les régions immédiates ou périphériques, ou selon les parties de cet habitat ou de ces régions; f) établir des catégories de personnes, d'activités ou de choses à ses fins; g) prévoir des dispositions distinctes selon les personnes, les activités ou les choses, ou selon les catégories de personnes, d'activités ou de choses.
Retroactive repeal	<p>158. A designation made under section 153, or a regulation made under section 151, 152, or 154 in respect of a pre-listed species that is not subsequently listed, may be repealed in respect of that species retroactively,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) if there is a consensus agreement developed under section 36 not to add the species to the List, to the day on which the Minister receives the consensus agreement from the Conference; or (b) if there is no applicable consensus 	<p>158. La désignation faite en vertu de l'article 153, ou un règlement pris en vertu de l'article 151, 152 ou 154 concernant une espèce pré-inscrite qui n'est pas inscrite par la suite peut être abrogé rétroactivement aux dates suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) en présence d'un accord de consensus élaboré en vertu de l'article 36 à l'effet de ne pas inscrire l'espèce, à la date à laquelle la Conférence remet l'accord de consensus au ministre; b) en l'absence d'un accord de consensus

agreement developed under section 36, to the day on which the Minister decides not to add the species to the List under section 41.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

- 159.** The Schedule to the *Environmental Rights Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

(There may be further consequential amendments in the Bill.)

COMMENCEMENT

- 160.** This Act or any provision of this Act comes into force on a day or days to be fixed by order of the Commissioner.

élaboré en vertu de l'article 36, à la date à laquelle le ministre décide de ne pas inscrire l'espèce en vertu de l'article 41.

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

- 159.** L'annexe de la *Loi sur les droits en matière d'environnement* est modifiée par insertion, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

*Loi sur les
droits en
matière
d'environ-
nement*

(Le projet de loi est susceptible de prévoir d'autres modifications corrélatives)

ENTRÉE EN VIGUEUR

- 160.** La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du commissaire.